

Applied Research Project

L'AGROÉCOLOGIE ET LA RÉSILIENCE AU NIGER

Juin 2024



SWISSAID 
Genève

**GENEVA
GRADUATE
INSTITUTE**

INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

Préparé pour
SWISSAID Genève

Auteurs
Aurélie Schmiedlin
Edouard Cabot
Sara Ferrari

Résumé

1

Contexte : SWISSAID est active au Niger depuis 1974, se concentrant sur la promotion de l'agroécologie pour soutenir la résilience des communautés locales. Le récent coup d'État de 2023 a perturbé la stabilité politique, affectant potentiellement les activités des ONG, y compris celles de SWISSAID. Ce rapport évalue les dix dernières années de travail de SWISSAID au Niger, examinant les succès et les défis des projets agroécologiques dans ce contexte politique tumultueux.

2

Objectifs : L'objectif principal est d'évaluer les projets agroécologiques de SWISSAID et leur contribution à l'amélioration de la résilience des bénéficiaires au Niger. La recherche vise à identifier à la fois les défis et les avantages de ces initiatives, en considérant les implications politiques plus larges. En évaluant ces projets, l'étude cherche à tirer des recommandations pratiques pour les futures activités de SWISSAID, en soulignant l'importance des pratiques agricoles durables dans les régions politiquement instables.

3

Résultats : L'étude identifie six thématiques clés : implication des communautés, sécurité alimentaire, changement climatique, genre, impact social, et gestion de projet. SWISSAID, en collaboration avec les ONG locales, améliore la résilience communautaire et l'accès aux ressources agricoles. Les pratiques agroécologiques et les infrastructures hydrauliques renforcent la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique.

4

Analyse : L'analyse des bénéfices et risques des projets SWISSAID au Niger, axés sur la résilience des bénéficiaires. Les principaux avantages incluent l'engagement communautaire et la sécurité alimentaire, renforçant la résilience locale. Toutefois, les risques identifiés, comme les défis logistiques et financiers post-coup d'État de 2023, nécessitent une vigilance accrue. Enfin, l'évolution vers des rapports moins détaillés pourrait nuire à la transparence et à la confiance des donateurs.

5

Recommandations : La recherche présente les recommandations pour SWISSAID. Quatre suggestions principales ont été identifiées : maintenir la coopération locale, promouvoir un changement de paradigme, poursuivre les efforts de sensibilisation, et continuer à évaluer l'impact. Ces recommandations sont considérées comme les plus pertinentes. La liste n'est pas exhaustive mais vise à améliorer les projets de SWISSAID.

Remerciements

Ce projet de recherche a été rendu possible grâce au soutien et à l'aide de nombreuses personnes et organisations. Nous tenons à leur exprimer notre sincère gratitude.

Tout d'abord, nous tenons à remercier Ruxandra Stoicescu pour sa supervision et ses commentaires avisés. Nous remercions également les membres de SWISSAID Genève qui nous ont suivi : Quentin à Hauariki et Yorbana Seign-Goura. Merci pour vos encouragements, votre compréhension et votre encadrement tout au long du projet. Nos réunions et nos conversations avec ces trois personnes ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration du résultat final, et nous sommes très reconnaissants du temps et des efforts que vous nous avez consacrés. Nous remercions également Denis Ruyschaert de SWISSAID Genève pour nous avoir apporté son regard critique au moment de travailler sur la version finale de notre travail.

Nous aimerions également remercier le duo responsable de la direction SWISSAID au Niger : Abdou Mahamane Rabilou et Peter Aeberhard. Merci beaucoup pour votre disponibilité, vos conseils, vos idées et votre soutien dans la réalisation du projet. Nous avons aussi une pensée pour le bureau de SWISSAID à Berne qui nous a transmis de nombreuses informations essentielles pour notre étude.

Nous sommes également reconnaissants envers toutes les personnes qui ont accepté de faire une interview avec notre équipe. Merci de vous être rendues disponible pour répondre à nos questions et apporter votre regard critique.

Enfin, nous tenons à remercier SWISSAID Genève pour la délégation du projet et la confiance accordée au partenariat avec l'Institut de hautes études internationales et du développement - IHEID.

Liste des abréviations

AFD	Agence Française de Développement
ANGMV	Agence Nationale de la Grande Muraille Verte
ASAFT	Agroecological Sustainability Assessment Frameworks and Tools
BuCo	Bureau de Coordination
CEDEAO	Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIES	Food Insecurity Experience Scale
HEA	Analyse de l'Économie des Ménages
ONG	Organisation non gouvernementale
PPA	Petits Producteurs Agricoles

Table des matières

Résumé	2
Remerciements	3
Liste des abréviations	4
Table des matières	5
Introduction	6
1. Contexte	7
1.1 Description des projets de SWISSAID au Niger	7
1.2 Situation politique actuelle au Niger	9
2. Matériel et méthode	11
2.1 Question de recherche	11
2.2 Méthodologie et conception de la recherche	11
3. Revue de littérature de l'agroécologie	14
3.1 Définitions et histoire	14
3.2 Les avantages	15
3.3 Les inconvénients	17
4. Résultats	18
4.1 L'implication des communautés	18
4.2 La sécurité alimentaire	21
4.3 Le changement climatique	23
4.4 Le genre	25
4.5 L'impact social	27
4.6 La gestion de projet	27
5. Analyse	29
5.1 Bénéfices des projets SWISSAID	29
5.2 Risques des projets	30
6. Recommandations	33
6.1 Continuer la coopération locale	33
6.2 Promouvoir le changement de paradigme	35
6.3 Poursuivre la sensibilisation	35
6.4 Continuer à évaluer l'impact	37
Bibliographie	38
Annexes	44
Annexe I : Tableaux d'analyse des rapports annuels de SWISSAID	44
Annexe II : Transcription des interviews	46
Annexe III : Organigramme BuCo SWISSAID Niger	126
Annexe IV : 13 principes de l'agroécologie	127

Introduction

Depuis l'avènement de la démocratie multipartite en 1993, le Niger a connu une instabilité politique notable, marquée par l'adoption de cinq constitutions et de nombreux coups d'État. Le plus récent a eu lieu le 26 juillet 2023, orchestré par l'armée et le général Tchiani¹. Ce coup d'État a mis fin à la VIIe République, entraînant des sanctions internationales et la suspension de nombreuses collaborations, impactant profondément la vie sociopolitique et économique du pays. Dans ce contexte tendu, un gouvernement de 21 membres, composé de militaires et de civils, a été constitué en août 2023 pour diriger l'État.

Notre rapport s'inscrit dans ce contexte post-coup d'État et s'articule autour de l'évaluation des dix dernières années d'activités de SWISSAID au Niger. Créée en 1947, SWISSAID est une ONG qui célèbre ses 75 ans d'existence en 2023, intervenant dans neuf pays répartis sur trois continents, et œuvrant au Niger depuis 1974. L'organisation est particulièrement active dans la promotion de l'agroécologie, une approche essentielle pour renforcer la résilience des populations locales face aux défis environnementaux et économiques.

En examinant de manière critique les projets agroécologiques antérieurs et actuels de SWISSAID dans les principales régions du Niger, ce rapport évaluera les succès et les échecs de ces initiatives. La majorité des Nigériens dépend de l'agriculture pour leur subsistance, quatre personnes sur cinq vivent dans des zones rurales et les deux tiers vivent dans la pauvreté absolue². Les pratiques agroécologiques promues par SWISSAID incluent la diversification des cultures, l'agroforesterie, l'intégration des cultures et de l'élevage, ainsi que des techniques innovantes et traditionnelles telles que l'usage des semences paysannes et la gestion durable des sols et de l'eau³.

L'objectif principal de cette recherche est d'évaluer comment les projets agroécologiques de SWISSAID ont contribué à améliorer la résilience des communautés qui reçoivent du soutien de SWISSAID au Niger. Il s'agit également de mesurer les effets de ces projets à la fois au niveau local et national, afin de déterminer leur portée réelle. Ce rapport ambitionne non seulement de fournir une évaluation rigoureuse des projets de SWISSAID au Niger mais également de proposer des recommandations pour renforcer l'efficacité des interventions agroécologiques de SWISSAID et d'autres ONG dans des contextes de fragilité politique et économique.

Le résultat final de ce projet est une note d'orientation détaillée, qui pourrait être présentée lors d'une conférence organisée en collaboration avec SWISSAID Genève.

¹ Vircoulon, "Niger."

² El Bilali, Hamid. "Innovation-Sustainability Nexus in Agriculture Transition: Case of Agroecology."

³ El Bilali et al., "Agroecology in Burkina Faso and Niger."

1. Contexte

1.1 Description des projets de SWISSAID au Niger

1.1.1 Nature et nombre de projets humanitaires depuis 10 ans

Comme mentionné précédemment, SWISSAID intervient au Niger depuis 1974, et le bureau de coordination (BuCo) a été installé à Niamey en 1988. Depuis 2007, l'ONG présente des planifications stratégiques tous les quatre ans. Jusqu'à présent il y a eu trois planifications couvrant la période 2007 à 2024. Notre note d'orientation intervient alors que SWISSAID s'apprête à lancer son plan stratégique pour les 6 prochaines années.

Notre étude porte sur les projets de SWISSAID depuis 10 ans, soit depuis 2013. Depuis cette date, il est difficile d'évaluer le nombre précis de bénéficiaires des programmes, car il y a des bénéficiaires directs et indirects. Il n'y a pas de chiffre précis sur le nombre de bénéficiaires de 2013 à 2018, cependant la planification stratégique de 2019 a mentionné que le programme allait intervenir dans les régions de Dosso et Tillabéry, couvrant 10 communes avec une population totale de 559 192 habitants. Sur une durée de six ans, le programme vise à atteindre 57 276 bénéficiaires directs, dont 34 098 femmes, soit 10,24 % de la population totale de la zone d'intervention⁴.

Sur ces 10 dernières années, SWISSAID mène environ 8 projets simultanés sans les projets "complémentaires"⁵ ou "hors planification"⁶ ou les projets d'urgence lancés récemment qui eux durent seulement quelques mois.

1.1.2 Réorientation stratégique depuis 2019

Depuis 2007 et le premier document de planifications stratégiques, les priorités de SWISSAID ont été la souveraineté alimentaire (incluant l'eau et l'assainissement), les industries extractives⁷, la décentralisation et la gouvernance locale, avec le genre comme axe transversal⁸. En 2019, une réorientation stratégique a conduit à largement réduit les projets des ressources minières du programme. SWISSAID a aussi recentré ses zones d'intervention, réduisant les régions de 4 à 2, les départements de 5 à 3, et les communes de 22 à 10⁹.

⁴ SWISSAID, "Niger, Document de Programme 2019-2024."

⁵ SWISSAID, "Niger, Rapport 2013, Planification 2014."

⁶ SWISSAID, "Niger, Rapport 2014, Planification 2015."

⁷ SWISSAID, "Niger, Rapport 2015, Planification 2016."

⁸ SWISSAID, "Niger, Document de Programme 2019-2024."

⁹ SWISSAID, "Niger, Rapport 2019."

La théorie du changement du Programme de SWISSAID repose sur cette logique : améliorer la santé des bénéficiaires et faciliter l'accès à l'eau potable permet aux petits producteurs agricoles (PPA) d'augmenter leur production et d'assurer leur sécurité alimentaire¹⁰. Une fois la sécurité alimentaire des PPA assurée, cela libère du temps et des ressources pour que les femmes renforcent leur rôle socio-économique et politique. Ainsi, ces 3 actions combinées améliorent les conditions de vie des bénéficiaires.

1.1.3 La structure organisationnelle de SWISSAID

Analyser le fonctionnement et la coordination entre le bureau central de SWISSAID et son bureau au Niger permet de mieux comprendre la nature de leur intervention au Niger. SWISSAID a depuis de nombreuses années un BuCo composé exclusivement de personnel nigérien¹¹. Cela permet à l'ONG d'être reconnue comme une structure nationale¹².

L'ONG dispose d'un fort ancrage local grâce à son ancienneté et au réseau de son personnel. Ceci confère à SWISSAID un certain nombre d'avantages. Elle n'a pas eu besoin de faire rapatrier du personnel expatrié à la suite du coup d'Etat. Ce statut national favorise un contact direct avec les banques et les ministères, ce qui est bénéfique pour la réputation et le fonctionnement de l'ONG. En effet, le responsable de programme Niger qui est en poste à Berne a pu continuer, ces derniers mois, à voyager avec une escorte dans le pays contrairement à d'autres ONG.

Ce système de gestion repose en partie sur une relation étroite entre le responsable de programme Niger, qui gère le financement et le suivi des projets depuis Berne, et le chef du BuCo. Ces deux personnes sont en interaction constante, leur coordination est essentielle. Mais tout ne repose pas sur leur relation car l'équipe suisse de SWISSAID est aussi bien intégrée et connaît la situation locale. Bien que le responsable programme du Niger est leur premier contact, ils peuvent aussi contacter directement le BuCo si nécessaire. Tous les services à Berne entretiennent des liens directs et collaboratifs avec le BuCo.

La structure organisationnelle de SWISSAID correspond à sa philosophie qui est de renforcer l'indépendance des communautés bénéficiaires, de leurs collaborateurs et des équipes nigériennes. SWISSAID encourage ses représentants pays à prendre part à des grandes réunions et conférences internationales. De plus, les représentants pays se rendent régulièrement au siège de SWISSAID à Berne pour se rencontrer et dialoguer pour mieux connaître la structure globale de l'ONG¹³.

¹⁰ SWISSAID, "Niger, Document de Programme 2019-2024."

¹¹ Organigramme BuCo SWISSAID Niger, Annexe III.

¹² Aeberhard, Interview 7.

¹³ Aeberhard, Ibid.

Cependant, il existe certains aspects négatifs à avoir un BuCo composé entièrement de Nigériens. Le chef du BuCo fait face à de nombreuses pressions de personnes cherchant à obtenir des avantages en raison de son rôle de représentant d'une ONG. Il est difficile de le protéger de ces sollicitations, ce qui rend impératif le suivi strict des appels d'offres.



1.2 Situation politique actuelle au Niger

1.2.1 Conséquences du coup d'Etat

Suite au coup d'Etat de 2023, le pays s'est retrouvé en vase clos à la suite des sanctions économiques de la CEDEAO et du départ des partenaires étrangers, notamment la France. La junta au pouvoir a annoncé une transition de trois ans sans élections¹⁴. Cette situation donne peu de perspectives à la population et aux partenaires étrangers pour planifier des projets de moyens termes. Les régimes militaires, nécessitent des résultats rapides ce qui augmente le risque de déstabilisation, comme au Mali et au Burkina Faso¹⁵.

¹⁴ Mayaki, Interview 2.

¹⁵ Chalivet, "D'un pôle de stabilité à une zone de crise."

1.2.2 Adaptabilité de SWISSAID pour maintenir ses activités

Face à cette situation très instable, SWISSAID Niger s'est adapté pour maintenir ses activités. Le BuCo a continué ses actions de développement, en impliquant les nouvelles autorités dans la mise en œuvre de ses activités¹⁶. En réalité, l'ONG a toujours dû composer avec un environnement instable donc s'est forgé une capacité d'adaptation face aux risques divers. On peut citer comme exemple l'année 2020 et le COVID-19 qui avait ralenti voir arrêté les projets en cours¹⁷, ou l'année 2022 marquée par une grande crise économique dûe entre autres à la guerre en Ukraine. Dans ces contextes délicats, SWISSAID a lancé des projets d'urgence¹⁸, qui sont depuis 2022 intégrés dans le programme annuel¹⁹. Cet engagement s'est concrétisé par le recrutement d'un chargé de programme d'urgence au BuCo en juillet 2023.

¹⁶ SWISSAID, "Niger, Rapport 2023."

¹⁷ SWISSAID, "Niger, Rapport 2020."

¹⁸ SWISSAID, "Niger, Rapport 2022."

¹⁹ SWISSAID, "Niger, Rapport 2023."

2. Matériel et méthode

2.1 Question de recherche

Une analyse préliminaire de la littérature a permis de définir le cadre théorique de l'agroécologie, en particulier en Afrique de l'Ouest. Cette recherche est une étude de cas unique centrée sur le Niger, choisie par les représentants de SWISSAID. La question centrale de la recherche est la suivante : *Quelle est la contribution des projets agroécologiques de SWISSAID au Niger sur la résilience et la sécurité alimentaire des bénéficiaires ?*

Les sous-questions sont les suivantes :

- Quels sont les défis des projets agroécologiques de SWISSAID au Niger ?
- Quels sont les avantages des projets agroécologiques de SWISSAID au Niger ?
- Les projets de SWISSAID ont-ils des implications politiques au niveau local ou national ?
- Quels enseignements tirer pour améliorer les projets futurs en Afrique de l'Ouest ?

Dans le cadre de cette étude, nous utilisons le terme résilience comme central car il définit la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposée à des risques à résister aux catastrophes, à les absorber et à s'adapter face aux perturbations et aux changements, en particulier en lien avec les défis environnementaux et socio-économiques, tout en conservant et en rétablissant ses structures et fonctions essentielles²⁰. Plutôt que de se concentrer uniquement sur la pauvreté, la résilience met l'accent sur l'autonomisation des bénéficiaires des programmes de SWISSAID, c'est-à-dire leur capacité proactive à gérer et à surmonter les crises. Cette approche est essentielle pour atteindre les objectifs de durabilité et de développement à long terme dans les projets agroécologiques.

2.2 Méthodologie et conception de la recherche

Pour répondre aux questions de recherche, une approche mixte a été adoptée, comprenant quatre étapes. Premièrement, un examen approfondi de la littérature académique et politique existante afin d'identifier les lacunes et les controverses. Deuxièmement, des interviews semi-structurées ont été menées avec des informateurs clés tels que : (1) des employés de SWISSAID, (2) des experts en agroécologie et (3) des autorités locales. L'échantillonnage raisonné et l'échantillonnage en boule de neige ont été utilisés pour sélectionner les personnes interrogées, en veillant à la pertinence et à l'exhaustivité. Nous avons interrogé 10 personnes appartenant aux trois catégories mentionnées. Troisièmement, une analyse qualitative du contenu a été faite. Quatrièmement, cette recherche évalue les effets des projets de SWISSAID en examinant les rapports annuels entre 2013 et 2024.

²⁰ Stockholm Resilience Centre, "What Is Resilience?"

2.2.1 Conceptualisation et opérationnalisation des données

Bien que notre recherche se concentre essentiellement sur la résilience des communautés bénéficiaires des projets de SWISSAID, nous avons remarqué qu'il était pertinent d'étudier aussi la résilience organisationnelle et opérationnelle de SWISSAID. Ces deux phénomènes sont en fait interconnectés. En effet, c'est dans un premier temps la capacité de SWISSAID à poursuivre ses projets malgré les aléas et les crises qui dans un second temps renforce la capacité d'adaptation et l'autonomisation des communautés. Une évaluation de la résilience des bénéficiaires convient d'étudier des statistiques et des preuves précises pour juger le niveau d'adaptabilité d'un groupe de personnes donné. Nos indicateurs seront peu précis car nous n'avons pas pu disposer de liens directs avec les communautés, ni de statistiques précises. Nos preuves proviennent principalement des rapports qui soulignent la longévité des projets et la réflexion continue sur leur impact.

En outre, l'analyse qualitative du contenu des rapports de SWISSAID a été réalisée à l'aide d'une approche structurée. Pour assurer la cohérence sur la période de dix ans, une grille d'analyse a été développée, basée sur les « Agroecological Sustainability Assessment Frameworks and Tools (ASAFT) »²¹ et d'autres cadres et recherches déjà existants. Dans une deuxième étape de l'analyse, nous avons créé un cadre d'entretien basé sur les résultats du rapport. Le cadre d'entretien comprenait des questions adaptées, en accord avec la fonction de la personne interrogée. Cette double approche a permis de recueillir des données complètes et fiables, et de tirer des informations détaillées à la fois des rapports et des entretiens.

Nous avons fait signer une charte de confidentialité aux interlocuteurs de nos interviews, conformément aux directives éthiques du Graduate Institute. Le consentement éclairé a été obtenu et la confidentialité a été maintenue. Les personnes interrogées avaient le droit de refuser de participer ou de se retirer de l'étude à tout moment. Le respect et la sensibilité culturelle ont été privilégiés, et les données ont été présentées de manière transparente dans le rapport final.

2.2.2 Réflexion critique

Bien que la méthodologie fournisse des informations complètes sur les projets de SWISSAID, elle présente des limites. La recherche qualitative peut manquer de généralité en raison de la petite taille des échantillons et des perspectives spécifiques. Les interviews en ligne, bien que pratiques, peuvent ne pas être aussi personnelles ou exploratoires que les interactions en personne, ce qui peut affecter la précision des idées.

²¹ Ollivier et al., "Agroecological Transitions: What Can Sustainability Transition Frameworks Teach Us? An Ontological and Empirical Analysis."

De plus, il y a toujours un biais du chercheur qui pourrait intervenir lors de l'évaluation des rapports ainsi que lors de la conception et de l'évaluation des entretiens. Ce biais peut se manifester de différentes manières, notamment par des préjugés inconscients, des attentes préconçues ou des interprétations subjectives des données. Bien que nous ayons mis en place des mesures pour minimiser ces biais, comme des méthodologies rigoureuses et des protocoles de validation, il est impossible de les éliminer entièrement. Ce biais peut influencer la façon dont les questions sont formulées, comment les réponses sont interprétées, et même quels aspects des données sont mis en avant dans le rapport final. Malgré ces difficultés, la méthodologie garantit une évaluation approfondie de la contribution de SWISSAID sur la résilience des communautés par le biais de l'agroécologie au Niger.

Bien que notre méthodologie soit bien établie, nous avons rencontré certaines difficultés au cours de notre recherche qui ont limité la portée de notre rapport :

Premièrement, en raison des contraintes de temps, de logistique et de sécurité liées au contexte géopolitique, nous n'avons pas pu nous rendre au Niger pour recueillir des interviews auprès de la population locale et des bénéficiaires. Cette absence de contact direct avec les acteurs locaux a limité notre capacité à intégrer pleinement leurs perspectives dans notre analyse. Nous sommes convaincus que si nous avions eu l'opportunité de mener ces entretiens sur le terrain, les témoignages recueillis auraient considérablement renforcé la validité et l'objectivité de notre rapport et évaluation. Deuxièmement, nous aurions aimé réaliser des interviews avec les bénéficiaires dans les villages. Mais ceci n'a pas été possible à cause de leur difficulté à avoir une connexion internet et le fait qu'ils ne maîtrisent pas tous le français. De ce fait, nos échanges se sont limités aux employés de SWISSAID ainsi qu'aux experts en agroécologie. Bien que ces discussions nous aient offert une vue d'ensemble détaillée des activités et de l'impact de SWISSAID, l'image obtenue pourrait ne pas être entièrement fidèle. En effet, l'organisation peut avoir des motivations à présenter une image optimisée d'elle-même afin de continuer à attirer des financements.

3. Revue de littérature de l'agroécologie

3.1 Définitions et histoire

L'agroécologie est définie comme "le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles"²². C'est un domaine transdisciplinaire qui englobe les dimensions écologiques, socioculturelles, technologiques, économiques et politiques des systèmes alimentaires. L'agroécologie met l'accent sur l'optimisation des interactions entre les plantes, les animaux, les humains et l'environnement²³.

L'introduction du terme "agroécologie" remonte aux années 1920, mais sa popularité a augmenté avec la remise en question du modèle de la Révolution Verte²⁴. Cette dernière, initialement bénéfique, a conduit à des difficultés pour les petits exploitants dès les années 1970, les incitant à adopter l'agroécologie pour restaurer la santé des sols, conserver l'eau et promouvoir l'agrobiodiversité²⁵.

Il est important de noter que l'agroécologie n'est pas un concept uniquement agricole. L'agroécologie constitue un ensemble de systèmes agricoles adaptés à un territoire, en plus d'être un mouvement socio-politique et une discipline scientifique²⁶. Elle représente le versant écologique de la souveraineté alimentaire. L'État étant un levier fondamental, le processus de décentralisation en cours au Sud pourrait être un point d'ancrage pour initier une agroécologie nourrie d'expériences concrètes de terrain et capable d'investir le niveau national. La décentralisation pourrait renforcer l'approche territoriale, en s'appuyant sur les responsables locaux et l'administration pour aider les initiatives à prendre forme et à se diffuser. Une autre stratégie pour diffuser l'agroécologie à grande échelle est d'agir au Nord et au niveau mondial en faveur d'un changement radical des règles commerciales pour mettre en place un nouveau système de production et d'alimentation. Ces perspectives montrent que l'agroécologie ne se limite pas à des pratiques agricoles durables, mais qu'elle englobe également des dimensions sociales et politiques cruciales pour la transformation

²² Alliance For Food Sovereignty in Africa, "Agroecological Enterprises and Service Providers in Western Africa," 7.

²³ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), "Vue d'ensemble Agroécologie."

²⁴ Caporali, "History and Development of Agroecology and Theory of Agroecosystems."

²⁵ Holt-Giménez and Altieri, "Agroecology, Food Sovereignty and the New Green Revolution."

²⁶ Denis Ruyschaert et al., "Pratiques et Défis de La Souveraineté Alimentaire Dans La Coopération Internationale" (Fédération genevoise de coopération FGC, 2020).

globale de nos systèmes alimentaires et sociétaux²⁷. Ceci est en lien avec l'approche agroécologique de SWISSAID²⁸.

Les pratiques agroécologiques non seulement améliorent la productivité agricole, mais renforcent également la résilience des communautés en fournissant une source de nourriture plus fiable et en réduisant leur dépendance aux intrants externes coûteux²⁹. Ainsi, en intégrant des pratiques agroécologiques dans leurs systèmes de production alimentaire, les communautés pauvres du Niger développent une capacité accrue à s'adapter aux défis environnementaux et économiques. Cette résilience est souvent liée à des facteurs culturels, sociaux et économiques spécifiques³⁰. La solidarité communautaire et les réseaux de soutien informels, ainsi que les pratiques culturelles et spirituelles, sont essentiels pour faire face aux crises³¹. Selon les recherches existantes, l'intégration des pratiques agroécologiques renforce la résilience qui est donc une composante essentielle de la dynamique sociale africaine, favorisant non seulement la survie mais aussi la prospérité à long terme³².

3.2 Les avantages

Selon la littérature, les quatre principaux avantages de l'agroécologie seraient (i) la sécurité et la souveraineté alimentaires, (ii) la résilience face au changement climatique, (iii) la conservation des ressources naturelles et de l'agrobiodiversité et (iv) la conservation de la culture des communautés locales.

Premièrement, l'agroécologie peut contribuer à réduire la faim dans le monde et améliorer la sécurité alimentaire mondiale. Selon Altieri, Funes-Monzote et Petersen (2011), l'agroécologie est "la seule option viable pour répondre aux besoins alimentaires mondiaux à l'heure de l'augmentation des prix du pétrole et du changement climatique"³³. D'ici à 2050, la terre devra nourrir près de 10 milliards de personnes³⁴. Les experts soulignent qu'il est essentiel que les systèmes agricoles et alimentaires soient transformés de manière à travailler avec la nature et non contre elle, afin d'éviter que la faim ne s'aggrave³⁵.

²⁷ Denis Ruyschaert et al., "Pratiques et Défis de La Souveraineté Alimentaire Dans La Coopération Internationale" (Fédération genevoise de coopération FGC, 2020).

²⁸ SWISSAID, "Agroécologie."

²⁹ Béné et al., "Résilience."

³⁰ Adger, "Social and Ecological Resilience."

³¹ Obrist, Pfeiffer, and Henley, "Multi-Layered Social Resilience."

³² Levine et al., "The Relevance of 'Resilience'?"

³³ Altieri, Funes-Monzote, and Petersen, "Agroecologically Efficient Agricultural Systems for Smallholder Farmers."

³⁴ Oxfam France, "L'agroécologie."

³⁵ UN Environment Programme (UNEP), "Agroecology – a Contribution to Food Security?"

Deuxièmement, un rapport de 2021 a montré que les approches agroécologiques associées à une diversification des cultures favorisent l'adaptation au changement climatique et sa mitigation³⁶. Le changement climatique à lui seul risque d'augmenter le nombre de personnes sous-alimentées de 40 à 170 millions³⁷. Les impacts du changement climatique sur la faim sont incontestables : cela se traduit par la désertification, les inondations des cultures, les pénuries alimentaires, les pertes de récoltes, l'apparition de ravageurs et de maladies végétales. Ceci contraint des millions de personnes à se déplacer pour leur survie³⁸.

Troisièmement, la diversité des systèmes agroécologiques contribue beaucoup à la biodiversité. D'après la FAO, "l'accroissement de la biodiversité comporte divers avantages concernant la production, la situation socioéconomique, la nutrition et l'environnement"³⁹. En plus, la diversification peut augmenter la productivité et l'efficacité de l'utilisation des ressources en optimisant la biomasse et la récupération de l'eau.



³⁶ Snapp et al., "Performance of Agroecological Approaches in Low- and Middle-Income Countries."

³⁷ Altieri et al., "Agroecology and the Design of Climate Change-Resilient Farming Systems."

³⁸ Action contre la Faim, "L'agroécologie pour lutter contre la Faim dans le monde."

³⁹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), "Les 10 éléments de l'agroécologie."

Enfin, la conservation culturelle est également au cœur de l'agroécologie. Celle-ci cherche à renforcer les petites fermes en mettant l'accent sur la diversité, le travail en commun, la réutilisation des ressources et l'intégration de tous les éléments⁴⁰. Elle valorise également la participation et l'autonomisation des communautés⁴¹.

3.3 Les inconvénients

Alors que l'agroécologie pourrait jouer un rôle central dans l'avenir de nos systèmes alimentaires, il est important d'être conscient des risques potentiels associés au concept.

L'agroécologie n'adhère pas à une définition ou à un ensemble de pratiques uniques. Cela signifie que les résultats obtenus dans une ferme ou une région peuvent être difficiles à reproduire ailleurs. Les définitions européennes et nord-américaines de l'agroécologie mentionnent des pratiques spécifiques, tandis que la littérature latino-américaine comprend des interprétations plus larges. L'absence de consensus dans l'étude et l'application de l'agroécologie crée une insuffisance de méthodes normalisées et soulève des questions sur l'efficacité de cette pratique⁴².

Un autre risque est lié au régime alimentaire des entreprises. Si l'agroécologie est cooptée par les tendances réformistes de la Révolution Verte, il est probable que le régime alimentaire des entreprises sera renforcé, que le “contre-mouvement” sera affaibli⁴³.

En outre, l'agroécologie n'est pas une pratique évolutive capable d'égaliser le volume de production de l'agriculture industrielle⁴⁴. Mais, pour que l'agroécologie soit adoptée à grande échelle, il faudrait que les décideurs politiques la soutiennent fermement⁴⁵. C'est pourquoi certaines critiques plaident plutôt en faveur d'une intensification durable de l'agriculture, une approche qui consiste à maximiser les rendements de la manière la plus durable possible afin de préserver les terres et les autres ressources naturelles⁴⁶.

⁴⁰ Malavika Vyawahare, “Agroecology Can Feed Africa and Tackle Climate Change — with Enough Funding.”

⁴¹ Altieri, Funes-Monzote, and Petersen, “Agroecologically Efficient Agricultural Systems for Smallholder Farmers.”

⁴² Dell, “Agroecology: Goals, Criticisms and How It Works.”

⁴³ Holt-Giménez and Altieri, “Agroecology, Food Sovereignty and the New Green Revolution.”

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ UN Environment Programme (UNEP), “Agroecology – a Contribution to Food Security?”

⁴⁶ Holt-Giménez and Altieri, “Agroecology, Food Sovereignty and the New Green Revolution.”

4. Résultats

Pour décrire les résultats de l'étude, six thématiques ont été identifiées à partir des interviews et de la lecture des rapports. Il s'agit de l'implication des communautés, de la sécurité alimentaire, du changement climatique, des questions liées au genre, de l'impact social et de la gestion du projet. La recherche a démontré l'interconnexion étroite entre ces domaines cruciaux. Par exemple, en raison du changement climatique, les sécheresses deviennent plus fréquentes. Cela augmente la demande en eau, ce qui, à son tour, renforce l'importance de la sécurité alimentaire en affectant la productivité agricole. Cette interconnexion souligne l'importance d'aborder ces questions de manière holistique et intégrée pour garantir un avenir durable.

4.1 L'implication des communautés

L'agroécologie est enracinée dans l'implication communautaire et l'action collective. En engageant les communautés locales, les projets agroécologiques utilisent les connaissances indigènes et favorisent la durabilité⁴⁷. Nos interviews avec des personnes au Niger et en Suisse ont montré qu'un des principaux avantages de l'approche de SWISSAID est l'accent mis sur la participation communautaire, permettant des réponses spécifiques au contexte. Cela sous-tend le succès et la résilience des initiatives agroécologiques.

SWISSAID collabore étroitement avec des ONG nigériennes spécialisées dans différentes disciplines, ce qui est souligné comme un aspect très positif par beaucoup d'interlocuteurs. Cette coopération permet non seulement de renforcer l'expertise locale, mais aussi de garantir que les projets répondent aux besoins spécifiques des communautés⁴⁸. Par exemple, dans le cadre des projets qu'elle mène avec SWISSAID, l'ONG Agrifocus participe notamment au développement des chaînes de valeur en facilitant l'accès au marché pour les communautés, en transformant et en commercialisant leurs produits⁴⁹.

De plus, les initiatives où les interventions se font directement au niveau local, comme celles menées par SWISSAID, sont perçues comme particulièrement efficaces⁵⁰. Les points d'amélioration identifiés dans la mise en œuvre des activités sont souvent abordés au niveau communautaire, avec une attention particulière à l'intégration des questions de développement communautaire par les autorités et coopératives locales⁵¹. SWISSAID s'assure que les aspirations et les besoins des communautés sont pris en compte en intégrant pleinement les communautés bénéficiaires dans toutes les étapes du projet⁵² :

⁴⁷ SWISSAID, "Agroécologie."

⁴⁸ Hamani, Interview 3.

⁴⁹ Hamani. Ibid.

⁵⁰ Abdoulaye, Interview 1.

⁵¹ Hamani, Interview 3.

⁵² Issoufou, Interview 8.

- **1ère étape** : une Analyse de l'Économie des Ménages (HEA). C'est une méthode pour comprendre comment les ménages obtiennent et dépensent leurs ressources pour subvenir à leurs besoins fondamentaux⁵³. Elle examine les sources de revenus, la consommation alimentaire et non alimentaire, et la capacité à faire face aux chocs. Cet outil essentiel aide à planifier des interventions efficaces pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations vulnérables.
- **2ème étape** : la réflexion du projet, se fait en plusieurs étapes pour une consultation large et précise avec les bénéficiaires⁵⁴.
- **3ème étape** : SWISSAID a un point focal dans les villages et un lien constant avec les autorités locales pour faire remonter les informations et adapter les interventions si nécessaire.
- **4ème étape** : l'évaluation se fait en différentes étapes et de différentes manières. SWISSAID peut réaliser une évaluation interne ou externe, parfois en engageant des personnes extérieures au bureau ou même au pays, selon les besoins⁵⁵. Cela n'est pas systématique et dépend du montant et des objectifs du projet. Il y a eu jusqu'à 9 évaluations en 2023 supervisées par le Conseil Consultatif Local de SWISSAID⁵⁶. Composé d'experts nationaux, agronomes, juristes, etc il joue un rôle essentiel en évaluant les projets, les rapports annuels et en fournissant des commentaires, des critiques et des recommandations stratégiques. SWISSAID utilise des indicateurs d'impact tels que : le Food Insecurity Experience Scale (FIES), outil standardisé pour évaluer l'insécurité alimentaire des ménages, en se basant sur des questions sur l'accès à la nourriture et les expériences personnelles⁵⁷ ; le niveau de richesse et le pouvoir d'achat des ménages⁵⁸.

Cette approche participative renforce non seulement la durabilité des projets, mais aussi l'appropriation des initiatives par les communautés locales.

Un autre aspect crucial de l'implication communautaire est l'alphabétisation. Les projets de SWISSAID incluent souvent des programmes d'alphabétisation, principalement pour les femmes, mais aussi pour les hommes. Ces cours, adaptés aux disponibilités des participants, visent à renforcer les capacités et le leadership au sein des communautés⁵⁹. L'objectif est de créer des centres d'alphabétisation pour les adultes et les jeunes, ce qui est essentiel pour le développement durable à long terme⁶⁰.

⁵³ Boudreau et al., "The Household Economy Approach."

⁵⁴ Abdou, Interview 4.

⁵⁵ Castillo, Interview 6.

⁵⁶ Abdou, Interview 4.

⁵⁷ Fao, "The State of Food Security and Nutrition in the World 2017".

⁵⁸ Aeberhard, Interview 7.

⁵⁹ Castillo, Interview 6.

⁶⁰ Issoufou, Interview 8.

L'implication communautaire est également mise en évidence par les diverses actions de SWISSAID visant à promouvoir la gestion locale des ressources naturelles. Par exemple, les projets d'approvisionnement en eau potable et de gestion des infrastructures hydrauliques impliquent directement les communautés locales dans la gestion et la maintenance de ces installations. En 2022, la mise en service d'infrastructures d'eau potable a considérablement amélioré l'accès à l'eau potable pour des milliers de personnes dans les zones rurales, tout en engageant les communautés dans la gestion durable de ces ressources⁶¹. Cette approche favorise non seulement l'appropriation des projets par les communautés locales, mais aussi la durabilité à long terme des initiatives mises en place.

En outre, les projets agroécologiques de SWISSAID intègrent des pratiques de concertation et de co-construction avec les populations locales. Par exemple, l'organisation des foires des semences a permis d'organiser des conférences réunissant scientifiques, médias, responsables publics et représentants des agriculteurs, créant ainsi un espace important de plaidoyer et de partage de connaissances⁶². Cette méthode a été renforcée au fil des ans, notamment avec la mise en place de groupes de travail communautaires et l'organisation de formations continues sur les techniques agroécologiques et la gestion des ressources. De plus, l'approche participative de SWISSAID permet d'inclure les communautés dans le processus décisionnel, renforçant ainsi leur capacité à influencer les politiques agricoles locales et à promouvoir des pratiques durables⁶³.



⁶¹ SWISSAID, "Niger, Rapport 2022."

⁶² SWISSAID. Ibid.

⁶³ SWISSAID, "Niger, Rapport 2019."

Ces efforts montrent que l'engagement communautaire est au cœur des initiatives de SWISSAID, garantissant que les projets sont non seulement adaptés aux besoins locaux, mais également portés par ceux qui en bénéficient directement.

4.2 La sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est un enjeu crucial pour le Niger. En 2020, l'Indice mondial de la faim a identifié l'Afrique de l'Ouest comme l'une des régions où la faim est la plus sévère au monde. Les projets de SWISSAID permettent d'améliorer l'accès à la nourriture dans plusieurs communautés au Niger.

L'un des principaux objectifs de l'ONG a été de fournir un accès amélioré aux ressources agricoles, notamment les semences, les engrais organiques et les biopesticides. Ces interventions ont renforcé la résilience des PPA, leur permettant de maintenir et d'améliorer leurs rendements malgré les défis climatiques et économiques⁶⁴.

Un autre axe fort de l'ONG a été la promotion de la diversification des cultures et de l'agroécologie. Cette approche a permis de mieux gérer les risques climatiques et de garantir une alimentation plus variée. Les résultats obtenus, comme le passage de la production de 40 à 80 bottes pour un agriculteur⁶⁵, montrent l'impact positif de ces pratiques. En 2020, l'accent mis sur les systèmes agroécologiques a permis aux petits producteurs d'accéder à des ressources essentielles comme les engrais organiques et les semences paysannes, renforçant ainsi leur autonomie et leur résilience.

L'ONG a également dû faire face à des défis imprévus, comme la pandémie de COVID-19, qui a gravement affecté les campagnes agricoles. En 2021, l'ONG a mis en place un programme d'urgence pour distribuer des semences maraîchères à 5 000 ménages après une campagne agricole désastreuse. Cette intervention rapide a montré la capacité de l'ONG à répondre aux crises et à soutenir les agriculteurs en temps de besoin.

Les projets de SWISSAID au Niger montrent une interdépendance essentielle entre l'accès à l'eau et les pratiques agroécologiques pour améliorer la sécurité alimentaire. En 2024, SWISSAID gère cinq projets agroécologiques et trois projets dédiés à l'eau⁶⁶. Le principal défi pour accéder à une agriculture durable est la construction de puits pour assurer l'accès à l'eau. Dans certains villages, cette avancée est considérable, car elle met fin à une corvée quotidienne de plusieurs kilomètres pour aller chercher de l'eau, une tâche souvent réalisée par les femmes. Une fois la question de l'eau résolue, l'accent est mis sur la sécurité

⁶⁴ SWISSAID, "Niger, Rapport 2020."

⁶⁵ SWISSAID, "Niger, Rapport 2013, Planification 2014."

⁶⁶ SWISSAID, "Niger, Rapport 2023."

alimentaire. Un employé de SWISSAID Niger explique qu'en collaboration avec d'autres ONG, SWISSAID finance l'installation de pompes à eau. Par exemple, à Dogondoutchi, ces efforts ont permis d'installer des infrastructures hydrauliques en 2023, facilitant ainsi l'accès à l'eau pour l'agriculture⁶⁷.



Même si les différentes crises peuvent affecter la population, l'impact majeur de SWISSAID depuis plusieurs années est l'augmentation et le développement des fédérations paysannes qui aident à responsabiliser les agriculteurs. Ce sont des structures qui permettent aux exploitants de se regrouper pour développer les techniques agricoles, l'utilisation des semences et la commercialisation des productions. Ces fédérations sont propriétaires des terres, et les répartissent aux différents agriculteurs en échange de loyer. Ainsi, lorsque les agriculteurs ont de bons rendements, ils peuvent contribuer financièrement à la fédération en payant les frais de location, ce qui augmente le flux de trésorerie de l'organisation. Ceci leur permet de se développer et d'acquérir une plus grande résilience à moyen terme. Par exemple, il y a dix ans la « Fédération Zarouma » dans la Région de Dosso ne comptait que 6

⁶⁷ Abdou, Interview 4.

villages totalisant environ 700 membres⁶⁸. SWISSAID a donc lancé des projets pour construire et réhabiliter des sites maraîchers et construire le siège de la fédération, une banque des semences et un magasin. Ceci a permis d'augmenter la production agricole dans la zone. En 2024, cette organisation compte 22 villages avec plus de 2800 adhérents⁶⁹. Elle dispose de plus de 14 millions de FCFA répartis sous forme de crédit octroyés et recouverts au bout de 6 mois pour donner aux autres membres afin de financer les activités agricoles dans la zone, mais aussi soutenir l'élevage.

Notre évaluation méthodologique a permis de tirer les conclusions suivantes : au fil des ans, les initiatives de SWISSAID en matière de sécurité alimentaire ont produit des résultats mitigés. Dans un premier temps, l'accès à la nourriture et les rendements agricoles se sont considérablement améliorés grâce à l'introduction de pratiques agroécologiques et de banques de céréales gérées par les communautés. Toutefois, des problèmes tels que le stress climatique et l'insuffisance des points d'eau ont persisté. La pandémie de COVID-19 en 2020 a fortement perturbé les activités agricoles, mais les programmes d'urgence de SWISSAID ont permis d'atténuer la gravité de la situation⁷⁰. En 2022, la programmation des projets a été atteinte, améliorant l'accès à des sources d'alimentation diverses et nutritives pour de nombreuses communautés⁷¹.

4.3 Le changement climatique

Le changement climatique constitue une menace existentielle pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, particulièrement dans les régions vulnérables comme la zone sahélienne du Niger.

Les pratiques agroécologiques qui renforcent la résilience et la durabilité sont essentielles pour s'adapter aux impacts du changement climatique et les atténuer⁷². Dès 2013, un obstacle majeur identifié était le manque d'accès à l'eau, entravant la pratique de l'irrigation et limitant la production maraîchère. Cette difficulté persistait en 2014 et 2015, malgré des projets en cours pour améliorer l'infrastructure hydraulique. Par exemple, la mise en place de puits a permis aux femmes de consacrer plus de temps aux activités génératrices de revenus, améliorant ainsi leur pouvoir économique. En 2021, l'ONG a mis en service plusieurs infrastructures hydrauliques dans les départements de Kollo et Dogondoutchi, touchant des milliers de personnes. En 2023, huit nouvelles infrastructures d'eau potable ont été mises en service, contribuant à améliorer significativement l'accès à l'eau potable dans les zones rurales⁷³.

⁶⁸ SWISSAID, "Niger, Rapport 2022."

⁶⁹ Abdou, Interview 4.

⁷⁰ SWISSAID, "Niger, Rapport 2020."

⁷¹ SWISSAID, "Niger, Rapport 2022."

⁷² Hamani, Interview 3.

⁷³ SWISSAID, "Emergency Aid Extended in Niger."



La diversification des cultures a été un thème récurrent tout au long de la décennie. En 2013, l'ONG a noté une augmentation de la production maraîchère, contribuant à l'équilibre alimentaire et nutritionnel des ménages. En 2015, une tendance similaire a été observée avec une augmentation du nombre de familles cultivant au moins cinq cultivars différents. Cette diversification a permis non seulement d'améliorer la sécurité alimentaire mais aussi de mieux résister aux aléas climatiques.

Avec le changement climatique, il devient de plus en plus nécessaire de mettre en place des projets d'urgence, ce qui n'était pas forcément le cas auparavant⁷⁴. Les sécheresses répétées dans la région du Sahel sont un problème majeur. Les projets doivent souvent s'adapter rapidement aux urgences non anticipées causées par ces sécheresses⁷⁵. Les conséquences du dérèglement climatique, telles que les sécheresses et les inondations, sont exacerbées par le déboisement et le manque d'investissement dans les zones rurales⁷⁶. Le projet SAIR

⁷⁴ Castillo, Interview 6.

⁷⁵ Abdoulaye.

⁷⁶ Mayaki, Interview 2.

NAZARI, financé par l'AFD (Agence Française de Développement) et mis en œuvre par le consortium d'ONG SWISSAID et Concern Worldwide, est lié à l'ANGMV (Agence Nationale de la Grande Muraille Verte)⁷⁷. Il comprend des initiatives telles que l'installation de biodigesteurs pour transformer les déchets animaux en engrais, la production de biopesticides, la création de corridors pour les animaux afin de réduire les conflits, et la restauration de terres avec la plantation d'arbres, la création de demi-lunes⁷⁸. Les rapports de SWISSAID soulignent aussi les impacts sévères des sécheresses récurrentes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire au Niger. Par exemple, le rapport de 2022 souligne que les projets de résilience climatique sont essentiels pour atténuer les impacts des sécheresses, qui sont de plus en plus fréquentes et intenses en raison du changement climatique.⁷⁹ Ces initiatives visent à améliorer la capacité des communautés à s'adapter aux conditions climatiques difficiles, assurant ainsi une production alimentaire plus stable et durable.

4.4 Le genre

Le genre est une considération critique en agroécologie parce que les femmes jouent un rôle vital mais souvent sous-évalué dans l'agriculture mondiale. Les femmes constituent une grande proportion de la main-d'œuvre agricole, en particulier dans les pays en développement. Cependant, les structures patriarcales limitent souvent leur accès aux ressources, aux droits fonciers, au crédit, à l'éducation et au pouvoir décisionnel par rapport aux hommes. L'agroécologie offre un rôle diversifié aux femmes dans l'économie domestique et remet en question ces structures patriarcales au sein de l'unité familiale⁸⁰. L'évaluation de l'inclusion des genres est donc un domaine clé lorsqu'on évalue le potentiel transformateur des initiatives agroécologiques.

SWISSAID a fait des progrès significatifs en matière d'autonomisation sociale, en particulier en ce qui concerne la dynamique des genres et l'inclusion des communautés. Les initiatives visant à mettre en place des processus décisionnels locaux et à soutenir le *leadership* des femmes ont progressé, même si la résistance culturelle reste un obstacle dans certaines régions. Au fil des ans, les efforts de SWISSAID ont permis d'accroître la participation des femmes dans les coopératives et les organisations agricoles locales⁸¹. Le nombre de femmes occupant des postes de direction a augmenté, même si la parité hommes-femmes à ces postes reste un défi.

SWISSAID accorde une attention particulière à la promotion de l'égalité des sexes dans ses projets. Par exemple, l'ONG a réalisé une étude Genre-Fabidji qui examine les dynamiques

⁷⁷ SWISSAID, "Niger, Rapport 2023."

⁷⁸ Aeberhard, Interview 7.

⁷⁹ SWISSAID, "Niger, Rapport 2022."

⁸⁰ SWISSAID, "Agroécologie."

⁸¹ Hamani, Interview 3.

de genre dans le contexte du projet "Appui aux systèmes agricoles innovants face au changement climatique" qui a débuté en 2023⁸². Les résultats soulignent une inégalité significative dans la répartition des tâches domestiques, avec les femmes consacrant deux à trois fois plus de temps aux corvées que les hommes, impactant leur repos, selon les observations durant la période hivernale. En intégrant les femmes dans toutes les étapes des projets agroécologiques, de la planification à la mise en œuvre et à l'évaluation, SWISSAID s'assure que les besoins et les perspectives des femmes sont pris en compte. Par exemple, des initiatives spécifiques telles que la création de centres d'alphabétisation pour les femmes et les jeunes filles contribuent à renforcer leur capacité à participer pleinement à la vie communautaire et économique⁸³.

Pour rétablir une forme d'égalité dans les ménages, SWISSAID a lancé notamment en 2021 30 groupes de masculinité dans des villages bénéficiaires⁸⁴. Ces formations offrent un espace où les hommes peuvent explorer et remettre en question les normes de genre traditionnelles, favorisant ainsi des modèles masculins plus sains et inclusifs dans la société.



Une agricultrice en train de récolter le sorgho, une sorte de céréale.
Source : Raya Karkara, 2024

⁸² SWISSAID, "Niger, Rapport 2022."

⁸³ Issoufou, Interview 8.

⁸⁴ SWISSAID, "Niger, Rapport 2021."

L'inclusion du genre est également renforcée par des initiatives centrées sur l'hygiène, qui jouent un rôle crucial dans l'autonomisation des femmes et l'amélioration de leurs conditions de vie. Par exemple, en 2021, SWISSAID a mis en place plusieurs infrastructures hydrauliques accompagnées d'actions de gestion d'hygiène menstruelle dans les écoles, et de gestion et valorisation des déchets, ce qui a considérablement amélioré les conditions de vie des populations locales⁸⁵. Ces initiatives permettent aux femmes et aux jeunes filles de mieux gérer leur hygiène menstruelle, réduisant ainsi les absences scolaires et les stigmates associés. Cela a également des conséquences directes sur la santé publique et la dignité des femmes, favorisant une plus grande participation dans les activités communautaires et économiques.

4.5 L'impact social

L'impact englobe des améliorations en termes de bien-être, d'accès aux services essentiels, et de renforcement des capacités locales⁸⁶. Il a été démontré que la mise en œuvre de pratiques agroécologiques a une influence positive sur le domaine social, avec une augmentation du nombre de travailleurs impliqués dans le processus de production, une amélioration du bien-être des agriculteurs et des employeurs, et un renforcement de la sécurité alimentaire⁸⁷. Mesurer l'impact social implique une évaluation rigoureuse des résultats par rapport aux objectifs initiaux, en tenant compte des contextes culturels et socio-économiques⁸⁸. Comme nous n'avons pu parler à aucun bénéficiaire, ni à aucune population qui ne reçoit pas de soutien de SWISSAID, nous nous sommes rendus compte que nous ne pouvions pas évaluer objectivement l'impact social de l'intervention de SWISSAID. Comme nous le mentionnons dans les recommandations suivantes, des recherches plus approfondies sont nécessaires.

4.6 La gestion de projet

La gestion de projet inclut la planification, l'organisation des ressources, la mise en œuvre, le suivi, et l'évaluation des ONG, tout en s'adaptant aux contextes instables. En évaluant les rapports et les entretiens, nous nous sommes rendu compte que nous n'étions pas en mesure d'acquérir une compréhension approfondie de la gestion du projet. Même si les informations que nous avons utilisées ne sont pas holistiques, nous avons tout de même constaté les résultats suivants :

⁸⁵ SWISSAID, "Niger, Rapport 2021."

⁸⁶ Roche, "Impact Assessment for Development Agencies".

⁸⁷ Fiore, Vincenzo, Massimiliano Borrello, Domenico Carlucci, Giacomo Giannoccaro, Simone Russo, Sarah Stempfle, and Luigi Roselli. "The socio-economic issues of agroecology: a scoping review."

⁸⁸ Vanclay, "International Principles For Social Impact Assessment."

La gestion de projet permet de comprendre comment les projets sont exécutés afin d'atteindre leurs objectifs, malgré les défis et les obstacles qui peuvent se présenter. Il existe des défis logistiques posés par l'instabilité politique et la nécessité de trouver d'autres itinéraires pour l'approvisionnement, ce qui a considérablement augmenté les coûts et retardé le calendrier du projet⁸⁹. Malgré ces difficultés, l'engagement en faveur de l'exécution du projet reste fort, ce qui témoigne d'une approche résiliente de la gestion de projet⁹⁰. En outre, la recherche montre qu'il est important d'aligner les initiatives des ONG sur les priorités du gouvernement et de veiller à ce que les projets répondent aux besoins les plus urgents, tels que la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement⁹¹.

⁸⁹ Abdoulaye, Interview 9.

⁹⁰ Abdoulaye, Interview 9.

⁹¹ Mayaki, Interview 2.

5. Analyse

L'analyse des six catégories nous a permis d'identifier les bénéfices et les risques qui sont liés aux projets de SWISSAID au Niger. Il est essentiel de garder à l'esprit la définition de la résilience dans cette étude : l'accent est mis sur l'autonomisation des bénéficiaires des projets de SWISSAID et sur leur capacité à surmonter les crises. Lors de l'identification des avantages et des risques de leurs projets, nous nous orienterons étroitement sur la résilience. De manière générale, on peut dire que notre analyse des rapports et des entretiens a montré que les effets globaux sur la résilience des bénéficiaires et la sécurité alimentaire sont perçus comme très positifs.

5.1 Bénéfices des projets SWISSAID

L'un des avantages généraux des projets de SWISSAID est leur continuité. Globalement le budget de l'organisation pour les projets au Niger est stable depuis 2013, puisque celui de 2013-2017 était de 6 635 000 CHF⁹² et celui de 2019-2024 était de 7 800 000 CHF⁹³, soit un budget annuel d'environ 1,3 million CHF. Depuis 2023, SWISSAID a augmenté son budget ce qui lui a permis de toucher plus de personnes. En effet, le budget 2023 était de 2,463 millions de CHF⁹⁴, et celui de 2024 a atteint 3,5 millions de CHF, soit plus de 50% de plus que les années précédentes⁹⁵. Notre analyse a montré que les projets de SWISSAID présentent également d'autres avantages. Ces avantages se manifestent notamment à travers l'engagement communautaire et la sécurité alimentaire.

5.1.1 L'engagement communautaire

La construction de l'inclusion communautaire est essentielle pour la résilience. Les communautés se sont constituées en coopératives pour optimiser la production et la vente de leurs récoltes, ce qui permet une meilleure gestion des ressources et une solidarité accrue, cruciales pour faire face aux défis communs⁹⁶. Il est important de noter que la plupart des entretiens ont mis l'accent sur l'engagement communautaire de SWISSAID. En évaluant les rapports et les entretiens, nous nous sommes rendus compte que cette démarche est au cœur de l'engagement de l'organisation au Niger et qu'il constitue son principal atout. Les mesures qui rendent cela possible vont de l'emploi de personnel local à l'éducation des agriculteurs locaux, jusqu'à l'encouragement du dialogue avec les acteurs politiques locaux et nationaux.

⁹² SWISSAID, "Niger, Planification Stratégique, 2013-2017."

⁹³ SWISSAID, "Niger, Document de Programme 2019-2024."

⁹⁴ SWISSAID, "Niger, Rapport 2023."

⁹⁵ Abdou, Interview 4.

⁹⁶ Abdoulaye, Interview 1.

Le renforcement des capacités locales est une composante clé des projets de SWISSAID. Dans presque tous les projets de production agricole, il y a également un aspect plus général de renforcement des capacités et du *leadership*, principalement pour les femmes, bien que quelques hommes soient aussi inclus⁹⁷. Les cours d'alphabétisation pour adultes permettent aux bénéficiaires de mieux gérer leurs ressources et d'améliorer leurs compétences en *leadership*, contribuant ainsi à une meilleure gestion communautaire et à une résilience accrue⁹⁸.

5.1.2 La sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire joue un rôle crucial dans le renforcement de la résilience des communautés en Afrique, leur permettant de mieux résister et se rétablir face à divers chocs socio-économiques et environnementaux⁹⁹. Les initiatives de production agricole menées par SWISSAID ont eu un impact significatif sur la sécurité alimentaire des communautés bénéficiaires. L'impact des activités pour accompagner les communautés au niveau local, en intervenant directement avec les paysans, a été crucial pour améliorer les rendements agricoles et renforcer la confiance des agriculteurs locaux¹⁰⁰. Cette approche de proximité permet aux paysans de se sentir soutenus et encouragés à adopter des pratiques agricoles plus efficaces¹⁰¹. La valorisation des espèces négligées à travers l'utilisation de pratiques agroécologiques permet non seulement de protéger l'environnement mais aussi d'assurer une production alimentaire stable et durable, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire à long terme¹⁰².

Les rapports confirment la contribution positive des projets sur la sécurité alimentaire. Les initiatives de production agricole ont permis de diversifier les cultures et d'améliorer la sécurité alimentaire dans les communautés bénéficiaires¹⁰³. De plus, d'autres projets ont contribué à la disponibilité et à la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous, améliorant ainsi la résilience des communautés face aux pénuries d'eau¹⁰⁴.

5.2 Risques des projets

L'analyse a permis d'identifier des risques auxquels SWISSAID est confrontée au Niger et auxquels elle doit être sensible. Il est important d'être prudent sur les risques que nous avons identifiés. En effet, comme nous n'avons pas pu nous entretenir directement avec les

⁹⁷ Castillo, Interview 6.

⁹⁸ Castillo.

⁹⁹ Garrity et al., "Evergreen Agriculture."

¹⁰⁰ Abdoulaye, Interview 9.

¹⁰¹ Abdoulaye, Interview 9.

¹⁰² Hamani, Interview 3.

¹⁰³ SWISSAID, "Niger, Rapport 2019."

¹⁰⁴ SWISSAID, "Niger, Rapport 2022."

bénéficiaires, nous sommes contraints de présenter ces risques d'une manière globale, avec peu de détails.

5.2.1 La situation locale

Suite au coup d'Etat de 2023, le pays s'est retrouvé en vase clos à la suite des sanctions économiques de la CEDEAO et du départ des partenaires étrangers, notamment la France. La limitation de l'accès aux liquidités bancaires a entravé les capacités de SWISSAID à mener ses activités dans les délais. Certains pays limitrophes, dont le Bénin, ont fermé leur frontière commune. Ceci a posé d'énormes difficultés pour acheminer la marchandise depuis l'océan jusqu'au pays¹⁰⁵. Le pays s'est enfoncé dans une grave crise économique et l'inflation a grandement impacté les communautés qui avaient jusque-là pu quitter le seuil d'extrême pauvreté grâce aux actions de SWISSAID.

Malgré ce climat, SWISSAID a continué la mise en œuvre de ses activités¹⁰⁶. Celles-ci ont été fortement mises en difficulté par les banques, nécessitant des négociations constantes pour obtenir des liquidités. Le commerce est perturbé, les prix ont augmenté, et les sanctions qui sont désormais levées ont aggravé la situation financière. SWISSAID a dû faire face à d'importants défis logistiques et financiers, ce qui a demandé un effort exceptionnel de l'équipe pour rester opérationnelle et maintenir le financement des projets malgré un environnement extrêmement instable. Enfin, même si un retour à la normal est en train de s'opérer, l'exportation des agriculteurs a été quasiment arrêté, exacerbant ainsi leurs difficultés économiques¹⁰⁷.

En conclusion, les agriculteurs du Niger, qu'ils bénéficient ou non du soutien de SWISSAID, dépendent fortement de la stabilité politique. Les fermetures de frontières, comme celle avec le Bénin actuellement fermée en raison de la situation politique, illustrent la fragilité persistante. Si SWISSAID ne reste pas attentif à ce climat changeant, l'organisation risque de compromettre des opportunités cruciales pour les agriculteurs.

5.2.2 Évolution des rapports

De 2013 à 2023, les rapports de SWISSAID ont évolué de manière significative pouvant soulever des points critiques sur la transparence et la rigueur de l'organisation. En effet, ces rapports ont montré une tendance à la simplification et à la réduction du nombre de détails ce qui pourrait avoir des implications sur la perception publique de l'ONG et la confiance des donateurs.

¹⁰⁵ Abdoulaye, Interview 1.

¹⁰⁶ Issoufou, Interview 8.

¹⁰⁷ Aeberhard, Interview 7.

En 2013, les rapports de SWISSAID étaient détaillés et comprenaient 70 pages d'informations complètes. Ils présentaient un contexte pays précis, identifiaient et cartographiaient les zones d'intervention, et fournissaient des études d'impact détaillées pour chaque programme, avec des sections spécifiques sur les “leçons apprises” et les “principaux obstacles”. Les témoignages des bénéficiaires étaient également abondants, avec sept témoignages différents pour illustrer les retours d'expérience sur le terrain. Cette approche s'est poursuivie jusqu'en 2015, avec des rapports contenant entre 62 et 67 pages, tout en maintenant un haut niveau de détail et de transparence.

Cependant, à partir de 2016, une tendance à la réduction des pages et des détails a commencé à émerger. Le rapport de 2016 comptait 48 pages, et bien que le contenu essentiel soit maintenu, le nombre de témoignages a diminué à un seul. En 2017, le rapport avait encore réduit à 46 pages, avec seulement deux témoignages. Le rapport de 2018 comptait seulement 41 pages et ne comportait plus les sections sur les “leçons apprises” et les “principaux obstacles”. De plus, aucun témoignage n'était inclus, marquant une érosion de l'aspect narratif et humain des rapports.

Les années 2019 et 2020 ont vu une diminution drastique de la longueur et du détail des rapports. En 2019, le rapport ne comptait que 21 pages et manquait de nombreux éléments essentiels présents dans les années précédentes, comme les types et nombres précis de bénéficiaires, les études d'impact, les témoignages, et la cartographie des zones d'intervention. En 2021, c'était le rapport le plus court de la décennie avec seulement 17 pages. Les rapports de 2022 et 2023, bien que légèrement plus longs (24 et 26 pages respectivement), n'ont pas réintroduit les sections critiques sur les leçons apprises et les obstacles, et n'incluaient toujours aucun témoignage.

Cette évolution soulève plusieurs points critiques. D'une part, la réduction du détail et de la transparence dans les rapports pourrait être perçue comme une diminution de la rigueur et de l'efficacité des programmes de SWISSAID. L'absence de témoignages et de sections sur les leçons apprises et les obstacles réduit la capacité de l'ONG à illustrer les impacts humains de ses programmes et à montrer sa capacité à apprendre et à s'adapter aux défis rencontrés sur le terrain. De plus, la disparition de la planification des projets pour l'année suivante pourrait affecter la transparence et la prévisibilité des activités futures, ce qui est crucial pour maintenir la confiance des donateurs et des parties prenantes.

En conclusion, il semble important pour SWISSAID d'imaginer une réévaluation de son approche de reporting pour retrouver l'équilibre entre l'efficacité administrative et la nécessité de maintenir un haut niveau de transparence et de détail dans ses rapports. Revenir à une approche plus détaillée, avec des témoignages et une planification claire, pourrait renforcer la confiance et la perception positive de l'organisation.

6. Recommandations

Cette section examinera les recommandations potentielles qu'en tant qu'étudiants chercheurs nous avons identifiées à l'issue de notre travail sur SWISSAID. Bien entendu, cette liste n'est pas exhaustive, mais les quatre recommandations suivantes sont les plus pertinentes à nos yeux. Nous invitons SWISSAID à (1) continuer la coopération locale, (2) promouvoir le changement de paradigme, (3) poursuivre la sensibilisation et (4) continuer à évaluer l'impact.

6.1 Continuer la coopération locale

À notre avis, il est primordial que SWISSAID continue à renforcer ses partenariats et collaborations locales au Niger pour maintenir son efficacité et sa légitimité. À la suite du coup d'État, le BuCo a décidé de poursuivre ses activités dans le pays en cherchant des solutions pour financer ses programmes malgré les sanctions économiques. Pour regagner la confiance des nouvelles autorités, SWISSAID a intensifié ses actions de communication et de plaidoyer, ce qui lui a permis de devenir l'ONG *leader* en agroécologie au Niger. Grâce à sa neutralité suisse et à son ancrage local, SWISSAID a pu consolider sa position stratégique.

SWISSAID a privilégié une stratégie basée sur l'autosuffisance alimentaire notamment à travers sa devise "contre la faim". Elle a favorisé la production locale en utilisant des semences locales et des systèmes de production à faible apport. Avec les sanctions qu'a subi le Niger à la suite du coup d'Etat, ce thème d'autosuffisance alimentaire est devenu prioritaire pour le gouvernement, ce qui a grandement aidé l'ONG dans ses projets. Dès novembre, soit quatre mois avant une période de sécheresse, le gouvernement n'était pas certain de recevoir des vivres du Programme Alimentaire Mondial (PAM), ce qui a accentué les problèmes de sécurité alimentaire. Les activités de SWISSAID ont été largement promues, soulignant l'importance de l'autosuffisance alimentaire et la réduction de la dépendance aux importations. Cela a permis à SWISSAID de renforcer sa légitimité auprès des acteurs de l'agroécologie et des autorités nigériennes. Le projet SAIR NAZARI illustre cette tendance, car l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte a choisi SWISSAID pour mener ce projet de trois ans. Donc, nous recommandons à SWISSAID de poursuivre et de renforcer son dialogue avec les autorités nigériennes. Cette coopération est cruciale pour garantir la continuité des projets, surtout en période d'instabilité politique.

Enfin, poursuivre le partenariat avec des ONG locales spécialisées est essentiel. Dans les projets agroécologiques, chaque mission est confiée à une ONG experte dans le domaine, assurant une répartition des tâches efficace et équitable. Cette bonne coordination entre les acteurs du projet garantit un impact renforcé. En continuant dans cette voie, SWISSAID peut maintenir et même augmenter l'efficacité de ses interventions au Niger.



La coopération avec les associations locales pour imaginer et évaluer les programmes doit également se poursuivre. La longue présence de SWISSAID au Niger lui a permis de construire un réseau solide à tous les niveaux de la société. Le BuCo emploie des facilitateurs qui sont des points focaux ou intermédiaires locaux qui maintiennent un contact direct et permanent avec les communautés bénéficiaires. Grâce à cela, SWISSAID peut adapter ses programmes aux attentes des populations.

Continuer avec du personnel local est une autre force majeure de SWISSAID. Le fait que tous les employés du BuCo soient nigériens permet de mieux résister aux crises politiques. Contrairement aux ONG étrangères qui ont dû rapatrier leurs salariés après le coup d'État, le personnel local de SWISSAID a pu poursuivre ses activités sereinement, étant moins exposé à la mobilisation contre les influences étrangères. L'année dernière l'effectif du BuCo a augmenté, passant de 23 à 33 membres¹⁰⁸. Nous encourageons SWISSAID à conserver cette gestion.

6.2 Promouvoir le changement de paradigme

Nos recherches nous ont amené à penser qu'un changement de paradigme s'impose dans le domaine de l'agroécologie. Elle ne doit pas être considérée comme une simple solution

¹⁰⁸ Abdou, Interview 4.

temporaire pour les régions pauvres, jusqu'à ce qu'elles puissent s'offrir des pesticides et des engrais coûteux. Au contraire, nous insistons sur le fait que l'agroécologie est une approche viable et durable qui devrait être reconnue et mise en œuvre à l'échelle mondiale, y compris dans les pays développés. Nous soutenons que cette méthode n'est pas réservée aux régions qui manquent de ressources pour les intrants industriels, mais qu'elle constitue un modèle supérieur et durable pour tous les systèmes agricoles.

Par ailleurs, nous pensons qu'il est important que SWISSAID renforce le plaidoyer et la diffusion de *success stories*, comme elle le fait sur sa page Facebook, pour encourager les jeunes générations à se lancer dans l'agriculture¹⁰⁹. Cette activité professionnelle a mauvaise réputation car elle est symbole de pauvreté et donne depuis de nombreuses années peu de perspectives d'évolution de niveau de vie aux populations rurales¹¹⁰. Promouvoir l'entreprenariat dans l'agroécologie permettrait aussi de lutter contre l'exode rural massif que subissent certaines régions¹¹¹.

6.3 Poursuivre la sensibilisation

SWISSAID est la seule ONG occidentale qui demeure active dans le domaine de l'agroécologie au Niger¹¹². Ceci souligne l'importance cruciale de son travail pour maintenir et promouvoir des pratiques agricoles durables¹¹³. Son rôle est essentiel pour sensibiliser et mobiliser des fonds, tout en influençant positivement les politiques locales et nationales en matière de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles. Les rapports de SWISSAID montrent une approche critique et réfléchie, témoignant de leur engagement envers l'amélioration continue et l'impact durable de leurs projets.

Pour que l'organisation reste résiliente, nous encourageons SWISSAID à poursuivre sur sa lancée et à continuer son important travail de plaidoyer. Lorsque le coup d'État a eu lieu, SWISSAID Niger a su s'adapter pour poursuivre ses actions de développement en intégrant les nouvelles autorités dans la mise en œuvre de ses projets. Cette adaptabilité s'est traduite par la mise en place d'une stratégie de communication efficace visant à médiatiser leurs activités. Cette démarche a permis à SWISSAID de gagner l'acceptation et la reconnaissance des nouvelles autorités locales pour le travail accompli au bénéfice des populations.

Un aspect crucial de cette adaptabilité est que SWISSAID est l'une des rares ONG à être restée sur place après le coup d'État. La décision de rester opérationnelle a été un message fort envoyé par l'organisation, qui a réaffirmé son engagement envers le Niger lors d'une interview à la télévision suisse. Cette intervention a eu un impact significatif, générant un

¹⁰⁹ Publication Facebook, 18 avril 2024.

¹¹⁰ Mayaki, Interview 2.

¹¹¹ Abdou, Interview 4.

¹¹² Aeberhard, Interview 7.

¹¹³ Abdoulaye, Interview 9.

soutien financier massif avec 800 000 CHF de fonds récoltés¹¹⁴. Cela démontre que la présence continue et l'engagement de SWISSAID sur le terrain ont non seulement renforcé leur position, mais ont aussi mobilisé des ressources essentielles pour poursuivre leurs missions.

Un autre résultat du plaidoyer de SWISSAID peut être observé avec le projet SAIR NAZARI. Malgré la suspension de l'aide au développement et de l'appui budgétaire de la France au Niger, l'AFD continue ce projet et a confié la responsabilité de sa gestion à SWISSAID notamment. Ce signe de confiance est une preuve que SWISSAID est un acteur plus que crédible.



SWISSAID a procédé au lancement projet SAIR NAZARI, le 23 mai 2024 dans le village de Salga dans la commune de Matankari à Dosso.
Source : Raya Karkara, 2024

6.4 Continuer à évaluer l'impact

Nous recommandons aussi à SWISSAID de poursuivre et d'intensifier ses efforts pour évaluer de manière indépendante l'impact de ses projets au Niger. Bien que notre étude ait permis d'obtenir des informations précieuses grâce aux entretiens avec le personnel, les

¹¹⁴ Aeberhard, Interview 7.

collaborateurs de l'organisation et ses rapports, nous n'avons malheureusement pas pu interroger directement les bénéficiaires sur le terrain. Il serait essentiel de recueillir leurs témoignages et leur ressenti afin d'avoir une vision plus complète et objective de l'impact réel des programmes mis en place par SWISSAID.

De plus, il serait intéressant d'étudier des communautés qui n'ont pas bénéficié du soutien de SWISSAID afin d'avoir un groupe de contrôle et de mieux mesurer les changements apportés par l'organisation. Cette approche comparative permettrait d'évaluer plus précisément l'efficacité des interventions de SWISSAID et d'identifier les domaines dans lesquels des améliorations sont possibles.

Pour les recherches futures, nous recommandons d'analyser les changements en matière de résilience avant et après le coup d'État de 2023, ainsi que d'examiner la résilience des communautés qui ne reçoivent pas d'aide de SWISSAID. Cela permettrait d'évaluer l'impact de l'organisation sur le long terme, notamment dans des contextes d'instabilité politique, et de déterminer les conséquences potentielles si elle devait se retirer du pays. Une telle étude longitudinale apporterait des informations précieuses sur la durabilité des projets de SWISSAID et sur leur capacité à renforcer la résilience des populations locales face aux chocs externes.

Bibliographie

- Abdou, Mahamane Rabilou. Interview 4, May 3, 2024.
- Abdoulaye, Nouridine. Interview 1, April 4, 2024.
- Abdoulaye, Tomo Nakaka. Interview 9, May 9, 2024.
- Action contre la Faim. “L’agroécologie pour lutter contre la Faim dans le monde.” Action contre la Faim. Accessed December 11, 2023.
<https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/lagroecologie-pour-lutter-contre-la-faim-dans-le-monde/>.
- Adger, W. “Social and Ecological Resilience: Are They Related?” *Progress in Human Geography* 24 (September 1, 2000): 347–64.
<https://doi.org/10.1191/030913200701540465>.
- Aeberhard, Peter. Interview 7, May 6, 2024.
- AG, Station. “Emergency Aid Extended in Niger.” Swissaid. Accessed May 14, 2024.
<https://www.swissaid.ch/en/articles/emergency-aid-extended-in-niger/>.
- Alliance For Food Sovereignty in Africa. “Agroecological Enterprises and Service Providers in Western Africa.” *Agroecology Fund*, 2021.
- Altieri, Miguel A., Fernando R. Funes-Monzote, and Paulo Petersen. “Agroecologically Efficient Agricultural Systems for Smallholder Farmers: Contributions to Food Sovereignty.” *Agronomy for Sustainable Development* 32, no. 1 (January 2012): 1–13.
<https://doi.org/10.1007/s13593-011-0065-6>.
- Altieri, Miguel A., Clara I. Nicholls, Alejandro Henao, and Marcos A. Lana. “Agroecology and the Design of Climate Change-Resilient Farming Systems.” *Agronomy for Sustainable Development* 35, no. 3 (July 2015): 869–90.
<https://doi.org/10.1007/s13593-015-0285-2>.
- Anna-Gaëlle Chesnier Piña. “Migration and Agroecology in Western Africa,” 2018.
- Béné, Christophe, Rachel Godfrey Wood, Andrew Newsham, and Mark Davies. “Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection About the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes.” *IDS Working Papers* 2012 (September 1, 2012).
<https://doi.org/10.1111/j.2040-0209.2012.00405.x>.
- Boudreau, Tanya, Julius Holt, Penny Holzmann, Mark Lawrence, and Michael O’Donnell.

- “The Household Economy Approach: A Guide for Programme Planners and Policy-Makers.” Save the Children UK, 2008.
<https://resourcecentre.savethechildren.net/document/household-economy-approach-guide-programme-planners-and-policy-makers/>.
- Caporali, F. “History and Development of Agroecology and Theory of Agroecosystems.” In *Law and Agroecology: A Transdisciplinary Dialogue*, edited by Massimo Monteduro, Pierangelo Buongiorno, Saverio Di Benedetto, and Alessandro Isoni, 3–29. Berlin, Heidelberg: Springer, 2015. https://doi.org/10.1007/978-3-662-46617-9_1.
- Castillo, Amandine. Interview 6, May 6, 2024.
- Chalivet, Amélie. “D’un pôle de stabilité à une zone de crise : contexte et conséquences du coup d’État militaire au Niger.” *Le Rubicon* (blog), February 27, 2024.
<https://lerubicon.org/dun-pole-de-stabilite-a-une-zone-de-crise-contexte-et-conséquences-du-coup-detat-militaire-au-niger/>.
- Dambadji, Ousmane. Interview 5, May 3, 2024.
- Dell, Clara. “Agroecology: Goals, Criticisms and How It Works,” March 22, 2023.
<https://sientmedia.org/agroecology/>.
- Dercon, Stefan. *Gambling on Development, Why Some Countries Win and Others Lose*. Hurst., 2022.
- Eggoh, Jude, and Hassen Kobbi. “L’instabilité politique et ses déterminants : un réexamen empirique.” *Revue française d’économie* XXXVI, no. 4 (2021): 219–63.
<https://doi.org/10.3917/rfe.214.0219>.
- El Bilali, Hamid, Lawali Dambo, Imael Bassolé, Jacques Nanema, and Generosa Calabrese. “Agroecology in Burkina Faso and Niger.” *AGROFOR* 7 (September 30, 2022): 2022.
<https://doi.org/10.7251/AGRENG2202051E>.
- Fao, Wfp. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2017*. FAO ;, 2017.
<https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/i7695en>.
- Fiore, Vincenzo, Massimiliano Borrello, Domenico Carlucci, Giacomo Giannoccaro, Simone Russo, Sarah Stempfle, and Luigi Roselli. “The socio-economic issues of agroecology: a scoping review.” *Agricultural and Food Economics* 12, no. 1 (2024): 16.
- Garrity, D., F. Akinnifesi, O. Ajayi, S. G. Weldesemayat, J. Mowo, A. Kalinganire, M. Larwanou, and J. Bayala. “Evergreen Agriculture: A Robust Approach to Sustainable Food Security in Africa.” *Food Security* 2 (2010): 197–214.

- <https://doi.org/10.1007/s12571-010-0070-7>.
- Hamani, Zeinabou. Interview 3, April 30, 2024.
- Holt-Giménez, Eric, and Miguel A. Altieri. “Agroecology, Food Sovereignty and the New Green Revolution.” *Journal of Sustainable Agriculture*, September 4, 2012, 120904081412003. <https://doi.org/10.1080/10440046.2012.716388>.
- Issoufou, Aminata. Interview 8, May 8, 2024.
- Klare, Michael T. *Resource Wars: The New Landscape of Global Conflict*. 1st ed. New York: Metropolitan Books, 2001. <http://catdir.loc.gov/catdir/toc/fy02/00050001.html>.
- Levine, Simon, Adam Pain, Sarah Bailey, and Lilianne Fan. “The Relevance of ‘Resilience’?” no. HPG Policy Brief 49 (September 2012): 4.
- Malavika Vyawahare. “Agroecology Can Feed Africa and Tackle Climate Change — with Enough Funding.” *Mongabay Environmental News*, November 7, 2022. <https://news.mongabay.com/2022/11/agroecology-can-feed-africa-and-tackle-climate-change-with-enough-funding/>.
- Mayaki, Abderahamane. Interview 2, April 17, 2024.
- Obrist, Brigit, Constanze Pfeiffer, and Bob Henley. “Multi-Layered Social Resilience: A New Approach in Mitigation Research.” *Progress in Development Studies* 10 (September 1, 2010): 283–93. <https://doi.org/10.1177/146499340901000402>.
- Ollivier, Guillaume, Danièle Magda, Armelle Mazé, Gael Plumecocq, and Claire Lamine. “Agroecological Transitions: What Can Sustainability Transition Frameworks Teach Us? An Ontological and Empirical Analysis.” *Ecology & Society* 23, no. 2 (2018).
- Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO). “Les 10 éléments de l’agroécologie. Guider la transition vers des systèmes alimentaires et agricoles durables.” FAO. Accessed December 11, 2023. <https://www.fao.org/3/i9037fr/I9037FR.pdf>.
- . “Vue d’ensemble Agroécologie.” *Vue d’ensemble Agroécologie*. Accessed December 11, 2023. <http://www.fao.org/agroecology/overview/fr/>.
- Oxfam France. “L’agroécologie : lutter contre la faim en respectant la planète.” *Oxfam France* (blog), April 14, 2021. <https://www.oxfamfrance.org/agriculture-et-securite-alimentaire/agroecologie/>.
- Roche, Chris. *Impact Assessment for Development Agencies*. Oxfam GB, 1999. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1hj58dw>. A

- Rodríguez, Francisco, and Dani Rodrik. "Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence." *NBER Macroeconomics Annual* 15 (January 2000): 261–325. <https://doi.org/10.1086/654419>.
- Sasson, Albert. "Food Security for Africa: An Urgent Global Challenge." *Agriculture & Food Security* 1, no. 1 (2012): 1–16.
- Snapp, Sieglinde, Yodit Kebede, Eva Wollenberg, Kyle M Dittmer, Sarah Brickman, Cecelia Egler, and Sadie Shelton. "Performance of Agroecological Approaches in Low- and Middle-Income Countries." *CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS)*, 2021. <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/113487>.
- Stockholm Resilience Centre. "What Is Resilience?" Text, February 19, 2015. <https://www.stockholmresilience.org/research/research-news/2015-02-19-what-is-resilience.html>.
- Swissaid. "Agroécologie: pour une alimentation durable." Swissaid. Accessed December 11, 2023. <https://www.swissaid.ch/fr/thematiques/agroecologie/>.
- SWISSAID. "Niger, Document de Programme 2019-2024." SWISSAID, 2019.
- . "Niger, Planification Stratégique, 2013-2017." SWISSAID, February 2013.
- . "Niger, Rapport 2013, Planification 2014." SWISSAID, April 2014.
- . "Niger, Rapport 2014, Planification 2015." Swissaid, April 2015.
- . "Niger, Rapport 2015, Planification 2016." SWISSAID, April 2016.
- . "Niger, Rapport 2016, Planification 2017." SWISSAID, April 2017.
- . "Niger, Rapport 2017, Planification 2018." SWISSAID, May 2018.
- . "Niger, Rapport 2019." SWISSAID, 2020.
- . "Niger, Rapport 2020." SWISSAID, 2021.
- . "Niger, Rapport 2021." SWISSAID, 2022.
- . "Niger, Rapport 2022." SWISSAID, 2023.
- . "Niger, Rapport 2023." SWISSAID, 2024.
- UN Environment Programme (UNEP). "Agroecology – a Contribution to Food Security?" UNEP, October 15, 2020. <http://www.unep.org/news-and-stories/story/agroecology-contribution-food-security>.
- Vanclay, Frank. "International Principles For Social Impact Assessment." *Impact Assessment and Project Appraisal* 21, no. 1 (2003): 5–12.

<https://doi.org/10.3152/147154603781766491>.

Vircoulon, Thierry. "Niger : Le Putsch de Trop." *The Conversation*, August 21, 2023.

<http://theconversation.com/niger-le-putsch-de-trop-211846>.

Annexes

Annexe I : Tableaux d'analyse des rapports annuels de SWISSAID

Category	Sub-category	Indicator (subject to change!)
Food security	Access to food	Frequency of meals
		Diversity of food sources
	Crop yields	Change in crop yield
		Crop diversity
Social impact	Prosperity of community	Income level
		Microenterprise development
	Impact perceived by beneficiaries	
	Sustainability of impact after end of project	
Environmental sustainability	Soil fertility	Soil Quality
		Adoption of soil conservation practices
	Water management	Access to water sources
		Water conservation practices
	Biodiversity	Plant and animal diversity
		Presence of native species
Ecosystem resilience	Resistance to climate change impacts	
Social empowerment	Community inclusion	Participation in community activities

		Trust Within Community
	Gender dynamics	Women's participation in decision making
		Gender equality in resource allocation
	Decision-making process locally owned	Involvement of local actors in SWISSAID decision-making
		Amount of local staff
Resilience to climate change	Adaptive capacity of project	Access to climate information
		Adoption of climate-resilient practices
	Vulnerability reduction of agro-output	Reduction in susceptibility to climate-related hazards
		Access to social safety nets
Project Management	Activities carried out as scheduled	Milestones reached
	Resources mobilised and used as planned	Percentage/portion of planned resources mobilised
		Percentage/portion of allocated resources used
	Purpose of project achieved	Final goal (that was originally planned) reached

Annexe II : Transcriptions des interviews

Transcription interview - Nouridine Abdoulaye - 21 avril 2024

Pouvez-vous vous présenter et expliquer un peu ce que vous faites en ce moment, vos fonctions ou votre activité du moment ?

Oui donc Nouridine Abdoulaye, je suis actuellement chez Somaïr du groupe Orano. J'ai mon équipe de la maintenance de l'usine industrielle.

Ok, très bien. Vous y êtes depuis combien de temps?

Depuis 2016. J'ai fait mes études en France, donc j'ai étudié à l'Université de Metz et à l'université de Reims. Je suis revenu au Niger en 2015. J'ai fait un an en tant que responsable maintenance dans une imprimerie avant de rejoindre Somaïr.

Ok, très bien. Vous êtes à la ville qui est à côté de la Somaïr, c'est Arlit ?

Oui c'est à 250 km d'Agadez. Et c'est à 6 heures de voiture parce que la route n'est pas bonne.

Est-ce que vous êtes un peu familier avec Swissaid, les questions d'alimentation, d'agriculture ?

Je n'ai pas de connaissances sur les projets Swissaid.

Dans votre région, est-ce qu'il y a des ONG qui interviennent à Arlit et Agadez, des ONG qui interviennent pour l'agroécologie?

J'imagine que pas trop, que celles-ci sont plus dans le sud. Ici c'est plutôt la problématique de l'eau. Actuellement, un seul projet est sur l'écologie, c'est un projet porté par Orano, je sais pas si vous en avez déjà entendu parler.

Oui, ils plantent, ils veulent planter de la forêt ou des arbres fruitiers, quelque chose comme ça, non ?

Des arbres fruitiers et puis plus les cultures maraîchères, donc faire travailler des centaines de personnes dans les cultures maraîchères. Ils voulaient trouver une activité professionnelle pour les anciens mineurs de la mine qu'ils ont dû fermer, mais les projets

existaient bien avant la fermeture des usines. C'est un grand projet, je crois que vous pouvez consulter cela sur le site de Orano.

Ok, très bien, donc parmi la région où vous êtes, il y a ce gros projet et est-ce qu'il y a d'autres ONG importantes qui sont sur le terrain, ou pas trop?

Oui, mais comme c'est une zone frontière, c'est plus des ONG qui sont dans la migration, en fait, la gestion des migrants.

Les populations qui vivent dans votre région, quelles sont leurs principales problématiques et les difficultés auxquelles ils sont confrontés dans leur vie quotidienne ?

Donc la première problématique, c'est l'accès à l'eau. Comme vous avez dit, oui. Nous qui sommes par exemple, nous on est dans des sociétés minières, donc nous on n'a pas ce problème. La région, la ville qui est à côté de la cité minière, c'est vraiment une population jeune. Donc il y a un manque d'emplois et puis il y a ces problèmes d'eau. Et bien le monde, donc c'est pour ça que vous avez beaucoup d'ONG qui sont dans la migration, parce qu'il y a beaucoup de gens quand même qui cherchent à aller voir ailleurs.

Donc il y a non seulement des migrants d'autres pays qui passent par Arlit pour traverser le désert jusqu'à la Libye ou l'Algérie, il y a aussi des personnes de votre région qui partent depuis ici pour aller dans le nord ?

Il y a des personnes d'ici du pays qui viennent s'installer à Arlit et quand ils ont l'occasion de partir, ils partent. Il n'y en a pas beaucoup de ressortissants de la région parce qu'est souvent c'est particulièrement des nomades qui sont un peu éloignés de la ville, donc ils n'ont pas leur bétail, leur famille, mais c'est surtout les populations sédentaires du nord qui viennent s'installer ici. Donc ils travaillent entre temps et s'ils n'ont pas de travail ici, donc ils cherchent à continuer vers l'Algérie.

D'accord. Et là depuis l'abrogation de la loi qui a interdit les migrations sahariennes depuis 2015, il y a beaucoup plus de passages ou pas forcément ?

Il y a beaucoup plus de passages. Il y a vraiment plus de passages, il y a quasiment tous les jours où vous voyez des véhicules passés. Avant quand c'était interdit, c'était quand même réglementé. Non, on ne voyait pas.

Vous avez dit qu'il y avait des ONG qui s'occupent des migrants et tout, mais est-ce qu'il y a aussi des ONG qui font quelque chose de ce souci de l'eau ?

Oui, il y a quelques ONG qui font des puits, des forages. C'est dans les villages aux alentours mais dans la ville en fait il y a la municipalité qui est en train de vouloir augmenter sa capacité d'eau.

Comment est la sécurité alimentaire localement ? Est-ce que vous avez globalement les gens à aller se nourrir comme ils veulent ou est-ce qu'ils ont un accès limité ?

Ils ont un accès à certains produits. Là moi je n'aimais pas dans le cas parce que ça ne me concerne pas. Mais par exemple les gens qui viennent d'ici, espérant passer vers l'Algérie, là vraiment c'est un cas critique. Parce que souvent c'est des familles entières qui viennent, ou des femmes et enfants surtout, qui viennent attendre. Et le gros fléau qu'on a, c'est la mendicité. Donc un peu les enfants qui sont là. Et quand ils n'ont pas à manger ils partent chercher les gens.

Vous, vous arrivez à vous nourrir parce que vous avez les troupeaux. Et ceux qui arrivent dans une région qui a un climat différent, donc ils ne savent pas trop s'adapter. Quels sont les raisons?

Les raisons sont qu'en fait ils arrivent dans une région où ils ne connaissent personne. Donc ils viennent s'installer dans, je sais si je peux l'appeler ça, un village à côté. En fait, ils n'ont pas une grande assistance. Nous, on est là parce que nous c'est l'entreprise qui nous a emmené ici, donc on est logé dans l'entreprise, dans la cité.

D'accord, vous avez plutôt la sécurité de l'emploi et puis pour vivre vous êtes plutôt confortable.

C'est ça, l'entreprise prend justement même l'adduction à l'eau, tout est géré par l'entreprise.

Et du coup, est-ce que ça crée une forme de clivage entre les gens comme vous qui bossez pour Orano et le reste de la population? Parce que vous avez de meilleures conditions ?

Il y a ces clivages mais également en fait, pourquoi ils choisissent de venir ici c'est aussi parce que c'est quand même une entreprise qui a plus de 1000 personnes. Donc, les alliés vont accueillir des emplois sur les emplois secondaires à ces personnes.

Et depuis le coup d'État, le rapport des employés avec l'entreprise et globalement le fonctionnement n'a pas trop changé. Ça n'a pas trop été impacté.

Si, il a été impacté, surtout sur les plans logistiques, si vous voulez. C'est l'acheminement du matériel, mais qui vient du cours.

En fait, notre transit est du Bénin. Donc, la fermeture de la frontière avec le Bénin donc toutes les commandes de l'entreprise qui étaient sur les routes étaient bloquées au Bénin. Donc, il fallait trouver d'autres alternatives qui n'étaient pas faciles. En fait, on a essayé d'autres itinéraires qui étaient vraiment compliqués et qui pouvaient coûter jusqu'à cinq fois plus cher que l'itinéraire normal.

Et finalement, vous avez pu trouver des solutions, l'entreprise continue de marcher, son activité est à peu près comme avant, ou elle est quand même bien diminuée?

Alors, on a fait une cessation d'activité. En fait, on a anticipé notre période annuelle, et entre temps on a acheté d'autres items. Donc on est passé du Bénin, passé par le Togo, le Burkina pour entrer au Niger. Donc l'itinéraire a été plus long et plus l'insécurité qu'il y a entre le Niger et le Burkina, donc la zone des terroristes. Il faut attendre l'insécurité militaire qui prend plus de mois. Donc ça a un peu retardé l'entrée de tout ce qui est nécessaire pour redémarrer l'usine. On a pu démarrer doucement les activités et là, c'est en train de repartir. Sinon, les liens entre les employés et l'entreprise n'ont pas changé. Les liens même entre nous et l'Etat même, en fait. Il n'y a pas de changement. C'est juste qu'on attend, en fait, on était en fin d'année, on attendait une nouvelle convention minière qui allait être signée en décembre. Les gens qui sont au pouvoir, ont facilité certaines choses, même, par exemple, dans l'escorte de commandes d'Orano pour arriver jusqu'à Arlit, ils sont intervenus pour faciliter l'escorte militaire.

D'accord. Ok, très bien. Et donc, je fais le lien entre la période avant et après coup d'Etat, avec la relation, donc vous avez parlé de la relation un peu avec les entreprises, notamment Orano, et du coup la relation avec les ONG, la question, c'est comment est-ce que vous percevez les initiatives des ONG ? Les initiatives des ONG ont-elles le même rythme depuis le coup d'Etat, ou est-ce qu'il y a une grande différence et qu'il y a moins d'activités ?

Donc, souvent, il y a des experts qui sont dans les ONG. Et avec le coup d'état, en fait tout a été arrêté en attendant de voir plus clair. Mais il y a quand même quelques ONG parce que je le vois surtout OIM et HCR qui ont repris.

D'accord. Est-ce que vous avez un avis positif sur l'impact de ces organisations internationales comme vous avez cité OIM ou NHCR ou les ONG ? Est-ce que globalement la population est satisfaite de l'aide qu'ils apportent et voient leurs activités d'un bon oeil ?

Mais forcément, il y a un petit peu de déviance à leur égard. Les ONG sont plutôt bien accueillies par les bénéficiaires, tous. Je n'ai pas encore rencontré des bénéficiaires qui n'ont pas été satisfaits des résultats, des actions.

Est-ce que vous, dans votre vie au long terme, l'impact des ONG, l'aide a eu un impact dans votre vie et vos choix personnels?

Là, je vais vous prendre l'exemple des Puits du désert. Le fait de faciliter l'accès. Donc, dans les différentes régions où j'étais, où je suis passé et que cette ONG a fait des puits. Les populations bénéficient de cette eau pour pouvoir vivre, donc effectuer des activités maraîchères ou alors nourrir, abreuver les bétails. Donc rien que ça, je suis satisfait de ces actions de l'ONG, par exemple. Et moi-même, par exemple, le volet parrainage de l'ONG, je bénéficiais de ces parrainages, quand j'étais en France, c'est qui m'a permis de poursuivre mes études.

C'est chouette. Christel ma expliqué qu'il y a une grosse discrimination du gouvernement envers les peuples Touaregs pour l'accès aux universités, aux emplois de fonctionnaires, etc. Est-ce vrai ?

Oui mais quand même il y a une tendance changeante ces dernières années, donc je pense que c'est plutôt positif.

D'accord. je voulais parler un peu plus des enjeux d'alimentation et vous demandez qu'est-ce que vous pensez des défis auxquels sont confrontés les Nigériens par rapport à l'agriculture comment est-ce que le gouvernement essaye de gérer les problèmes liés à l'insécurité alimentaire avec les vagues de sécheresse qui sont de plus en plus fréquentes, etc ? Enfin votre avis un peu global sur le lien entre les pouvoirs publics et l'alimentation ?

Le plus gros problème que les gens ont côté agriculture, je veux dire, c'est que mes connaissances de ces milieux et de ces publics, les gens ne savent pas exactement ce qu'ils peuvent exploiter comme un produit.

Par exemple, si vous prenez le cas d'Arlit, ici la ville, la municipalité a mis en place une politique, elle voulait faire comme on appelle ça, un comité des jardiniers, c'est-à-dire qu'elle va regrouper tous les citoyens qui sont intéressés, les mettre par groupes et puis octroyer des terrains, des terrains pour l'agriculture, et puis elle va s'occuper de l'eau, de la distribution de l'eau pour ses parents.

Donc il y a une politique actuellement, je crois, qui est en cours, il y a des gens qui sont en train de clôturer les terrains pour voir ce qui peut être exploitable. Entre temps, ils vont recevoir des informations dans l'agriculture, que ce soit dans la culture maraîchère, dans la

gestion de l'eau, et également sur la comptabilité, comment gérer, au cas où ça marche, gérer les comptes, etc.

Donc c'est plutôt une politique d'auto-entrepreneuriat qui est mise en place, mais qui n'a pas encore une boutique, parce qu'elle est à ses débuts.

Le plus gros défi, si vous voulez, je peux le diviser en deux, quand vous prenez la partie nord, le plus gros défi, c'est l'eau, pour pouvoir avoir accès à d'autres pratiques comme l'agriculture. Et aussi, en fait, il y a l'accès à l'eau, l'eau est quasiment courante. Quand vous prenez un exemple, le sydniamètre, l'abéris, le terrain, vous avez les fleurs qui passent, mais que vous n'avez pas les gens qui sont qualifiés dans l'agriculture.

Ils sont vraiment dépendants des produits qui viennent du Nigéria, du Bénin. Et c'est plutôt donc, il y a l'élevage, et également la pisciculture.

Donc c'est vraiment, quand vous prenez l'exemple, ici, au nord, il y a une ville qui s'appelle Timia, qui fait des agris, des tomates, des oignons, qui sont exportés jusqu'au Nigéria. C'est une ville ici, à côté d'Arlit. Les gens ont été là par contre, je pense qu'il y a des ONG qui sont encore là-bas, et qui ont vraiment formé et les gens de Timia à la maîtrise de ces cultures.

Par exemple, à Timia, vous allez voir des pommiers. Il y a des gens qui ne connaissent même pas les pommes, mais à Timia, il y a quand même des gens qui produisent des pommes et des raisins.

Même s'ils en ont profond, ils ont accès à l'eau. Donc les faits qu'ils pratiquent ça et qu'ils les maîtrisent, ça leur a permis d'être un acteur incontournable dans l'exportation de l'Oignon pour le Niger aujourd'hui.

J'ai lu ton lien que tu m'as envoyé qui parle du projet d'irrigation jusqu'à 2027. Là c'est un sacré projet parce que là pour l'instant les politiques d'agriculture et les politiques publiques par rapport au changement climatique qui sont plutôt à ce qu'elles fonctionnent est-ce qu'ils sont plutôt actifs est-ce qu'ils mettent en place des projets ou il n'y a pas trop de choses qui aboutissent ?

Il y avait plein de projets qui étaient en cours avant le coup d'Etat. Mais depuis, il y a beaucoup d'activités qui sont arrêtées. Il y a eu des changements de toute l'équipe ministérielle et donc un moratoire ou un abandon de tous les projets en cours. Les équipes ont changé, les priorités ont changé, donc forcément je pense qu'il y aura beaucoup de projets qui seront laissés en standby.

Ouais d'accord. Ok et là ça va faire bientôt un an qui a eu le coup d'état etc. Là ça commence à se stabiliser, tu penses qu'ils peuvent repartir sur des politiques un peu de long terme avec un programme qui tient la route ou ça reste encore un chef d'état et une équipe qui peuvent à tout moment se faire quitter le pouvoir et puis avoir des élections, comment tu vois comment ça peut se passer là dans les prochains mois ?

Il y aura certainement des projets qui vont se lancer avec les gouvernements actifs, particulièrement dans ce domaine de l'agriculture et d'écologie. Donc le gouvernement, je pense qu'il va rester et faire la transition jusqu'aux élections.

Le gouvernement n'est pas très inquieté par un coup d'État. Il a quand même l'appui de quasiment tous les militaires que je peux voir. En fait, si tu veux, par exemple, quand je suis au ministère d'agriculture ou d'écologie, il a mis un militaire qui est du domaine qui a une spécialité.

Tous les postes clés sont occupés par des militaires qui sont spécialisés dans leur domaine. Et c'est descendu, jusqu'aux municipalités. Même les municipalités dans la région Touareg comme Agadez, Arlit, etc.

Agadez, par exemple, il y a le gouvernement qui a été remplacé par un commandant. Bon, lui aussi, il est Touareg.

Il y a certains droits, vraiment les postes sont adaptés mais on sait que c'est des militaires. Ils ont beau avoir une spécialité dans l'écologie ou l'agriculture, c'est quand même pas leur corps de métier.

C'est ça. Ok. Et là, tu disais que vous pour acheminer la marchandise pour la mine, vous aviez trouvé des solutions et le gouvernement au pouvoir vous avait finalement aidé.

Au niveau des ONG, c'est un peu pareil, j'imagine que petit à petit, depuis juillet dernier, ils reviennent, les projets repartent, il y a moins de difficultés que quelques mois en arrière. Est-ce que tu penses que l'aide française va repartir et que pareil, tous les projets d'ONG françaises vont pouvoir reprendre, comme celui de Christelle Pernet, ou tu penses que ça va rester compliqué?

Ça va repartir, mais quand même, il n'y aura pas beaucoup plus de restrictions qu'avant. Surtout dans le sens où je pense qu'il n'y aura pas cette fluidité qu'on avait avant. Par exemple, Cristelle qui venait, dès qu'elle avait un projet à lancer, elle venait avec ses partenaires.

C'était assez facile de venir. Je pense que la difficulté sera dans ce sens, ou pour avoir des visas pour les partenaires, ou bien pour venir voir les différents projets en cours, ça va rester même assez difficile dans ce sens.

Mais je pense que les projets inquiétés vont quand même repartir petit à petit. La coopération va reprendre et je pense que ça va repartir.

Parce que là, globalement, tu penses que le gouvernement de pouvoir a eu une bonne image de tous les programmes de développement et les interventions humanitaires étrangères, où ils veulent plutôt enlever tout et se débrouiller eux-mêmes.

C'est la coopération qu'ils ont vraiment pointé du doigt. Tout le reste, ils les ont dénoncés certes, mais je pense qu'ils n'ont rien contre les différentes relations. Je vais faire un compris que vraiment il n'y a pas beaucoup d'impact, c'est par exemple sur les sites d'emplois au Niger. Malgré le coût d'impact, beaucoup d'offres d'emplois de différentes ONG qui circulent, après le coût d'Etat.

D'accord. Peut-être c'est tous les humanitaires étrangers qui ont dû rentrer et donc du coup ils cherchaient du personnel local pour les remplacer ?

Possible, mais souvent les postes qui sont recherchés c'est plutôt des postes qui d'habitude sont pris par des locaux. C'est souvent des assistants logisticiens, on parle souvent des gens de la région.

D'accord. Ok, intéressant. C'est cool, la dernière fois au moment où on a dû conclure notre appel, tu expliquais la différence entre les communautés du Nord et du Sud. Tu disais que les gens du Sud n'ont pas toutes les compétences pour pouvoir produire des fruits et légumes aussi bien que les communautés du Nord et qu'ils avaient un peu du mal à se débrouiller, alors que c'est quand même eux qui avaient de l'eau. Et tu avais mentionné des projets, des productions dans les villages du Nord, notamment la production d'oignons là où ils avaient réussi à beaucoup produire, à beaucoup exporter etc. Et du coup je voulais savoir comment t'expliquer la différence de savoir faire au niveau de l'agriculture entre les différentes communautés en fonction des régions ?

Les gens, ils en ont fait leur métier, c'est-à-dire ils vivent que de ça, donc ils se préparent à faire une bonne récolte, à faire une bonne semence, une bonne récolte et ils vont jusqu'à vendre se sont constitués en coopératives. Par exemple à Agadez il y a une dizaine de coopératives donc les agriculteurs se sont réunis en fonction de ce qu'ils produisent, se sont réunis donc à la fin des récoltes, en fait chaque coopérative a plus d'une centaine de camions qui quittent son siège. Ils se sont constitués en agriculteurs et commerçants et ils en ont fait leur métier à la différence de je pense des gens du sud qui est plutôt la majorité je dis parce que c'est pas la majorité si c'est pas l'élevage et les gens décident qu'au côté des fleuves, il y a plus de la culture, plus de la pêche.

Donc résultat, ils ont moins de connaissances pour produire des légumes et les ressources pour centraliser les récoltes et de savoir faire.

Il y en a quelques-uns qui le font, mais je pense qu'ils n'ont pas assez mis dedans pour pouvoir exploiter la pleine potentialité de ceux qui ont. Mais parce que s'ils n'exploitent pas leur potentiel, comme tu dis, c'est parce qu'ils préfèrent faire du riz ou de la pêche, ou c'est juste parce qu'ils ont raté, ils prennent la sécheresse de plein fouet et ils ne savent pas trop comment s'adapter ?

Oui, c'est ça aussi, parce qu'en fait, ils subissent. C'est que quand il y a la sécheresse, on ne cherche pas les moyens de recours pour s'adapter. Par exemple, les cultures qui peuvent aller pendant la sécheresse, ils vont peut-être avoir l'eau, mais également, quand il y a la pluie, il y a beaucoup qui ne vont pas en pleine pluie, donc ceux qui font ça, ils font de la perte, donc ils arrêtent, donc on attend.

Il y a beaucoup qui n'arrivent pas à s'adapter, donc je pense qu'ils n'utilisent pas ou bien ils n'ont pas connaissance de comment utiliser les surplus d'eau.

D'accord. Ce que tu expliques est ton avis personnel sur l'actualité et la situation ou c'est un avis partagé par la société ou c'est l'avis des personnes qui habitent dans le nord sur les personnes qui habitent dans le sud ?

Là, c'est difficile. C'est un avis personnel mais quand même je l'entends. Je l'entends dans d'autres couches et puis il y a également, par exemple, à la télé. Quand il y a, par exemple, les inondations, c'est que les inondations, forcément, quelque soit l'endroit, elles font des dégâts.

En fait, quand il y a des sécheresses à la télé, par exemple, pendant les infos, on voit les victimes de la sécheresse, des témoins, des gens qui passent en témoignage pour décrire un peu leur perte, mais également lors des inondations, par exemple. Il y a quand même des gens qui passent à la télé, parce que c'est qu'ils ont perdu.

C'est un peu les deux partagés, quoi. Quand il y a des aléas climatiques, comme des sécheresses ou des inondations, ça touche surtout les régions du sud. Mais est-ce que ce n'est pas juste parce qu'avec le fleuve Niger, il y a beaucoup plus de risques d'aléas climatiques que dans le nord, où globalement, le climat est un peu le même ? Il n'y a pas forcément de risques de catastrophes qui puissent vraiment affecter les citoyens locaux ?

Oui, je pense que c'est à peu près ça. Parce qu'au nord, quand même, le climat est assez constant. Les gens savent quand il va faire chaud. Bon, la période des pluies, on le connaît à peu près.

Et justement, Christelle m'expliquait qu'avant, la période des pluies était de novembre à mars/avril et maintenant elle est de septembre à mai quoi en gros donc elle a vachement augmenté. Peux-tu le confirmer ?

Elle a vite augmenté. Actuellement en fait en pleine période de chaleur vient de commencer. Récemment on a avoisiné 47 degrés. Ça va aller jusqu'en avril.

D'accord tu as parlé de la télé etc tout à l'heure et justement je voulais lire un peu la presse locale et me renseigner j'ai écouté des podcasts de radio nigériennes etc je voulais savoir si tu avais des recommandations de médias nigériens à lire ou à regarder sur internet ?

La presse au nord par exemple tout ce qui est à Agadez et la partie nord les plus grands médias c'est Aïr info et sinon globalement c'est les Sahel un jour on a un quotidien qui s'appelle les Sahel. La Fondation Hirondelle, je ne sais pas si ça te dit quelque chose, il s'appelle Studio Kalangu Kalangu, ok Je pense que c'est le plus gros média qu'il y a au Niger qui traite de tout ce qui se passe au Niger.

Et là justement, en ce moment même, il y a des gros soucis de sécheresse et d'insécurité alimentaire. Est-ce qu'il y a eu des infos sur ça dernièrement. C'était vraiment grave ou globalement assez stable ?

C'est quand même assez stable La seule difficulté que les gens ont actuellement, c'est vraiment les pénuries de riz. Avec le coup d'Etat, les gens ont compris l'avantage de l'agriculture, par exemple, parce qu'à un moment, comme les frontières étaient fermées, les gens n'avaient pas accès aux produits de première nécessité.

Oui. Et là, ils ont doublé depuis le coup d'Etat et ils ont même pris depuis le coup d'État ou là, ils sont revenus un peu plus à la normale ?

Donc en fait, ce qui l'explique, c'est que le prix des transports pour de la mer jusqu'au Niger a augmenté. Ça, c'est dû à l'embargo, ou en tout cas des sanctions économiques des États voisins. C'est parce qu'on ne peut plus passer par le Bénin parce que c'est fermé. C'est le Bénin qui fait le fou dans la situation difficile. Mais c'est vraiment actuellement un problème politique parce que la CEDEAO a levé toutes les sanctions. Le Bénin, également, ils ont enlevé les bloquistes qu'il a mis à la frontière. Mais actuellement, c'est les militaires de chez nous qui sont un peu rancuniers qui refusent d'ouvrir de leur côté.

D'accord.

3 pays ont décidé de quitter la CEDEAO: le Mali, le Burkina et le Niger. Donc forcément, maintenant ça va, c'est compliqué. Il faut négocier avec chaque pays les droits des transits, etc.

Donc ça s'applique comme avant, je pense.

D'accord. Ouais, tu disais, ils manquent beaucoup de riz et dans l'article que tu m'as envoyé, la dernière phrase c'est : le riz représentait 86% de la valeur monétaire, des

importations, des importations de céréales. Comment ça se fait, pourquoi ils ne consomment pas plus de blé, de maïs ?

Le blé déjà en fait, c'est ces derniers moments qu'on a commencé à avoir une culture de blé même, en fait avant ça les gens ne cultivaient pas trop le blé, et les maïs aussi, c'est vraiment certains pays de la certaine ville de Maradi, par exemple dans le sud de Ouest, vers le Niger, ça se fait seulement par là-bas. La région d'Etawa, on a du maïs, et la quantité, c'est pas suffisant, mais ça reste quand même assez cher par rapport au riz et au mille.

Donc les riz, en fait même les riz qui est cultivé, qui expliquent les riz, on appelle les Niger, c'est une marque à déposer je crois, les riz d'Inger, même ça en fait il n'est pas à disposition de tout le monde, il est assez cher par rapport aux riz qui est importé de Thaïlande.

Donc c'est qu'il y a un moment, le gouvernement c'est qu'il a fait ce que tous les riz qui est exploité, qu'il achète, il est venu pour avoir les triples pour pouvoir distribuer vers les campagnes de distribution qu'ils font avec. En fait, il donne une durée pour avoir du riz chinois qui est moins cher.

Ok. Et le mille ?

Le mille, c'est quand même assez abordable et assez, c'est un peu partout, ça y est, le riz il est un peu partout, sauf que bon c'est pas tout le monde qui consomme du mille. Parce que ce qu'on fait avec juste de la pâte, une pâte qu'il faut accompagner avec de la pâte, c'est tout ce qui se fait avec du mille. Donc, ça n'intéresse pas trop beaucoup de monde.

Toi t'aimes bien ?

Ah oui ça passe surtout. Pendant les mois de Ramadan qu'on a fait, on commence par la bouillie. Tu commences par un truc bien consistant et après par d'autres aliments.

Ok. D'accord. Ouais, parce que les plats traditionnels sont composés à base de soit du riz, soit du mille. C'est ça? Ouais, ok. Ouais, donc le principal enjeu pour l'agriculture dans le sud, c'est vraiment de développer la culture du riz.

La culture du riz. Les parties sont bordées par les fleuves. Et sinon les suds vers Zindair par exemple. Vers Zindair, Maradi. Il y a beaucoup de personnes qui partent à l'exode par manque d'activité donc là c'est plutôt avant à un moment, juste pendant les saisons de pluie, ils font la culture de maïs, les milles, tout ça, mais sinon tout ce qui est culture de contre saison c'est plutôt dans la région du nord.

D'accord et justement là tu parles des gens qui partent en exode, ça c'est un phénomène avec l'inflation et la sécheresse etc qui s'est développé il y a de plus en

plus de familles du sud qui venaient dans ta région soit pour y rester, soit pour continuer en dehors du Niger. Mais dans la période de soudure là où c'est le plus difficile juste avant de retrouver du stock, il y a beaucoup de gens qui essaient de quitter leur village, comme je disais à l'étranger.

Oui, les gens du sud de Zinder, Maradi, comme ils sont à côté du Nigeria, ils partent quasiment tous vers les Nigéria et la Côte d'Ivoire.

Ceux qui viennent vers Arlit pour pouvoir passer, il y a des gens qui restent, donc ça va rester des femmes de ménage.

Et quand ils ont l'occasion de partir, mais souvent après un an ou deux ans, ils reviennent encore, faire un petit temps ici à Arlit et puis continuer. Et ça, ça a augmenté l'immigration ou pas forcément, depuis le coup d'Etat ?

Et depuis le coup d'état, ça a augmenté. Bon, moi, à ce que j'aurai marqué, le fait que ça augmente, en fait, c'est le fait que la commune qui est la mine voisine qui a fermé, qui a absorbé quand même assez de ces gens qui travaillent là-bas.

D'accord. As-tu des infos sur la grande muraille verte qu'ils essaient de développer au sud du désert. Il me semble que c'est un projet plutôt de l'union africaine, qui est de construire une grande barrière de forêt qui va de l'est à l'ouest de l'Afrique pour éviter que le désert du Sahara grandisse et que le sable arrive de plus en plus au sud et assèche les pays.

Ce serait en gros une barrière végétale pour éviter le développement du Sahara et c'est un projet international en coopération avec plein d'états etc de long terme mais du coup je voulais savoir si c'était un projet qui était un peu connu et qui avait vraiment un sens avec les différences d'autres projets locaux d'agriculture etc c'est un projet récent ou il a déjà eu lieu?

Je ne connais pas. J'ai vu par exemple à Agadez à un moment où ils ont lancé un programme de plantation d'acacias qui ont entier les lits d'un fleuve des fleuves d'éloignements qui sont arrivés jusqu'à plus d'une dizaine de kilomètres j'ai vu en fait là ça a continué je l'ai vu même à Arlit à 140 kilomètres. Cette plante est assez résistante en fait elle n'a pas besoin de beaucoup d'eau juste une seule pluie elle peut vivre tout l'année mais elle tue les végétaux qui sont autour d'elle quoi il y a le tue les végétaux qui sont autour.

D'accord ok ok très bien. Je pense qu'on arrive vers la fin, on va essayer de maintenir le timing et poser encore deux questions. Ok, première question. Donc là, ça porte pour finir un peu sur les perspectives d'avenir. La première, ce serait comment est-ce que tu penses que les ONG peuvent mieux répondre aux besoins des populations locales et quels besoins actuels seraient non satisfaits ?

Pour satisfaire la demande, je pense que déjà, ce qu'elles font, la méthode qu'elles appliquent, c'est bien, donc c'est déjà de faire les études qu'elles font. C'est pas comment on appelle ça, les premières études de faisabilité. Aussi, je pense qu'il faut davantage impliquer les bénéficiaires, en fait, les bénéficiaires de ces projets. C'est-à-dire éviter d'avoir recours à des intermédiaires. Souvent, en fait, quand il y a un projet qui veut faire une activité, par exemple, il va avoir beaucoup d'intermédiaires avant d'avoir l'avis des bénéficiaires.

D'accord quel est l'autre point ?

Donc l'autre point également, c'est que les Nigériens actuellement, c'est vraiment une population assez jeune. Donc les projets doivent beaucoup s'orienter sur comment occuper ces jeunes.

Donc si c'est dans l'agriculture, l'écologie, c'est vraiment adapter ces pratiques à une jeunesse qui forcément ne connaît pas. Ouais, beaucoup de jobs d'éducation, de formation et de choses comme ça de bonne pratique.

Ok, bon parfait. Merci. Ça nous mène à la dernière question qui est justement, t'as évoqué le fait qu'il fallait peut-être mieux impliquer les bénéficiaires et mieux étudier la faisabilité d'un projet avant de le lancer.

Et justement, à la fin du projet, il y a l'évaluation de l'efficacité et de l'impact. Est-ce que tu penses que les bénéficiaires du projet ont leur mot à dire sur l'étude d'impact ? Quels sont les facteurs qui peuvent influencer les réponses ? Ou alors, est-ce que justement quand on étudie l'impact d'une ONG, on parle uniquement au boss de l'ONG sur place et c'est tout quoi ?

Non, quand même les ONG, je remarquais qu'à la fin de chaque projet, il y a un responsable suivi et évaluation des projets qui fait quand même le tour. Là, je ne sais pas, est-ce qu'il fait une évaluation avec les bénéficiaires directement ou bien c'est plutôt avec les intermédiaires que j'évoquais tout à l'heure.

Oui c'est vraiment la clé, c'est la clé c'est là que va partir un nouveau projet s'il y en a, s'il y a une nouvelle demande c'est là qu'on va prendre compte et c'est là qu'on va vraiment évaluer l'impact du projet vraiment si on a réussi ou s'il y a des améliorations.

Il y a beaucoup d'améliorations à ce niveau et parce que en fait je ne sais pas comment ça se passe avec les grands projets.

En fait, là, on a démarré la phase d'entretien dans notre travail de recherche et la semaine prochaine, on va commencer à étudier les rapports d'évaluation justement de l'activité de Swissaid au Niger parmi la dizaine de projets qu'ils ont chaque année sur les dix dernières années.

OK, parfait.

Bon bah écoute, merci infiniment Nouridine c'était vraiment super sympa de prendre du temps pour pour moi et pour mes collègues et notre projet et puis bah écoute on reste en contact et puis je t'enverrai notre travail si ça t'intéresse de le dire à la fin mais écoute on se fait des messages et je t'envoie des nouvelles et voilà merci infiniment.

Je vous souhaite bon courage à tous et puis j'espère que vous aurez les meilleurs projets.

Transcription Interview Abderahamane Mayaki - 17 avril 2024

Qui êtes-vous et quel est votre poste au sein du gouvernement nigérien ?

Je vais vous envoyer une biographie pour que vous ayez les informations nécessaires. Je suis un fonctionnaire nigérien, retraité du ministère des Affaires étrangères. J'ai étudié la sociologie, les sciences politiques et la diplomatie en France. Au cours de ma carrière, j'ai occupé le poste d'ambassadeur du Niger en France, ainsi qu'en Angleterre, au Portugal et en Espagne.

J'ai également travaillé pour le Programme des Nations Unies pour le développement pendant une douzaine d'années, où je me suis occupé des questions de gouvernance, de prévention et de gestion des conflits au Niger. Ce programme comprenait la promotion de la bonne gouvernance et la consolidation de la paix, particulièrement après la rébellion armée au Niger. Les accords de paix conclus avec les mouvements rebelles incluaient des clauses spécifiques pour la réinsertion des ex-combattants, certains étant intégrés dans les forces de défense et de sécurité, d'autres bénéficiant de micro-projets pour se réinsérer dans le tissu socio-économique.

J'ai également travaillé sur des questions de dialogue politique. Dans nos démocraties émergentes, le respect des textes fondamentaux ne se fait pas toujours pleinement. Nous avons mis en place des institutions comme l'Assemblée nationale et la Cour constitutionnelle, mais il est souvent nécessaire d'avoir un mécanisme permettant à la majorité et à l'opposition de discuter. Ce cadre était ouvert à toutes les formations politiques, même celles sans représentants à l'Assemblée nationale, ce qui permettait d'inclure des partis avec beaucoup de cadres et d'intellectuels utiles pour les questions de développement et de paix sociale.

J'étais un des principaux initiateurs de ce dialogue. En somme, en plus de la diplomatie, je me suis beaucoup investi dans la gouvernance en général.

Est-ce que vous travaillez toujours avec le gouvernement en pouvoir ?

Des responsables politiques ministériels ont été démis de leurs fonctions à partir du 26 juillet. Nous traversons une période exceptionnelle et de transition, dont la durée n'est pas encore déterminée. On pourrait dire que nous sommes dans la phase terminale de cette transition, bien que cela reste incertain. En réalité, ceux qui ont été écartés sont principalement ceux qui occupaient des positions politiques.

Par exemple, un nouveau Premier ministre a été nommé, mais le directeur de cabinet du Premier ministre est le même que sous le régime précédent. Dans l'administration, la plupart des cadres restent ceux du régime précédent. Concernant la période de transition, nous attendons toujours de savoir combien de temps elle va durer.

Au début, le chef de l'État avait annoncé une transition d'une durée raisonnable, une courte période raisonnable. Cependant, nous attendons toujours de connaître cette durée exacte.

Ils avaient évoqué une période de trois ans, mais nous sommes déjà près d'un an plus tard sans calendrier indicatif précis. Les institutions qui devaient être mises en place pour nous orienter ne le sont toujours pas.

Donc, à l'issue de cette période, l'objectif est de mettre en place des élections?

Absolument. L'objectif est d'organiser des élections à l'issue de cette période.

La politique étrangère a-t-elle beaucoup changé ?

Oui, particulièrement vis-à-vis du principal partenaire, la France. De mon point de vue, ce changement n'était pas prévu initialement. Il s'agit plutôt de la gestion des conséquences du coup d'État qui a conduit à cette rupture avec la France. La France s'est positionnée comme le principal adversaire des nouvelles autorités du régime suite au coup d'État militaire, ce qui est compréhensible.

En effet, dans les orientations, la France et l'Union européenne en général promeuvent la démocratie. Tout changement brutal de ce type est perçu comme une remise en question de la doctrine et des valeurs de la politique étrangère française. La gestion des événements suivants a donc conduit à ce changement dans les relations avec l'ancien partenaire. Il est important de noter que la France n'a pas été la seule à adopter cette position ; l'Union européenne dans son ensemble a partagé la même position.

Est-ce que la France est affaiblie par la multiplication des coups d'État militaires dans l'Afrique de l'Ouest ?

Évidemment, les chefs d'État en exercice prennent également des mesures pour protéger leur propre situation. Avant le coup d'État au Niger, la CEDEAO avait décidé d'adopter une position plus ferme dans ses condamnations, estimant ne pas l'avoir été suffisamment concernant la Guinée, le Mali et le Burkina Faso. Elle a jugé que cette faiblesse dans la condamnation des régimes militaires nécessitait une plus grande fermeté pour éviter que cela ne devienne une tendance lourde. Ainsi, des mesures comme des déclarations, des ruptures de relations diplomatiques, et des fermetures d'ambassades ont été prises.

La volonté des nouvelles autorités de mettre fin à la présence des forces militaires étrangères, notamment françaises, a également contribué à ce changement significatif de politique étrangère. Cette rupture avec la France, notre principal partenaire traditionnel, a introduit de nouvelles dimensions. Les autorités actuelles ont décidé de nouer des relations avec tous les partenaires prêts à soutenir les options de souveraineté définies par le Niger. Cela a conduit à une diversification des partenariats, avec des déplacements du Premier ministre en Russie et en Turquie, qui était déjà un partenaire traditionnel et membre de l'OTAN. Des rapprochements ont également eu lieu avec l'Iran et la Russie.

En revanche, avec les autres partenaires européens, il n'y a pas eu de changements significatifs dans les relations. Avec la Suisse, l'Italie et l'Allemagne, les relations restent stables. La ministre allemande de la Défense est même venue en mission officielle au Niger, rencontrant les nouvelles autorités.

Est-ce que dans vos fonctions, vous avez eu un lien avec des programmes de développement davantage liés aux changements climatiques et à l'alimentation ? Que pouvez-vous dire sur le changement climatique et les vagues de sécheresse qui frappent le Niger depuis de plus en plus dans les années et dans votre région ?

Absolument. C'est un secteur fondamental. Hier, j'ai discuté avec un ambassadeur occidental qui me disait que le Niger fait le choix de la souveraineté telle qu'exprimée par les autorités actuelles et se demandait comment ils pourraient apporter leur soutien. J'ai répondu qu'ils pourraient déjà s'intéresser à un secteur prioritaire pour les autorités actuelles : la souveraineté alimentaire et la protection de l'environnement. Ce sont des domaines vitaux, notamment parce que le Sahel est victime de cycles répétés de sécheresse.

Ces sécheresses s'expliquent en partie par un déboisement massif et un manque d'investissement dans les zones rurales pour protéger les terres et prévenir les inondations. Ces aspects doivent dorénavant être intégrés dans nos priorités. Actuellement, les autorités ont décidé de faire de la région de Diffa, à l'extrême est du Niger, frontalière du Tchad, une zone de développement. Après avoir neutralisé en grande partie les menaces de Boko Haram et rétabli la paix, elles ont décidé d'investir dans l'agriculture et la pêche. Des milliers d'hectares abandonnés pour des raisons de sécurité sont en cours de réhabilitation, avec des investissements importants pour nettoyer les canaux d'irrigation et restaurer les digues de protection.

Je pense que nos partenaires traditionnels, s'ils veulent vraiment nous aider, doivent s'inscrire dans ces priorités que nous avons définies, visant principalement à atteindre la souveraineté alimentaire et à protéger l'environnement. Les conséquences du dérèglement climatique sont énormes sur les populations pastorales, les privant de leurs troupeaux, et poussant de nombreux jeunes à rejoindre les mouvements djihadistes et terroristes. La majorité de ces jeunes proviennent de communautés pastorales pour qui le bétail est un capital précieux, tant sur le plan culturel qu'économique.

Le Niger est un pays d'élevage, beaucoup plus que d'agriculture. Rien n'empêchait les autorités précédentes de développer une politique d'élevage, avec des abattoirs ultramodernes, qui auraient pu permettre d'exporter de la viande jusqu'en Europe.

Comment décririez-vous la sécurité alimentaire actuelle dans le pays par rapport à la situation actuelle ? Est-ce que vous diriez qu'il y a vraiment une urgence à agir et à retrouver de la stabilité, où les populations s'adaptent et arrivent à survivre que coûte malgré les aléas climatiques ?

Je pense qu'il y a une urgence à agir. D'abord, parce que nous sommes tributaires des saisons de pluie, qui sont essentielles pour nos cultures. Il est donc nécessaire de développer l'irrigation. Il y a des zones fertiles, notamment dans la région de l'Air, où nous pourrions produire du blé en grande quantité, des pommes de terre et toutes sortes d'autres cultures. Pour l'instant, nous ne l'avons pas encore fait. Les politiques annoncées, comme le programme nigérien, n'ont pas réellement transformé la vie quotidienne des populations. Si les saisons des pluies ne sont pas bonnes, les récoltes ne le sont pas non plus, ce qui aggrave la situation.

Deuxièmement, nous avons subi un embargo extrêmement sévère, ce qui a entraîné une flambée des prix, même pour les produits de première nécessité. Malgré cela, le peuple a fait preuve de résilience, déterminé à opérer un changement.

Il est important de noter que beaucoup de gens ont été surpris par le soutien massif des Nigériens au coup d'État. Cela s'explique par une gouvernance perçue comme faible. L'ancien président de la République n'a pas été élu de manière transparente ; celui qui a été élu était Maman Ousmane. Les médias publics étaient contrôlés par la majorité au pouvoir, ce qui a contribué à ces pratiques antidémocratiques.

La démocratie est fondamentale et importante. Même ceux qui arrivent au pouvoir par des moyens démocratiques doivent comprendre que leur rôle principal est de consolider le processus démocratique. Il ne faut pas que l'arrivée au pouvoir par les urnes soit perçue comme un instrument d'asservissement de ceux qui ne font pas partie du camp victorieux. Cela est essentiel.

Et justement, dans cet enjeu d'alimentation et de développement des pratiques d'agriculture et de souveraineté alimentaire, comment jugez-vous le rôle et les initiatives des ONG ?

Les ONG ont toujours eu un rôle important et positif, car elles comblent les lacunes que l'État ne peut pas toujours gérer. Leur apport est crucial, car elles répondent aux besoins dans les régions où le gouvernement n'arrive pas à tout couvrir. Lors d'un entretien avec une personne à Arlit la semaine dernière, il a été mentionné que les populations du sud ne parviennent pas à être autosuffisantes au niveau alimentaire par rapport à celles du nord. En particulier, 80 % des importations alimentaires du Niger concernent le riz, un secteur où il y a un immense manque. Le riz est, avec le blé et le mil, l'un des principaux produits de base consommés. Les autorités ont décidé de faire de la riziculture un domaine prioritaire, car le fleuve Niger offre un potentiel important pour cette production. Les politiques publiques adéquates pourraient encourager les populations du sud à s'investir dans cette culture.

Récemment, j'ai suivi une intervention du secrétaire général du ministère de l'Intérieur et il semble que le chef de la coopération suisse a été reçu pour discuter de la coopération décentralisée. Les autorités souhaitent que les ONG s'inscrivent dans les directives et priorités définies par le gouvernement. Si la production agricole le long du fleuve est une

priorité, nos partenaires doivent collaborer avec le gouvernement pour apporter leur soutien dans ce domaine.

Il est crucial de discuter ensemble avec les autorités pour trouver un point commun d'intervention. En plus de développer la riziculture, il y a une volonté d'adopter des techniques agricoles plus durables et proches de la nature, comme l'agro-écologie. Cela implique l'utilisation de techniques locales authentiques et vise à atteindre la prospérité alimentaire au sein des communautés.

Le Niger est ouvert à ces approches, car elles n'impactent pas négativement le développement agricole. Au contraire, elles ajoutent de la valeur en préservant l'environnement, une préoccupation majeure. Il n'y a pas de contradiction mais plutôt une complémentarité entre la souveraineté alimentaire et le développement de l'agroécologie. Enfin, la rupture diplomatique avec la France a eu un impact immense sur les activités des humanitaires français au Niger, comme les difficultés pour Christelle de Dessert à se rendre au Niger. Malgré cela, nous restons ouverts à toute valeur ajoutée pour notre pays et à toute aide des ONG dans ce contexte.

Pensez-vous que c'est un impact négatif sur les populations locales qui ont besoin d'aides d'urgence, ou justement les ONG européennes d'autres pays font parfaitement l'affaire?

Absolument, cela a un impact négatif. Les situations de rupture d'embargo ont toujours des conséquences néfastes. Cependant, cela ne signifie pas que nous resterons indéfiniment dans cette situation. Il y a des efforts pour redéfinir de nouvelles bases et reprendre des activités normales. Il peut y avoir des moments de tension, mais les choses évoluent et nous pourrons renouer avec ce que nous avons connu.

Par exemple, la majorité des hôtels à Niamey ont mis leur personnel en chômage technique. L'absence de conférences internationales n'impacte pas seulement les hôteliers, mais aussi les artisans, les vendeurs de bijoux, et les fournisseurs de volailles pour les hôtels. La chaîne de personnes affectées par une décision d'embargo ou de fermeture est énorme. Cela bouleverse complètement les mécanismes traditionnels et rend vulnérables des secteurs entiers de la population.

Malgré cette situation, les populations ont fait preuve de résilience car elles se sentaient victimes d'une injustice, comme la coupure d'électricité au Niger, qui résultait d'un contrat de nature privée avec une société de distribution d'électricité. Beaucoup pensent qu'il faudra poursuivre cette société devant des tribunaux internationaux du commerce, car elle n'avait aucun droit de couper l'électricité aux populations. Pendant près de six mois, les gens ont été résilients, s'adaptant à cette situation.

Cela a même incité les populations à envisager de nouvelles politiques publiques et des options pour devenir plus autonomes. Par exemple, le Niger est l'un des pays les plus ensoleillés du monde, alors pourquoi ne pas se tourner davantage vers l'énergie solaire ?

Cette situation a créé quelque part un nouveau Nigérien, résilient et déterminé à trouver des solutions durables. J'espère que cela répond à votre question, même si parfois il est facile de s'écarter du sujet en développant de tels arguments.

Est-ce que vous pensez que pour mettre fin à l'inflation et à la crise économique le retour des relations avec la France est nécessaire ?

Moi, je plaide pour le retour des relations avec la France, et j'y travaille. Il faut comprendre que souvent, il y a un discours ambiant qui consiste à tout mettre sur le dos du partenaire, alors que certaines situations sont de notre responsabilité collective. Je suis pour une coopération avec tout le monde, tous les partenaires possibles et imaginables qui peuvent apporter leurs contributions à nos actions de développement sont les bienvenus. Il ne s'agit pas de mettre de côté un partenaire ou un autre. Nous définissons nos priorités, et tous les partenaires et amis qui veulent nous accompagner peuvent trouver matière à coopérer. La relation entre le Niger et la France est très ancienne. Comme le disait le Premier ministre malien, c'est comme un couple qui se sépare, pas forcément qui divorce. Cette analogie montre bien la profondeur et la complexité de nos liens, qui méritent d'être préservés et renforcés dans l'intérêt mutuel de nos pays.

Est-ce que ça, c'est un réel frein justement pour le commerce et est-ce qu'il y a une issue favorable prochaine ?

C'est un réel frein pour le commerce. Absolument, c'est un véritable obstacle. J'ai discuté avec de nombreux opérateurs économiques situés à la frontière, et ils nous disent que c'est insensé de ne pas utiliser le port de Cotonou, qui est à proximité. Ils ne peuvent pas se permettre d'aller à Lomé, charger des marchandises, traverser le Burkina Faso en proie à une insécurité totale, pour arriver jusqu'à Gaya, à la frontière. Ce n'est pas possible. Donc, la réouverture des frontières est une demande forte des populations.

Nous pensons que le Bénin peut servir de source de déstabilisation pour le Niger, mais je n'y crois pas du tout. Je pense que les gens n'ont pas apprécié l'attitude du Bénin dans cette situation, mais ce n'est pas une raison suffisante pour maintenir les frontières fermées. Les douaniers nigériens sont déjà allés à Cotonou pour travailler avec leurs homologues béninois. Notre pipeline passe par le Bénin, ce qui montre l'importance de cette coopération.

La fermeture des frontières affecte également les pasteurs, qui ont du mal à conserver leurs troupeaux et à les nourrir, ce qui les pousse parfois vers le terrorisme. Cela entraîne aussi une migration interne et externe, surtout chez les jeunes. La réouverture des frontières est donc essentielle pour le commerce, la stabilité et le développement régional.

Est-ce qu'il y a un grand danger par rapport à ça, par rapport aux enjeux de radicalisation des jeunes et de migration interne ?

Il est crucial de comprendre que la réponse à cette question n'est pas purement militaire. Il faut adopter une approche proactive pour éviter que les populations nomades, qui dépendent de l'élevage, ne se retrouvent sans ressources à cause des sécheresses cycliques. L'État doit créer des conditions qui empêchent ces populations de se retrouver dans des situations désespérées.

Lorsque des jeunes se retrouvent sans moyens de subsistance, ils deviennent vulnérables à l'influence de ceux qui cherchent à les recruter pour des actions de déstabilisation. Il est donc essentiel que l'État crée des opportunités pour inverser cette situation et minimiser les impacts sur les migrations. Concernant la migration, il est important de noter que 95% des Nigériens ne migrent pas vers l'Europe. Historiquement, la migration au Niger se dirige principalement vers les pays côtiers comme le Ghana, le Togo et la Côte d'Ivoire. La majorité des Nigériens qui émigrent choisissent ces destinations plutôt que l'Europe.

Les grosses fortunes nigériennes se sont principalement construites sur la côte, dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin, sans forcément avoir recours à l'État. Ces modèles sont suivis par les jeunes en milieu rural, qui empruntent ces mêmes routes migratoires depuis des générations. Très peu de Nigériens migrent vers l'Europe, en particulier vers la France ou l'Italie, et encore moins traversent la Méditerranée. Cette tendance migratoire réduit également le risque de radicalisation. Cependant, il est crucial de créer des conditions socio-économiques favorables pour empêcher toute forme de déstabilisation et offrir des perspectives durables aux populations locales.

Est-ce qu'elles se sont vraiment intensifiées depuis quelques mois ou bien il y a une tendance de long terme qui n'a pas trop changé ?

Il y a une tendance à long terme qui n'a pas vraiment changé, mais depuis le coup d'État, on observe une relative accalmie sur le plan sécuritaire. Nous avons moins d'attaques spectaculaires qu'auparavant. Comme je l'ai souvent dit, si l'armée malienne a pu rentrer à Kidal, c'est en partie grâce au coup d'État militaire au Niger, qui a eu des impacts sur la surveillance le long de la frontière Niger-Mali.

Bien que nous ne puissions pas entrer dans les détails, il est certain que le coup d'État au Niger a facilité le retour de l'armée malienne à Kidal, une région qu'elle avait été absente pendant plus de 13 ans.

Qu'est-ce qu'une recommandation vous feriez sur une amélioration des activités des ONG ?

Pour moi, la raison la plus importante est la démarche. Lorsqu'une ONG arrive ici, il est essentiel qu'elle parle avec les représentants des populations et de l'État. Elle doit comprendre les priorités définies par l'État dans ses actions de développement et s'inscrire dans ces priorités. Le rôle des ONG est crucial car elles comblent souvent des lacunes

importantes. Par exemple, il y a deux ans, grâce à des amis français, j'ai pu offrir 45 ordinateurs de dernière génération à une université régionale. Le laboratoire d'informatique venait d'être créé et l'État n'aurait pas été en mesure de fournir ces ordinateurs dans l'année. C'est grâce à ces amis français, membres d'associations, que cela a été possible.

De plus, grâce à mon amie Christelle, nous avons pu doter un hôpital de notre région d'une table ophtalmologique de dernière génération, offerte par une de ses amies suisses. Cette amie, ophtalmologue, partait à la retraite et a décidé de donner son matériel. Ces actions individuelles montrent l'importance et l'impact des contributions extérieures. Lorsqu'une ONG coordonne et planifie ses actions, l'impact est encore plus visible et significatif. Il y a toujours des besoins à combler, et la collaboration avec les ONG permet de répondre à ces besoins de manière concertée et efficace.

Concernant l'évaluation et l'étude d'impact sur les ONG, sur les bénéficiaires, est-ce que vous pensez que ces bénéficiaires, justement, ont leur mot à dire sur les bénéficiaires l'efficacité des partenaires, des ONG, et comment est-ce que globalement vous pensez qu'on écrit dans les rapports de projets et vraiment le reflet de ce que pensent les populations receveuses et les populations locales ?

Absolument. Je suis d'avis que c'est un reflet fidèle de la situation. Vous savez, je vous disais que je ne connaissais pas grand-chose de SWISSAID, mais je regarde les informations à la télévision et je sais que SWISSAID fait beaucoup dans le domaine de l'hydraulique villageoise, ainsi que dans d'autres secteurs.

Nous travaillons principalement sur des dizaines de projets concernant l'agro-écologie et des programmes d'agriculture dans des communautés villageoises. J'ai vu des reportages montrant que leur intervention transforme complètement et positivement le milieu dans lequel ils interviennent. Par exemple, des femmes ont été initiées à la culture maraîchère, ce qui leur permet d'avoir une source de revenu et impacte directement leur quotidien. Ces reportages, diffusés sur les médias nationaux, notamment la chaîne de télévision nationale, montrent bien l'impact de ces initiatives. Il est important de demander et de regarder ces reportages pour comprendre l'ampleur et l'importance des actions menées.

Parce qu'il y en a un certain nombre qui sont faits sur les ONG ?

Absolument.

Le bureau de coopération ?

Le bureau de coopération, ensuite, peut-il vous fournir des reportages, notamment ceux qui sont faits avec Suisse, etc.

Mais avant de conclure, est-ce que vous avez une recommandation essentielle ?

Nous souhaitons avancer ensemble pour le bien du pays, et nous avons besoin d'un monde solidaire pour y parvenir. Le soutien de tous est essentiel pour faire progresser l'humanité en général. Aux sceptiques, je dis que la démocratie est un long cheminement. Nous sommes des sociétés à la démocratie émergente, et il faut le concours de tous pour la solidifier, car la démocratie est le régime le moins mauvais.

C'est ce que je dis aux jeunes lors des conférences sur la bonne gouvernance et la démocratie. Tant que les gens peuvent délibérer, discuter et définir leurs priorités, c'est mieux que de tout faire dicter d'en haut. J'aime citer un politologue américain, Robert Putnam, qui a comparé 15 années de pratique de gouvernance locale en Italie du Nord et du Sud. L'Italie du Sud présentait des contre-performances similaires à celles de certaines sociétés post-soviétiques, tandis que l'Italie du Nord montrait des situations plus reluisantes et développées.

Putnam a conclu que c'est le civisme qui commande l'économie. Les sociétés du Sud italien sont caractérisées par des rapports de verticalité, sans tradition de débat, de vie associative ou de clubs de discussion. Cela favorise des pratiques liées à la mafia. En revanche, le Nord bénéficie de la liberté d'expression, de traditions de débats et d'une presse indépendante. Nous devons faire notre apprentissage, cela prendra du temps, mais la démocratie reste le meilleur modèle.

Je remercie ceux qui encouragent l'horizontalité et la libéralité des débats. Je me souviens d'une foire agricole organisée par SWISSAID qui avait bien marché et marqué les esprits. Ces événements montrent l'impact positif de la coopération et des initiatives communautaires. Demandez des reportages à la coopération suisse pour voir ces réussites. C'était un plaisir de discuter avec vous.

Transcription Interview Zeinabou Hamani - 6 mai 2024

Je me présente rapidement. Je suis Édouard Cabot. Je fais partie du groupe de recherche, comme vous vous avez dit, sur l'étude d 'impact des projets de Swissaid avec ses partenaires au Niger depuis une dizaine d'années. Nous sommes trois. Il y a Aurélie qui est absente ce soir et Sarah, si tu veux bien te présenter ?

Bonsoir, je suis Sarah et comme Édouard a déjà dit, nous sommes un groupe d'étudiants et nous faisons une recherche sur les impacts des projets de Swissaid au Niger. Et c 'est un plaisir de vous connaître.

Ok, merci. Le plaisir est partagé.

Est-ce que pour commencer vous pourriez vous présenter, vos fonctions et votre lien avec la Fondation Swissaid ?

Parce que ici la connexion n 'est toujours pas jolie, elle peut me lâcher à tout moment. Donc j'assure la coordination avec AgriFocus. Ça fait maintenant trois ans qu'on travaille avec Swissaid directement sur certains projets. Nous, au niveau de notre ONG, on travaille sur le développement des chaînes de valeur, de la production, de la transformation jusqu'à la commercialisation. Et de façon générale, nous faisons la promotion de l'entrepreneuriat, pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle, et nous intervenons sur la question de l'autonomisation de la production locale, et l'accompagnement aussi des producteurs sur certaines filières plus chaînes de valeur.

C'est très bien, on vous a très bien entendu, merci beaucoup pour votre présentation et encore une fois, un grand merci d'accepter, d'échanger avec nous.

Je vais essayer de participer à ma petite expérience par rapport au point que vous voulez.

Alors quand vous dites développer la chaîne de valeur, ça consiste en quoi? Et également quel est votre lien avec Swissaid ? Est-ce que vous êtes plutôt un support local ?

Nous travaillons sur les projets avec Swissaid et les projets sur lesquels on travaille sur les projets comme la valorisation des espèces négligées à travers l'utilisation de certaines pratiques agroécologiques. Nous travaillons sur le développement de la chaîne de marché pour faciliter l'accès au marché pour ces produits. Développer la chaîne de marché c'est-à-dire faire en sorte que les communautés locales puissent accéder au marché et donc c'est un marché local national ou même international le marché local et aussi la promotion de ces produits au niveau national.

D'accord. Et quel type de produit est-ce que c'est plutôt du riz qui sont sur des cultures au bord du fleuve Niger ?

Oui, c'est les productions alliées avec quelques aspects radicaux, comme Alloignan, le Moringa, la Marance. Vous avez pour les céréales, vous avez le Bonzou, le Fognon, le Cézanne, la Rachidouline. Mais aussi le produit transformé.

Les communautés locales que vous suivez sont plutôt dans la partie sud, dans la région de Niamey, au bord du fleuve Niger, n'est-ce pas ?

Nos projets avec Swissaid sont dans la région de Dosso.

Très bien. Et donc, vous apportez votre expertise en matière d'écologie que Swissaid n'a pas forcément. Quel est votre corps de métier ?

Voilà, comme je me disais, notre corps de métier, c'est le renforcement des capacités des producteurs à l'utilisation de certaines pratiques agro-écologiques qui vraiment sont respectueuses de l'environnement.

On utilise des pratiques de compostage, engrais et désherbant qui sont à la fois ancestrales et à la fois assez neuves. Puisque les communautés locales ont vraiment des pratiques agro-écologiques très ancestrales et que nous on renforce aussi ces connaissances. C'est important de porter les connaissances locales pour permettre à d'autres acteurs d'avoir accès à des informations de pouvoir l'économie, surtout dans ces contextes de changement climatique qui impactent énormément la production.

Et justement, comment est-ce que vous percevez le rôle de l'agro-écologie dans cette politique de développement durable au niveau national, et dans le cadre des projets, tels que ceux mis en place par Swissaid et du coup les vôtres également ?

Il nous faut vraiment développer ces pratiques, que ce soit les femmes, les jeunes, les hommes, pour qu'ils puissent vraiment les mettre en pratique. Et c'est surtout eux qui souffrent des conséquences de différents changements climatiques. Il nous faut vraiment des cultures qui nécessitent moins d'apport dans les produits chimiques. Je pense que, à mon avis, c'est vraiment une bonne stratégie qu'il va falloir renforcer c'est intégrer dans les politiques nationales pour leur donner plus de valeur.

Et justement, dans les politiques nationales, ils valorisent encore des semences occidentales et une agriculture plutôt massive, à quel niveau est accepté l'agroécologie dans les orientations politiques ?

Bon, pas à un niveau très élevé, sincèrement. Parce que là on prépare des semences et justement il y a des acteurs et des ONG qui font du plaidoyer.

Est-ce que vous en faites un petit peu ou vous êtes uniquement dans l'opérationnel ?

Bon, nous, ce qu'on fait, c'est surtout la vulgarisation de ces règles à la télé, à la radio, pour un peu inciter les politiques à fond. But it is especially the organization of producers, like the platform of ISAN, which are a little more in the highest level, around this.

En gros, là, actuellement, quels sont les défis auxquels vous êtes confrontés par rapport au projet que vous menez avec Swissaid ? Quels sont les aspects clés que Swissaid doit privilégier justement pour améliorer les projets actuels ? Il y a un équilibre à trouver entre de la durabilité environnementale et tout de même un développement socio-économique pour les populations. Sur quels défis travaillez-vous actuellement ? Quels sont les points d'amélioration dans les projets que vous menez avec Swissaid en ce moment ?

Les points d'amélioration dans le cadre de la mise en oeuvre des activités se font au niveau communautaire. Il faut que les mairies par exemple, puissent aussi intégrer ces affaires de développement communautaire. Comme ça, ça peut renforcer le développement économique local des communautés et ça peut perdurer dans ce sens.

Jusqu'à présent, depuis que vous travaillez sur ces sujets-là et que vous lancez des projets, les principaux pièges et défis auxquels vous faites face, c'est justement ça, c'est que les communautés locales s'approprient les pratiques agro-écologiques et qu'elles soient Indépendantes une fois que vous retirez et que vous les laissez se développer elles-mêmes, n'est-ce pas?

Pour aussi qu'on soit vraiment très proche d'eux pour que ce soit internationalisé.

Actuellement vous avez combien de projets avec Swissaid ?

Deux projets

D'accord, très bien. Ces deux projets couvrent combien de villages, combien de pays et sur quelle durée ?

Le premier projet, on l'a démarré depuis 2022 sur une durée de quatre ans. Cela finit normalement en décembre 2025. Il couvre au total 20 villages dans deux communes d'intervention.

Le deuxième c'est le projet Saïr Nazari. Il finit le 30 décembre 2025, il couvre 40 villages, 2 régions, 4 communes.

Combien de personnes à peu près?

Projet n°1 : 2022- décembre 2025 - nom : "CROPS4HD". 376840 bénéficiaires directs, 20 villages.

Projet n°2 : nom "SAIR NAZARI", 2022 - décembre 2025. 40 villages de région, 4000 ménages soit 28000 personnes.

D'accord, très bien. Et vous, j'imagine que vous collaborez avec d'autres ONG étrangères, n'est-ce pas?

Oui.

A terme, l'objectif, c'est de poursuivre les projets, les multiplier après 2025. Quels sont les objectifs si jamais vos deux projets ont un résultat positif ?

Si le projet réussit ce serait bien déjà de capitaliser ces réussites-là.

Ça fait combien de temps que vous travaillez justement sur des projets d'agroécologie?

On travaille sur notre mandant actuel depuis 2020. Notre organisation a été créée en 2010 et nous travaillons sur l'agroécologie depuis 2015.

D'accord, très bien. Et donc, est-ce que vous pouvez revenir sur le fonctionnement que vous avez avec Swissaid ? Swissaid vous apporte la partie financière et expertise de terrain et vous, vous apportez la partie contact avec les communautés et expertise sur l'agroécologie ?

SWISSAID apporte le financement et l'organisation apporte l'expertise et la facilitation de l'accès au marché pour la communauté, la transformation de leurs produits et l'aspect marketing. Donc, c'est travailler sur le packaging des produits, les étiquettes, la communication.

Vous êtes combien au total si on prend déjà vous dans la structure AgriFocus ?

Oui, nous sommes au nombre de 10 personnes dans l'ONG ; 1 personne sur le projet n°1 ; 5 experts à mi-temps sur le projet n°2 ; 2 personnes sur projets hors SwissAid.

Merci beaucoup. Ok. Et donc là, par rapport à l'impact de vos projets, est-ce que vous voyez déjà des résultats. Des évolutions sur les conditions de vie des populations locales ?

Il y a des choses significatives parce que l'un a fait le plus important sur le côté nutritionnel, parce que leur valorisation des produits à haute valeur nutritionnelle auprès de ces communautés pour leur consommation.

Maintenant, le deuxième passé dans la commercialisation, même des produits, nous avons remarqué aussi un heureuxment du revenu des communautés parce qu'auparavant ils vendaient juste le produit et c'est des intermédiaires qui profitent le plus de ces produits là. Désormais, ils ont une plus value sur le marché et ils arrivent à recevoir une rémunération équitable.

Donc, globalement, c'est très très important. On a des résultats, des évaluations qu'on fait, et sur la part des évaluations, on a des retours très intéressants.

Très bien. Et là, c'est quoi, du coup, vos perspectives d'amélioration, d'ici à la fin du projet ?

C'est pouvoir vraiment les amener à maîtriser le marché. Pouvoir bénéficier vraiment des avantages, des informations des autres commerçants qui peuvent acheter leurs produits pour qu'ils puissent même pouvoir écouler leurs produits.

Et sur la partie agriculture et récolte, est-ce qu'il y a des perspectives d'amélioration ou c'est uniquement sur la partie marketing que vous voulez accentuer les efforts ?

Oui, ça, c'est surtout sur la partie marketing qu'on vient accentuer les efforts.

Parfois, la production est là, elle est intense, mais à la récolte c'est encore des pertes et des conséquences pour les revenus.

Ok je vois, je vois. Très bien. Et donc comment pensez-vous que les partenariats avec les organisations comme Swissaid peuvent être améliorés pour renforcer l'impact de l'agroécologie et justement généraliser cette pratique ?

Je pense que, déjà, à l'appel de tous les partenariats que nous avons avec Swissaid, c'est vraiment un partenariat assez solidaire et assez respectueux qu'on a avec eux. L'avantage serait que nous fichions ensemble aussi de développer d'autres programmes qui vont nous

permettre d'intervenir, comme je le disais, à plus de rouleaux sur d'autres régions pour donner plus de l'impact aux pratiques agroécologiques.

Très bien, concernant l'impact que vous avez sur les populations locales à travers vos projets, comment est-ce que vous l'évaluez ? Comment est-ce que vous essayez de vous renseigner sur le point de vue des peuples qui reçoivent votre aide ?

Une personne d'Agrifocus effectue une évaluation périodique : chaque semestre et chaque année. Les informations provenant de la communauté sont très utiles, tout comme les rapports d'intervention de la communauté. Ils ciblent différents groupes de population : les femmes chefs de famille, les jeunes, les chefs de village qui ont des informations à transmettre. Les sens et éléments qui nous permettent de faire un rapport sur la situation et les enquêtes sont à destination des chefs de village et plutôt des élus politiques. Les individuels que nous accompagnons dans le cadre du projet ménagent auprès des autorités locales. Comme les médecins auprès des certains villages qui sont les acteurs des villages qui ont aussi des informations qui sont les acteurs des villages d'autres.

D'accord très bien écoutez madame on avait dit une demi-heure je crois qu'on a un petit peu dépassé et puis il y a eu des soucis de connexion bon écoutez je vous propose qu'on termine notre échange et puis on n'hésitera pas à vous envoyer quelques questions si on en a. Est-ce que vous souhaitez ajouter une remarque de conclusion avant qu'on termine l'appel ?

Maintenant, ce que j'aimerais savoir, vous avez un peu expliqué ça dans le mail, pour tout ce qui est fait en projet de recherche de huit mois. Ça a démarré quand ?

Ça a démarré en novembre et nous allons finaliser notre note d'orientation au milieu du mois de juin.

D'accord merci beaucoup.

Alors, pour déjà honorer votre aide et partager les informations, on aimerait bien sûr vous partager nos résultats. Sauf réelle contre-indication de Swissaid et il me semble que ce sera diffusable sans aucun problème. Donc on vous tiendra informé de notre projet et dès qu'on terminera on n'oubliera pas de revenir vers vous pour vous transmettre notre travail final.

Transcription Interview Mahamane Rabilou Abdou - 3 mai 2024

Quel est l'impact de vos cinq projets agricoles et aussi des trois projets sur l'eau et par conséquent sur l'accessibilité à l'alimentation dans les communautés ?

L'impact que je souhaite surtout expliquer, c'est le fait que nos projets actuels nécessitent l'intégration de nos travailleurs. Par exemple, lorsque nous arrivons dans un village, le défi majeur est souvent que ce village est complètement déserté. Donc, le défi majeur de ce village est l'accès à l'eau. En moyenne, la population doit parcourir 4 à 5 kilomètres pour en chercher.

Par exemple, l'année passée, en mai nous avons un projet à Doutchi, qui est financé par SUS WATER CONVENTION à travers les fonds de la DDC. SUS finance ce projet depuis presque 10 ans et il est maintenant sur le point d'aboutir. Donc, lors de la dernière activité de la phase 3 du projet, l'année dernière, nous avons rencontré une bénéficiaire, une dame d'environ 70 ans. Depuis qu'elle était jeune fille, elle n'a connu que la corvée. Lorsque l'infrastructure a été achevée, elle était très heureuse et a dansé, car c'était la fin d'un calvaire de 50 ans. Cette activité a été relayée par la Fondation Hirondelle à travers son site et ses canaux d'information. C'est juste un exemple montrant à quel point l'eau est cruciale dans les villages.

Maintenant que nous avons résolu la question de l'eau, le prochain défi est la sécurité alimentaire. Nous adoptons une approche intégrée pour nos projets. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, nous avons un projet financé par STI, avec un soutien international croissant pour ces initiatives. Ce projet promeut les cultures à cycle court, comme le Moringa. Le Moringa a un cycle court et est utilisé dans nos projets d'urgence pour renforcer la disponibilité des denrées alimentaires dans les villages, car il peut être récolté en seulement quatre semaines.

De plus, il est important de noter qu'une grande partie du Niger est désertique. Plus nous avançons vers le désert, plus les superficies cultivables se réduisent. Donc nous avons eu l'année dernière un projet financé par l'AFD sur la grande grève qui vise maintenant à restaurer les écosystèmes avec des demi-lunes, etc.

On utilise maintenant aussi des projets d'urgence quand il y a des signes de vulnérabilité.

On a identifié trois niveaux de richesse pour les populations :

1. Riche : les ménages qui ont une maison et une moto
2. Normal : ont une maison et peut-être un vélo.
3. Pauvres : ils n'ont pas de maison, et peut-être ils ont juste une chèvre.

Donc l'idée pour nous, cinq ans après la formation de toutes les activités, on veut que la personne qu'on qualifie de personne pauvre acquiert le statut de "normal".

Donc voilà un peu maintenant l'approche qu'on est en train de faire et l'impact qui est vraiment palpable. Et d'année en année, moi je suis à presque trois ans de présence à

SWISSAID, je peux vous garantir que par exemple l'impact d'un de nos projets d'urgence qu'on a eu récemment, a permis d'augmenter la superficie cultivable de 11% pour 5 projets.

Par exemple, nous avons une dame qui a reçu quelques graines de semences de moringa. Et sept mois après, on est revenu la visiter avec donc l'équipe alimentaire. Cette femme a pu produire dans son champ de moringa et c'était très prisé parce que le sac vaut à peu près l'équivalent de 20 francs suisses. Elle a pu acheter des habits pour ses enfants et elle a pu reconstruire son cheptel de chèvre. Donc vous voyez l'effet que ces projets alimentaires ont auprès de la population. Donc ça c'est vraiment des exemples pour répondre à la première question.

Et effectivement la deuxième question aussi, c'est que les semences qu'on donne à ces producteurs et ces productrices augmentent la productivité au niveau local. Surtout que beaucoup de ces semences sont des cultures qui ont un cycle court. Donc, elle permet rapidement dans un environnement calme local de réussir les choses. Donc, vous avez un producteur qui cultive le moringa, il est capable de nourrir 21 personnes. Et ça lui fait une recette de 40 000 francs CFA.

Et quand vous utilisez la statistique d'une augmentation de la superficie cultivable de 11%, c'est généralisé à vos 8 projets ou c'était un chiffre qui concerne simplement l'exemple que vous avez pris de cette femme ?

Non, c'est généralisé à nos projets.

Oui, et justement, vous dites qu'il y a une interconnexion entre l'enjeu de l'eau, l'enjeu de l'agriculture. Cependant, vous différenciez quand même bien les cinq projets sur l'agroécologie et les trois projets sur l'eau. Pourquoi ?

Quand vous dites qu'il y a des interconnexions, c'est que d'abord vous commencez sur les trois projets sur l'eau à construire des puits, faire venir l'irrigation, etc. Et ensuite, vous vous attaquez à un projet sur l'agroécologie dans cette même région.

Oui, en fait, par exemple, on a trois projets eaux, donc ces trois projets eaux sont répartis de manière géographique dans des zones différentes. On cible les villages les plus prioritaires. Par exemple, dans une commune moyenne, vous pouvez reposer avec 30 villages dans une commune. Et ce qu'on a comme fond, c'est peut-être pour cinq villages. Donc ce qu'on fait, c'est qu'on cible des villages qui ont un besoin beaucoup plus important. C'est-à-dire, la commune des eaux de nos projets, c'est que dans un village au maximum, vous allez trouver un projet eau, un projet sécurité alimentaire et peut-être un projet d'urgence.

Et aussi, il faut que vous compreniez l'enjeu qu'on a. Quand je vous prends un projet comme celui financé par la fédération genevoise de coopération la FGC. Donc dans ce projet, nous avons un programme de trainings à des femmes, qui sont des femmes illettrées, donc elles ne sont pas allées réécrire. Et l'intérêt qu'on a pour nous, c'est de leur faire des cours d'alphabétisation qui vont leur permettre de tenir une comptabilité. Mais vous voyez ces cours de formation pour quelqu'un qui ne sait pas les réécrire, même si c'est à l'angle local, ça te prend moins de trois mois. Mais vous voyez, dans un contexte où le paysan n'a pas pu faire une bonne récolte, vous ne pouvez pas le bloquer pendant trois mois, peut-être chaque matin. Donc on a dit que le principe de nos projets, par exemple de ce projet. Il faut avoir ce projet d'urgence qui va donner de la nourriture à cette personne et l'encourager à rester pour apprendre. Donc, vous voyez que c'est vraiment pertinent.

D'accord.

Vous nous aviez dit lors de notre appel il y a quelques semaines en arrière que vous aviez 8 projets : 5 sur l'agroécologie, 3 sur l'eau comme je viens de dire.

Et ces projets d'urgence, vous en avez combien? Ont-ils un budget équivalent aux deux autres catégories ? Comment est-ce que vous voulez les analyser ?

Donc, on décide de faire des projets d'urgence quand on a déjà des signes de vulnérabilité avancé sur le terrain.

Généralement, ces signes viennent de la campagne hivernale. Après le mois d'octobre, on a les résultats de la campagne hivernale avec les communes, avec les sapeurs pompiers qui ont des chiffres. Et vous trouvez dans certains villages, c'était l'inondation qui n'a pas permis une bonne récolte parce qu'ils sont partis avec toutes les semences. Et dans d'autres villages, c'est l'arrêt des pluies. Et si on ne fait rien, ça va impacter tels ou tels projets. Et ce projet a fini en distribuant des semences à des paysans possèdent du maraîchage. On s'est rendu compte qu'il faut encourager les producteurs à faire du maraîchage. Car le maraîchage te permet de récolter la carotte, les choux et d'avoir plus ou moins un équilibre. Maintenant, ce qui s'est passé, c'est que généralement dans beaucoup de villages, les récoltes qu'ils font leur permettent de faire au moins six mois d'année avant la prochaine campagne. Donc ça veut dire que si on regarde le site, la prochaine campagne va peut-être venir dans trois mois et donc ils vont connaître peut-être trois ou deux mois de situation difficile. On s'est rendu compte que cette année, c'était plus grave dans beaucoup de zones parce que, comme on dit, trois mois après déjà, nous n'avons plus rien à manger.

On a mis en place un projet financé par la ville de Zurich qui fait 100 000 francs. On a fini la distribution des kits alimentaires. Les kits alimentaires aussi n'étaient pas suffisant, donc tu ne peux pas permettre de couvrir quatre communes pour un besoin peut-être de 500 familles, plus que ça. Donc on a vraiment essayé de faire du mieux qu'on peut, avec les personnes les plus vulnérables. On doit aussi dialoguer avec les autorités et les partenariats qui sont dans la zone pour éviter les duplications.

Donc voilà comment on fait pour mieux répartir les fonds qu'on a limité vis-à-vis à des besoins plus importants. Donc par exemple, ce projet que l'on a, c'est de 100 000 francs. Donc ça ne peut pas être comparé aux autres projets qu'on a qui ont peut-être trois ou quatre fois le montant.

Ils ont trois ou quatre fois les 200 000 francs suisses les autres projets, c'est ça que vous dites ?

C'est-à-dire que tu vois un projet eau, c'est un projet qui est orienté sur trois ans avec une moyenne peut-être de 1 million de francs.

Ok ça marche, merci beaucoup. Et justement, pour revenir aux indicateurs économiques, vous disiez que vous évaluez trois catégories de populations, donc des moins vulnérables, les riches, les moins riches aux pauvres, les plus vulnérables. Donc avant le projet, et vous vous dites que l'objectif c'est justement de sortir de l'extrême de pauvreté, les gens qui sont dans la troisième catégorie. Et donc, une fois que vos projets ont été mis en œuvre, comment percevez-vous la prospérité économique de ces communautés ? Est-ce qu'il y a une réelle amélioration sur la pauvreté des populations?

Oui ça c'est vraiment un défi majeur. Parce que je vous donne l'exemple, nous étions dans une situation où, dans certains villages il y a une commune où nous avons un projet d'appui aux semences et on a un projet eau. Dans cette commune, les projets qui ont duré 6-8 ans ont permis de faire augmenter le pouvoir d'achat de la population.

Maintenant, l'effet de cette sanction avec la fermeture de cette frontière a fait que beaucoup de personnes ont perdu leur emploi. Et en même temps, on a l'inflation qui a augmenté. Par exemple, le prix du sac du maïs, le maire de la commune nous dit qu'il est passé à un prix qu'il n'a jamais vu.

Vous voyez, dans des contextes comme ça, tout ce que la personne a eu à épargner, ça va partir. Et ça le ramène dans une situation de fragilité. Donc, malheureusement, c'est ça qu'on vit.

D'accord, donc en gros, pour résumer, suite à l'intervention dans les villages, vous voyez qu'il y a une évolution, le coup d'Etat, fermeture des frontières, blocus économiques, inflation, on en revient à la situation de 8 ans en arrière où les gens étaient plus pauvres ?

Je ne peux pas les généraliser pour beaucoup de personnes, mais quand même une bonne partie de la population se retrouve dans ce contexte.

D'accord.

Est-ce que vous avez des exemples de l'amélioration dans la vie quotidienne des gens qui étaient permis grâce à ce projet, même si vous expliquez là actuellement, on est plutôt dans un retour en arrière ?

Oui, on a l'exemple d'une femme qui n'avait jamais pensé qu'elle allait être productrice. Grâce aux semences de SWISSAID et grâce au coupons qu'on lui a donné pour faire l'achat de terres, elle a réussi.

Vous avez parlé des pommes de terre et tout. Je voulais savoir si vous avez observé des changements aussi dans la biodiversité, dans les communes, sur du moyen terme ?

Dans l'agroécologie, il y a toujours cette approche de permettre d'encourager les paysans à la défense de la biodiversité. La diversité alimentaire, c'est le terme. Et quand tu donnes des coupons qui ont une valeur de 20 CH à un producteur, et tu lui dis d'aller sur un marché que tu as créé, donc la fois, d'aller faire le choix des changements, ce n'est pas la même chose qu'il faut qu'il dise pour envoyer quelqu'un acheter.

Donc, le sens historique que j'ai voulu vous envoyer, c'était bien ça, parce qu'elle, la dame, dit qu'elles n'ont pas la chance de voyager tout le temps. Avec cela, vous créez une condition pour qu'ils aient accès au marché. Cette femme est venue à la foire aux semences organisé par SWISSAID. Elle a commencé à regarder et quelqu'un lui a dit d'essayer de cultiver de la pomme de terre. Cette femme nous a dit que, elle, dans sa vie, elle n'a jamais pensé qu'elle allait être productrice.

Et justement, cet exemple d'une femme qui devient productrice, est-ce que ça se généralise au sein des communautés ou après les trois ans de projet, en général, ils arrivent à trouver une forme d'indépendance économique et d'auto-suffisance alimentaire ?

Oui, je pense que les résultats qu'on a eu sont encourageants. Je ne peux pas peut-être dire indépendance économique, parce qu'ils appartiennent la plupart du temps à des fédérations. Et en moyenne, une fédération dans une commune a entre 2000 à 3000 adhérents. Parce que c'est par exemple 10 villages et dans chaque village, vous avez par exemple 100 personnes. Ou bien 200 personnes par exemple.

Donc c'est comme ça qu'on fait notre mécanisme d'intervention. Et quand tu crées une institution formelle de paysans, tu crées des sites maraîchers et tu imagines la manière dont ils vont se répartir la terre. Je vais vous faire des trainings sur l'alphabétisation. Je vais vous considérer c'est comme ça qu'on fait. Donc, ça veut dire que le soutien qu'on fait, c'est un soutien groupé et ça dépend effectivement à un moment donné du pouvoir d'achat d'une personne qui est mieux que l'autre, mais quand même c'est encourageant.

Donc, par exemple, cette fédération de la FJC, ils ont dit qu'ils ont commencé avec 300 000 francs. Ça fait un an et demi, nous avons fait la réunion avec les partenaires. Et là, maintenant, je ne sais pas, huit ans après l'intervention de SWISSAID, ils ont 23 millions en banque. C'est peut-être à peu près 40 000 CHF qui sont en banque. Récemment, quand vous allez dans les réseaux sociaux, vous allez trouver beaucoup d'articles et des vidéos qu'on a publié.

Maintenant, quand la production dépasse le besoin local et les amène à la capitale à Niamey et on crée un événement pour que la population de Niamey achète. Donc, l'année passée ils ont amené 16 tonnes et comme ils ont vu que ça a été une recette, cette année ils ont amené 35 tonnes.

Vous imaginez dans un quartier local, ça encourage vraiment la pratique de l'agriculture pour ces hommes et ces femmes. Et là le projet a fini, la phase 2, nous sommes dans la phase 3 et on pense qu'il faut surtout miser sur la scène commerciale.

Vous allez voir l'année passée en pareil moment, il y avait cette femme-là, cette histoire de semenciers de prendre les terres de cette femme, c'était sur notre page Facebook. Et justement vous vous dites que globalement vous leur apportez donc une aide pour la création d'une banque de semences, des formations d'alphabétisation, des cours de technique de maraîchage.

Est-ce que vous leur permettez de fabriquer des fertilisants bio-durables et autres produits qui permettent justement sur du long terme d'augmenter la fertilité de leur sol ?

Justement, en fait ce qu'on fait, on a ce qu'on appelle les points focaux agroécologiques, ils sont membres de la fédération, c'est-à-dire ce sont les personnes qui ont beaucoup de connaissances sur l'agriculture. Ces personnes permettent de faire des renforcements des capacités intensives pour qu'elles soient un peu les personnes des références dans leur communauté. Donc dans chaque village nous avons un point focal à agroécologique qui maîtrise toute la technique agricole.

Et là maintenant, avec le feedback de l'équipe genre du siège, ce n'est pas suffisant, il faut prendre la question du genre, donc qu'il est au moins dans un village énorme et une femme. Donc nous sommes en train de corriger sur la cette année.

Parfait. Transition parfaite pour ma prochaine question qui est la gestion de l'eau justement on a lu certains de vos rapports qui disent que dans la gestion de l'eau il y a une intégration importante. Comment expliquer les acquis de la dimension menstruelle, la place de la femme, tout ce qui est hygiène notamment aussi en lien avec le covid. Comment est ce que vous pourriez un peu expliquer la gestion de l'eau et ce que vous avez mis en place par rapport à ça ?

Oui, déjà dans les communes il y a les points focaux au niveau des maires. C'est un organisme local qui vient former les femmes à comment on fabrique les serviettes hygiéniques. En plus de ça, il leur donne tous les matériels y compris les machines à coudre pour les fabriquer de manière artisanale et donc vous avez une sorte de font focale des femmes qui produisent cela et qui sensibilisent les femmes sur ce qui est sûr dans les centres urbains comme par exemple dans les communes on parle des centres urbains parce que c'est le chef-lieu des villages et la commune on a eu récemment des témoins de l'agence de santé qui disent que les maladies ont sensiblement diminuées.

Vous mentionnez que les femmes ont cultivé des pommes de terre et qu'elles sont propriétaires de leurs terres, comme ça fonctionne ?

A la base c'est un site communautaire, donc pour la communauté. Donc c'est comme une sorte de près qu'on a donné un espace qu'on a prêté à la femme. Donc ou bien en tout cas aux membres pour faire la production. Donc et comment ils se sont organisés, c'est que comme moi j'ai peut-être une petite parcelle, donc quand je produis, quand je vais payer une cotisation à la fédération pour rembourser la caisse.

Donc ça crée un système de durabilité puisqu'ils augmentent leur trésorerie. Et en même temps ils ont un minimum de, comment on dit, de pourcentage donc d'augmenter leur capacité économique. Donc voilà comment ça marche. En même temps, on travaille sur la durabilité et de l'autre côté, on travaille sur les enfants de moi et de l'autre, pour voir ce qu'on a fait.

Je vous propose de passer à la deuxième partie qui concerne plus les aspects sociaux et comment fonctionnent les interactions avec les locaux. Comment est-ce que vous impliquez l'ensemble des communautés dans les processus décisionnels d'un projet ? Et si ce n'est pas toutes les populations, ce qui est tout à fait compréhensible, est-ce que vous dialoguez surtout avec des chefs de village, des maires, comment ça fonctionne ?

Oui, je vous ai parlé tout à l'heure de l'approche HEA - Household economy survey". Donc vous voyez quand on veut, par exemple, donner une aide dans un village, comment ça marche, ce qu'on vient dans ce village d'abord au niveau de la commune. On informe la commune que nous avons le droit. projet d'urgence et la collaboration avec la commune est essentielle. Et je vous ai parlé par exemple de la coordination des activités. C'est la commune qui nous dit ça. Et donc on fait un workshop avec la commune, mais aussi avec les sapeurs pompiers, avec les autorités, les services technologiques qui sont dans la zone, et le préfet pour formaliser cela.

Donc avoir une approche participative avec les autorités où on s'entend sur ça que voici les villages sur lesquels on va intervenir. Et maintenant quand on va dans les villages, on fait

une assemblée générale qui invite tous les membres, les chefs des villages, tous les responsables.

Nos équipes font un PV qui est signé par les différents responsables et on met en place un comité de plainte. Le rôle du comité de plainte maintenant, c'est d'assurer qu'il y a une certaine justice qui est faite dans tous les processus. Et ils sont, comment on dit, il y a un processus formel qui leur dit s'il y a un problème, donc c'est le chef du village qui le réveille, s'il y a un problème, le chef du village ne peut pas régler, ça va au niveau du maire. Le système de redevabilité est important, et si on le rate, ça peut créer des problèmes, ceci.

Ok, bien merci, c'était très clair. Dans la réunion où vous apportez ça, comment vous gérez l'inégalité entre les hommes et les femmes, entre ces communautés ? Quand vous dites que vous faites une assemblée générale avec tout le monde, tous les citoyens dans les villages, j'imagine que globalement les chefs de famille qui sont dans les hommes et qui ont du temps libre et qui ont moins la charge familiale peuvent se rendre assis âgés et échanger, et les femmes sont peut-être implicitement mises de côté, comment ça fonctionne ?

Est-ce que vous avez une approche un peu inclusive pour essayer de régler ces difficultés ?

Justement, les assemblées générales prennent en compte les femmes, et au-delà de ça, dans cette existence, j'ai oublié de vous mentionner que nos équipes ne se limitent pas à ces données. Ils font une sélection pour qu'on choisisse dix maisons sur les cent qu'on va visiter pour confirmer ce qui est accueilli. Donc ça permet d'en garantir un certain nombre. Aussi dans nos engagements, dans le projet, on a toujours une exigence de considérer un minimum de pourcentage qui inclut des femmes. Par exemple, ça fait un mois que nous étions à cette activité de distribution des kits alimentaires. C'est le chef de la police qui était là, en tant que juste quelqu'un qui assure un peu la conformité, qui regarde de cela. Là, il dit, mais vraiment, on n'a même pas besoin de vérifier, ça se voit vraiment que ce sont des personnes vulnérables qui décident. Parce que, par exemple, il y a des femmes qui sont 20, en partie, ce sont elles qui sont majorités aux bénéficiaires. Donc, il y a vraiment un dispositif qui est là, et nous avons une responsabilité qui veille assurer.

Parfait, parfait. Et justement, vous avez détaillé les différentes étapes de prise de décision pour remettre en place le projet. Est-ce qu'il y a une grosse adaptation entre votre idée de départ et une fois que le projet a été discuté avec tout le monde ? Est-ce qu'il y a vraiment des gros changements en fonction des souhaits, des besoins, des populations, en fonction des aléas climatiques, peut-être qu'en un moment où vous arrivez avec un projet, ça arrive après une sécheresse qui n'a pas été anticipée, alors les gens ont une urgence que vous n'avez pas forcément imaginée ? Comment ça se passe entre votre idée et le projet qui est lancé après discussion ?

Oui, il y a des moments où on a de grosses adaptations. Par exemple, l'année dernière, nous avons eu un projet de sécurité alimentaire dans la commune du Qiché. C'est un site de 13 Ha qui marche très bien. Il y a presque une centaine de producteurs qui sont dans la zone. Au départ de ce projet, nous avons prévu juste un soutien de drainage et de semence pour ces producteurs de la zone. Maintenant, malheureusement, après 2 ans, à l'aide de la fin du projet, tout le système hydraulique de commandes du site maraîcher est tombé en panne, on ne pouvait pas atteindre les objectifs d'une production qu'on se donnait si on laissait en l'état. Nous avons demandé des frais additionnels, presque 150 000 CHF, qui nous ont permis de réhabiliter et de réparer le système de production au niveau de ce projet. C'est un exemple. Nous avons un autre projet qui a une sous-composante radio communautaire à côté avec des données climatiques, avec une petite station météorologique qui donne les données climatiques. Mais cette radio est tombée en panne. Il a fallu faire les réparations. Donc il y a toujours des situations qui font qu'il faut toujours des ajustements.

Comment SWISSAID peut renforcer son efficacité ?

Est-ce que votre objectif sur les prochaines années, c'est de renforcer les actions de plaidoyer, c'est de renforcer cette fameuse plateforme qui connecte les paysans.

Quelles sont les grandes lignes d'amélioration que vous avez dessinées ?

Le 1er défi est que les appuis de SWISSAID soient basés sur le besoin complet d'une communauté. Donc par exemple, on a introduit un nouveau concept aussi de localisation au niveau du siège qui nous renforce à permettre aux communautés de prendre complètement de leur donner l'espace total qui prenne en charge la question de leur autonomie. Deuxièmement, nous avons quand même doublé l'enveloppe, il ne faut pas l'oublier, l'enveloppe financière de SWISSAID ces trois dernières années. Le budget annuel était à peu près autour de 1,5 million, moins de 2 millions. L'année passée, c'était jusqu'à 4,2 millions et cette année c'est 3,5 millions. Donc nous avons vraiment augmenté le financement sur le Niger.

Nous avons augmenté le personnel du BuCo à 33 personnes. Nous étions à peu près 23, 22, 23, nous sommes maintenant 33.

D'accord. Et justement, j'avais une question parce que dans vos rapports, il y a une forme d'organigramme de votre bureau et il y a marqué « Facilitateur ». Je me demandais quel est le rôle de ces gens?

Oui, c'était les personnes qui sont en contact avec la communauté, tu vois, qui font les trainings sur l'agroécologie, qui conseillent la gestion de l'organisation.

En 2021, ces facilitateurs étaient basés dans les communes, dans les villages où ces fédérations existaient. Donc en 2022, nous avons ouvert une base à Dosso et on les a

ramenés à la base pour dire que vous ne restez pas, parce que votre présence là-bas et toute la communauté venaient au niveau des bureaux et vous partiez sur des missions d'appui. Donc on a vraiment changé un peu le rôle de ces facilitateurs pour qu'ils fassent deux jours de mission, puis des recommandations et un mois après, bref, bref. Donc là, maintenant, dans mes discussions avec le siège, je peux intégrer ce concept de localisation et prendre en compte les défis sécuritaires.

Peut-être que ces titres de facilitateur vont disparaître pour avoir des projets assistants, que ce soit des personnes qui sont à un niveau plus senior et qui vont plutôt laisser la communauté décider d'elle-même.

Et donc ce facilitateur que nous avons, on va être plutôt des personnes dans les communautés, par exemple, je voulais parler du point focal agro-écologique, donc que ce soit vraiment au niveau de la communauté qui vont le faire.

Un autre mécanisme, un exemple qu'on est en train de faire dans le cadre de notre projet de l'AFD. On a recruté maintenant un comptable pour SWISSAID, mais aussi un comptable pour la fédération, qui est payé par la fédération et on les soutient. Donc vous voyez, on est en train de tourner pour permettre un dispositif de développement local qui doit fonctionner sans SWISSAID.

Parfait, merci beaucoup. Est-ce que vous êtes disponible pour une ultime question ?

Ok, allez -y.

Ok, merci beaucoup, c'est très sympa.

On a parlé de la préparation des projets, de sa mise en place, des partenariats, donc on en arrive un peu à l'évaluation qui est un peu le cœur de notre travail. Comment se passe-t-elle ? Comment est-ce que les employés ont accès à l'évaluation de leur travail ? Comment sont-elles reçues ? Globalement, comment ça marche ?

L'année passée, on a fait neuf évaluations.

Il y en a tellement, et par exemple maintenant il y a une évaluation aussi de CCL. C'est le Conseil Consultatif local de SWISSAID, qui est en fait une institution stratégique qui soutient les bureaux de SWISSAID sur nos rapports annuels, par exemple quand on les prépare, donc ils les commentent, ils font des commentaires, ils font des critiques, ils font des recommandations.

Le CCL est un organe qui est composé d'experts nationaux, du Niger, qui ont fait leurs bureaux dans beaucoup de domaines, vous avez des juristes, vous avez des agronomes, etc.

Donc, pour le moment, si on me demande, je ne suis pas trop satisfait de l'expertise qu'on a du point de vue évaluation, mais on a beaucoup d'éléments qui sont encourageants sur ces angles, et d'autres éléments qui ne sont pas trop encourageants.

Parce que, par exemple, après, je ne sais pas, cinq ans, on n'a toujours pas une communauté forte et résiliente. Donc, les évaluations qu'on fait vraiment ont ce caractère à l'interne, sur ce qu'on doit faire, ce qu'on doit améliorer, mais aussi sur le terrain, et sur le terrain aussi, certaines choses qui viennent, par exemple, c'est que vous avez même la perception, parfois, des communautés, des projets de manière générale. Certains sont bien perçus, d'autres moins.

Il y a l'augmentation aussi de la population qui fait qu'il faut un investissement plus important par rapport à l'augmentation de la démographie. Donc ça, c'est un défi. Quand vous avez un père de famille qui avait un champ et est arrivé à nourrir une famille de quatre personnes, les cinq ans après, ils se retrouvent avec d'autres enfants qui viennent d'augmenter et peut-être même des réfugiés de déplacer interne.

Parfait. Merci beaucoup, Rabilou, pour ces éclaircissements et ces précisions et tous ces exemples qui illustrent très bien votre pensée et qui nous permettent à nous de mieux comprendre comment vous travaillez. Merci infiniment d'avoir pris une heure pour répondre à notre question. Est-ce que vous pensez que Peter serait disponible ces prochains jours pour qu'on fasse la même chose avec lui ?

Peut-être que la semaine prochaine ça peut être possible.

D'accord. Parfait. Merci beaucoup.

Vous m'avez envoyé pour interviewer des bénéficiaires, vous savez c'est un peu difficile. Un bénéficiaire est au fond d'un village, parfois ils n'ont pas même la ligne téléphonique. Donc je suis en train de penser à comment régler ça, ça va être difficile.

Ok, oui, ce serait pas mal si on pouvait être en communication avec certaines personnes. Et même des maires ou des chefs de village, ils n'ont pas d'accès internet ?

Il y a beaucoup qui n'ont même pas le téléphone.

Ok. Merci beaucoup.

Merci. Au revoir.

Transcription Interview Ousmane Dambadji - 3 mai 2024

Par rapport au contexte et à vos projets actuels, souhaitez-vous commencer par vous présenter, expliquer votre organisation, vos partenaires et votre lien avec SWISSAID ?

Je suis Ousmane Dambadji, président du Réseau des journalistes pour l'oxygène et l'assainissement. Je préside également la plateforme agroécologique Raya Karkara, qui regroupe 28 structures de la société civile, dont des instituts de recherche, des universités, des ONG internationales comme SWISSAID, et des organisations paysannes. Notre plateforme, fondée il y a plus de 10 ans, assure la présidence de cette structure pendant deux ans. Et ça, c'est le titre qui nous mentionne des activités de plaidoyer autour de la promotion de l'agroécologie et également le tout pour lutter efficacement contre la pauvreté.

Nous sommes après, également, de plaider pour la transition agroécologique au Niger, parce que c'est la meilleure façon de garantir une agriculture saine et durable pour le paysan.

Parfait, et donc votre lien avec SWISSAID, c'est donc un partenaire de votre réseau ?

SWISSAID est non seulement un partenaire, mais aussi un membre fondateur de notre plateforme agroécologique. Ils financent nos activités et jouent un rôle crucial dans le développement de l'agroécologie au Niger. Aujourd'hui il ne faut pas se le cacher, si l'agroécologie a vu le jour, c'est grâce à Swissaid qui est le moteur de l'agroécologie originaire. Parce que Swissaid est une réponse à l'agroécologie pour développer des cultures dans les régions où elle vient, des cultures que ce soit familial, que ce soit dans les écoles bleues, que ce soit également les cultures agricoles ou maraîchères. C'est ça qui amène les sujets de chaque année à faire des foires de ces manches ou des foires des produits agricoles. Et cela donne aussi une opportunité de deux côtés, d'abord au paysan, de s'approprier de ces manches de qualité pour les cultures maraîchères et les cultures pluviales mais également à certaines de fois permettre à ceux-là d'exposer effectivement les produits agricoles pour pouvoir les écouler. Au-delà, les sujets créent sur le marché, créent ces circuits de commercialisation pour ces bénéficiaires pour pouvoir bénéficier des produits effectivement des travailleurs. Et donc, si on prend le point de vue de SWISSAID lorsqu'il propose et met en place un projet au Niger, ils veulent leur permettre d'être en mise en réseau, une mise en connexion avec des acteurs de terrain.

Vous apportez une spécialisation sur l'agroécologie et justement, vous leur proposez des missions comme vous avez dit de plaidoyer, etc. Quels supports vous leur apportez ? Et je pose cette question parce que, mercredi, nous avons échangé avec une femme qui travaille pour AgriFocus et donc, j'imagine que vous la connaissez.

Exactement. Par rapport à AgriFocus, nous souhaitons clarifier notre position au sein de cet écosystème. Dans le cadre de la mise en œuvre de projets et programmes avec Swissaid, il est courant de faire appel à des partenaires spécialisés dans divers domaines. Par exemple, AgriFocus se spécialise dans la transformation de produits agricoles et leur vente, tandis que nous, en tant que Raya Karkara, sommes spécialisés dans le domaine de l'agroécologie, notamment dans le domaine du plaidoyer et de la formation. Nous regroupons environ 20 structures, chacune spécialisée dans un domaine précis : production de forage, agroécologie, et bien d'autres. Ce qui fait notre force, c'est cette diversité et complémentarité des compétences. Prenons l'exemple du projet SAIR NAZARI, financé par l'AFD et géré par le consortium SWISSAID CONCERN. Dans ce cadre, nous intervenons pour former les communautés via des champs écoles pour promouvoir l'agroécologie. Nous nous occupons également de la mise en place de biodigesteurs, un élément clé du système agroécologique, et nous travaillons sur tous les aspects liés à la transition agroécologique. Notre mission est d'intégrer les pratiques agroécologiques dans les projets de développement local et de montrer aux autorités l'importance de l'agroécologie pour nourrir les communautés. En résumé, notre rôle est de collaborer avec tous les partenaires impliqués dans ces projets pour promouvoir l'agroécologie et assurer un développement durable et nourricier des communautés.

Et donc l'agroécologie, c'est votre objectif numéro 1. Comment vous le percevez dans une approche de développement durable et justement de développement de la résilience des communautés nigériennes ?

Oui, comme je l'ai dit, promouvoir l'agriculture, en particulier au Sahel où nous sommes, est la meilleure alternative aujourd'hui. Nous disposons de nombreuses ressources naturelles et c'est aussi la meilleure façon d'assurer la durabilité de nos actions. Nous avons prouvé l'efficacité de l'agroécologie et nous travaillons actuellement à convaincre les autorités d'adopter une politique agroécologique dans la Constitution. Nous collaborons avec d'autres partenaires pour que le Niger soit à la pointe de cette démarche.

C'est ainsi que nous avons lancé un projet de transition agroécologique en Afrique de l'Ouest, en partenariat avec trois pays. Financé par Oxfam Allemagne, ce projet de cinq ans se concentre exclusivement sur la transition agroécologique dans la région. Nous menons actuellement un vaste programme et préparons un voyage d'études pour éviter les erreurs du passé. Nous prévoyons d'emmener des acteurs du Niger au Sénégal pour s'inspirer de leur expertise en matière de transition agroécologique et également au Burkina Faso. L'objectif est de comparer nos avancées respectives et d'échanger des pratiques et des idées bénéfiques. Dans le contexte actuel du Sahel, les pays comme le Mali, le Burkina Faso et le Niger partagent les mêmes objectifs et réflexions. Cette coopération peut grandement nous aider. En cette période de transition militaire, cela pourrait influencer les agendas politiques pour intégrer les questions agroécologiques dans les projets de développement du Sahel.

**Est-ce que vous pourriez nous donner quelques détails sur vos missions de plaidoyer ?
Est-ce que vous faites toujours des formations auprès des communautés locales ?
Vous souhaitez influencer les politiques publiques ?**

Évidemment, toutes les activités que nous menons sont en constante évolution. Comme je vous l'ai dit, nous sommes en partenariat avec SWISSAID dans le cadre du projet SAIR NAZARI, financé par l'AFD, depuis deux à trois ans, et nous sommes particulièrement impliqués dans sa mise en œuvre.

Je vous l'ai mentionné au début de l'interview, nous nous occupons de tous les aspects liés à la formation, à la pérennisation des pratiques, et au renforcement des capacités. Si vous le souhaitez, je pourrai vous envoyer, à la fin de l'interview, quelques rapports sur les activités que nous avons menées, pour que vous puissiez les exploiter si nécessaire.

Nous réalisons une chaîne de formations, car, comme vous le savez, le projet de transition agroécologique SAIR NAZARI concerne quatre communes : deux à Coigny et deux à Durandouti.

Mais au-delà de cela, il est important de noter que SWISSAID intègre systématiquement l'agroécologie dans tous ses projets. Ainsi, dans tous les projets où SWISSAID est impliquée, l'agroécologie est mise au centre des actions afin de promouvoir le développement durable et la lutte contre la pauvreté.

Nous sommes un partenaire privilégié de SWISSAID et nous travaillons en étroite collaboration avec eux. C'est grâce à cette coopération que nous avons pu soutenir de nombreux aspects agroécologiques, notamment avec nos membres.

D'accord, merci. Et quels sont les principaux pièges et les défis les plus courants que les organisations avec lesquelles vous travaillez peuvent rencontrer justement dans la mise en place de ces projets d'agroécologie et comment justement éviter ou atténuer ces difficultés ?

Bien sûr, il n'y a pas de grandes difficultés dans les domaines où nous intervenons, notamment grâce à l'aide de SWISSAID. SWISSAID facilite tout d'abord l'accès des communautés à des semences de qualité, ce qui est crucial. Elle les accompagne également dans la commercialisation de leurs produits en les aidant à écouler leur marchandise lors de foires et autres canaux de distribution.

Un autre aspect important est l'accès à l'eau. Dans les zones où l'eau est rare, SWISSAID soutient les communautés car il est impossible de pratiquer l'agroécologie et les cultures maraîchères sans une disponibilité adéquate en eau. Bien que SWISSAID fasse déjà beaucoup, l'accès à l'eau potable reste un défi majeur dans notre pays, où cette ressource est précieuse. Par conséquent, le premier défi à relever est de renforcer l'accès à l'eau pour accroître la production agro-sylvo-pastorale en lien avec l'agroécologie.

Le deuxième défi concerne la création et le renforcement des circuits de commercialisation des produits. Une fois que nous disposons de l'eau et que la production agricole est assurée,

il faut également créer des circuits de distribution efficaces. Au-delà du marché local, il est essentiel de viser un marché international. Nous partageons environ 1500 km de frontières avec le Nigeria, et nos produits pourraient être exportés là-bas. Nous avons aussi des débouchés vers le Burkina Faso, le Mali et d'autres pays. En travaillant sur ces circuits, nos agriculteurs pourraient bénéficier largement de ce qu'ils produisent.

Le troisième défi est lié au changement climatique. Tout le monde sait que le changement climatique est une réalité aux conséquences néfastes, notamment pour l'agriculture, qui est la première activité touchée. Il est donc crucial de réfléchir ensemble à des solutions pour faire face à ces défis. SWISSAID a déjà mis en place des dispositifs au niveau villageois qui permettent aux agriculteurs d'obtenir des informations climatiques en temps réel, telles que les prévisions saisonnières. Cela aide les paysans à optimiser leur activité agricole.

Pour revenir au deuxième défi, il est crucial de développer des circuits de vente vers l'international. En plus de répondre à la consommation interne, il faut que nos produits puissent être exportés, ce qui permettrait aux agriculteurs de tirer pleinement profit de leurs récoltes.

Pensez-vous que les projets de SWISSAID ont des effets à long terme pour rendre les communautés économiquement indépendantes et autosuffisantes ?

Les projets de SWISSAID ont eu des effets positifs à long terme, mais le coup d'État et la crise économique ont ralenti les progrès. Néanmoins, SWISSAID continue de renforcer la résilience des communautés dans leurs zones d'intervention.

Là, actuellement, sur des projets de la taille que vous avez fait, il y a une commercialisation qui se fait déjà à l'étranger ou c'est globalement une commercialisation nationale ?

Et aussi, une autre question, pourquoi il y a un réel objectif de vendre à l'étranger, est-ce qu'il y a trop de stocks pour diffuser ça seulement à l'échelle du pays, ou alors est-ce que la monnaie est plus forte et donc il y a un intérêt économique supérieur de vendre directement à l'international ?

Quels sont les éléments déclencheurs de cette volonté justement d'exporter ?

Oui, ça c'est en terme de défi. J'ai dit, le défi est d'accroître davantage la production agricole. Si la production agricole est accrue, naturellement, il va falloir créer des circuits de commercialisation qui dépassent les consommations locales. Mais présentement là où je vous parle, la consommation est nationale. C'est pour ça que SWISSAID est en train de programmer des voyages d'études entre paysans dans les zones similaires où il y a la production à rendement élevé. Par exemple, il y a eu des voyages d'études inter-communes qui permettent naturellement aux autres communes de voir comment est-ce qu'on peut accroître la production agricole tout en suivant l'hydrogéologie.

Donc je m'inscris à la logique où nous donnons l'assistance à cette communauté. Nous donnons tout ce qu'il faut à ce comité et qu'il produise beaucoup qui dépasse la consommation locale parce qu'en termes de projets, nous voyons cela à l'international. À l'international, c'est pour briser d'abord le produit sur le plan international et également avoir beaucoup plus de ressources rentables pour le producteur qui a mis beaucoup de moyens, qui a mis son temps pour faire la production agricole.

Donc c'est également pour rentabiliser le secteur et permettre aux gens de respecter le secteur parce qu'aujourd'hui, il faut qu'on comprenne que jusque-là, les gens ont une mauvaise perception de qui est agriculteur, qui est éleveur. Dès qu'on dit que les gars sont agriculteurs, on pense qu'il a échoué. On pense aujourd'hui que c'est un secteur où ceux qui ont échoué vont. Alors que ce n'est pas cela, il faut qu'on fasse changer le paradigme pour que les gens sachent que l'agriculture, tout le monde doit s'investir si nous pouvons également nourrir la planète et surtout suffir à l'alimentation. C'est tout le Niger qui est un pays connu. Chaque deux ans ou chaque quatre ans, vous le savez très bien, vous avez appris des sécheresses et puis des crises alimentaires très aiguës. Donc je pense qu'à travers ce que nous sommes en train de faire sur le terrain, on va mobiliser des jeunes investisseurs dans le secteur et ça va permettre au pays d'avoir une souveraineté alimentaire d'ici quelques années.

Merci beaucoup pour revenir une fois de plus sur le deuxième défi et justement la volonté d'exporter à l'étranger. Est-ce un objectif final ou est-ce que c'est quand même réalisable sur du court terme en quelques années ?

C'est réalisable si et seulement si nous arrivons à intégrer l'agroécologie dans tous les projets de développement. Nous arriverons à amener l'Etat, à inscrire la transition agroécologique dans la constitution. Nous arrivons à aider le comité à avoir naturellement tout ce qu'il faut pour accroître la production agricole à outrance, c'est-à-dire que je vous ai parlé des questions de l'eau, on ne peut pas évidemment accroître la production agricole tant qu'il n'y a pas d'eau.

Mais là comment nous allons chercher à régler la question de l'eau pour que le pays en plus accroît les productions. Nous allons régler la question des semences également de qualité. Là, la question est réglée avec SWISSAID, en tout cas quoi qu'on dise, les communautés ont droit à des semences de qualité, là SWISSAID est partie elle-même avec des banques de semences dans les villages.

Il y a beaucoup d'initiatives qui sont possibles à développer et qui permettent évidemment à ces communautés d'être résilientes sur le plan agricole et sur le plan alimentaire. Et également, le travail qu'il faut maintenant, comme je l'ai dit, c'est des défis, des défis liés à l'accès à l'eau potable et les défis au niveau des autorités, de mettre ça à grande échelle pour que ce soit une loi ou une politique nationale, pour que dans tout le pays, les communautés puissent, en tout cas, accroître l'agriculture ou s'intéresser aux questions agro-écologiques, avec également la production que nous sommes en train de faire avec Swissaid, des engrais,

comme on appelle ça, de pesticides locales, pas importés que tout ce qui est également production de composte local pour accroître également l'agriculture.

Alors tout à l'heure, on a eu la chance d'échanger avec Rabilou de Swissaid, que vous connaissez probablement aussi, et qui nous disait qu'avec le coup d'état et la crise économique, malheureusement, il y avait une vague de pauvreté de la population, et que malheureusement, des projets qui s'étaient mis en place plusieurs années auparavant, qui avaient abouti à des résultats concrets, qui avaient permis justement à un certain nombre de la population, enfin en tout cas éviter de sortir de leur statut d'extrême pauvreté, et bien à la suite du coup d'Etat tout était revenu en arrière et il y avait eu des grosses difficultés. Et donc ça débâche sur la question de est ce que vous pensez que les projets de SWISSAID ont des effets sur le long terme qui permettent justement à ces communautés de devenir indépendantes économiquement et autosuffisantes ?

Sur le Niger, c'est qui est dit c'est catastrophique même pour le question de développement. Parce que comme vous le savez depuis l'indépendance depuis 60 années, le Niger comme beaucoup d'autres pays de la région est financé par l'APD.

À plus forte raison, aujourd'hui on a perdu une grande partie de ses financements émanant de l'AFD, de l'UE, etc. En décembre 2023, il y a plus de 134 ONG internationales qui avaient fermées, selon les chiffres des associations des ONG humanitaires. Alors, 134 ONG fermées, il faut voir le budget qui s'est rangé là injecté dans le projet de développement. Il faut voir en termes de personnel, et aujourd'hui, ça continue, chaque jour que Dieu fait, chaque mois, il y a des ONG qui ferment. Et quand vous faites la sommation de tous les projets et développement ONG, 90% sont européens, 10% sont l'AFD.

Alors, comment pensez-vous pensez dans un pays où toutes les aides publiques au développement, l'éducation, la santé, l'élevage, que ça continue à fonctionner normalement. Maintenant, heureusement, dans les zones d'intervention de SWISSAID, les recrutés ne sont pas arrêtés, comme votre ONG, SWISSAID mobilise d'autant plus de ressources pour également d'abord renforcer la résilience dans ses zones d'intervention, mais accroître ou faire des extensions à d'autres localités pour également diminuer les risques des pauvretés dans le pays. En faisant cela, SWISSAID en tout cas aura fait beaucoup pour aider le gouvernement à réussir ce type de public, c'est sa question.

Aujourd'hui, il faut éduquer, il n'y a pas plus que deux ONG, il n'y en a même pas comme SWISSAID. Aujourd'hui au pays. C'est seulement qui est en train de faire ces activités, la plupart des ONG ont fermé. Et ça nous mison beaucoup sur SWISSAID et c'est ça qui fait que SWISSAID aujourd'hui se positionne en tête des listes des ONG internationales dans les questions de développement. SWISSAID aujourd'hui est connue, elle est respectée, elle est aimée par les autorités. On ne fait rien sans appeler SWISSAID et c'est elle aujourd'hui qui domine le terrain en termes de questions de développement visibles, calculables et en tout cas avec les impacts réels sur le terrain.

Il faut surtout vous dire si je me trompe mais remercier la Suisse de ne pas avoir empêché leurs ONG justement d'aller sur le terrain parce que j'imagine qu'une grande partie des ONG françaises aimerait vivement rester et continuer leur travail. En tout cas, là, nous mentionnons vraiment la Suisse et les peuples suisses pour cette confiance et pour cette contribution énorme. Aujourd'hui, tout le monde reconnaît la contribution énorme de la Suisse grâce à la question du développement.

Ça, c'est quelque chose de très important et nous le mentionnons en tant que partenaire.

D'accord, très bien. On a eu un échange avec un ancien ambassadeur qui nous disait qu'il fallait imaginer que dans les prochains mois au Niger, il y allait avoir des élections pour stabiliser politiquement les choses et qu'à terme, ça allait probablement permettre le retour progressif de l'aide et des ONG.

Est-ce que là-dessus, vous êtes optimiste parce que vous dites que là, globalement, il n'y a plus personne. Il y a quelques grandes ONG telles que SWISSAID, mais c'est un tableau assez sombre. Vous avez une projection optimiste sur la suite à court terme ?

À court terme, non, parce qu'il n'y a aucun calendrier d'élection. Si aujourd'hui, après neuf mois de transition, on n'a pas un calendrier clair pour les élections, c'est donc très compliqué. Et déjà, même les autorités, les militaires ont annoncé trois ans d'emblée. Ils ont annoncé trois ans et rien aujourd'hui ne se décide. Il n'y a pas de calendrier. On ne sait pas où est-ce qu'on va. C'est difficile pour le partenaire de revenir dans ce contexte. Mais quand ils décident de donner un calendrier clair, là ça peut amener les retours progressifs des partenaires. Mais donc c'est pas que je ne peux pas m'expliquer par rapport à cette question. Parce que nous sommes dans un tableau sombre, comme tu l'as dit, il n'y a rien. On navigue à vue, on regarde les choses à l'aide d'elle-même. Et c'est très compliqué.

Alors on va passer dans la deuxième partie de nos questions qui concerne l'impact de vos projets, même si globalement toutes les thématiques se recoupent un petit peu. Nous, à la suite de quelques entretiens, une pensée qui était partagée par nos différents interlocuteurs, c'était qu'en formant depuis quelques années les communautés sur les pratiques d'agroécologie, ils avaient petit à petit acquis des techniques de culture, de différents légumes, différents produits, ça les avait quand même permis de gagner en indépendance, et qu'à la suite du coup d'État, au moment où la situation était déjà critique, et qu'il y a eu une crise économique qui s'est rajoutée à ça, les spécialistes ont trouvé que la population avait quand même fait preuve de résilience et que ça montrait chez elle une forme de grande adaptabilité à la fois aux aléas politiques, aux aléas climatiques, etc.

Et naturellement, ils n'avaient pas trop le choix, justement, de s'adapter pour continuer à avancer, mais qu'il y avait une forme de résilience. L'impact des ONG et la formation qu'ils avaient fait, les projets qui ont été mis en place depuis plusieurs

années ont vraiment permis, selon eux, de former ces populations à plus de résilience, à plus de réactions et plus d'indépendance à la suite des grands chocs. Qu'est-ce que vous en pensez ? Même si leur situation, même si la pauvreté est revenue, ils trouvaient qu'il y avait quand même une réactivité qui s'était améliorée.

Non nettement amélioré, parce que le plus grand héritage qu'on peut laisser à quelqu'un, c'est la formation. Et aujourd'hui, toutes ces communautés, comme vous l'avez dit, sont très bien formées.

Elles savent comment produire une alimentation saine. Elles ont déjà les techniques pour faire de l'agriculture. Elles ont les techniques pour faire à tous ceux qui concernent l'agriculture de ma recherche ou aux privés.

Donc, les acquis sont là. Donc, ça fait reculer aujourd'hui la pauvreté.

Mais, la question que nous nous posons tous est comment garder ces statuts de résilience ? Une manière durable. Aujourd'hui, ils sont résilients. Est-ce que demain, ils le seront ? Maintenant, comment faire pour que le statut de résilience soit permanent et soit durable ? C'est ça la question.

Est-ce que, dans ce contexte, on peut dire que la résilience va être de mise ? Est-ce qu'elle va être continue ? Est-ce que c'est la permanence ? Aujourd'hui, elle est là. Mais est-ce que demain, c'est des réflexions que nous allons faire ensemble pour voir comment est-ce que ces communautés peuvent garder ces statuts de résilience à jamais, comme vous l'avez dit.

Justement, qu'est-ce que vous en pensez ?

Je n'ai rien pensé du tout, parce que, comme je vous ai dit, il faut continuer à faire certaines choses en fonction du contexte. On n'a pas de question d'eau. S'il n'y a pas beaucoup de partenaires qui vont forer, qui vont faire du forage ou depuis pour le comité, donc la résilience, elle va être limitée. Parce qu'il faut de l'eau pour faire de l'agriculture. Si ces communautés n'ont pas assez de moyens pour elles-mêmes faire un forage à 80 millions, 50 millions, 20 millions, c'est un problème. Si les communautés n'ont pas elles-mêmes la possibilité de créer ces circuits pour vendre les produits, il y a un problème. Si ces communautés ne peuvent pas travailler dans la sécurité, parce que aujourd'hui nous avons le terrorisme qui menace à certains zones du Niger. Alors si on n'est pas bien protégé, on n'est pas sécurisé, on ne pourrait pas exercer son activité agricole. Donc c'est tous ces aspects que nous mettons sous balance pour voir comment est-ce que nous pouvons assurer la durabilité de la résilience de nos communautés.

Très bien. Il y avait aussi un aspect que Rabilou a soulevé qui est très intéressant, c'est qu'il y a une telle évolution, notamment démographique de la société, un tel réchauffement climatique et des aléas qui sont difficiles à anticiper, que des projets qui ont été mis en place quelques années en arrière prenant en compte des facteurs démographiques, des facteurs météorologiques précis. Mais que en fait on se rend

compte que l'échelle des enjeux, l'échelle de la population a totalement changé en 10 ans, donc le projet mis en place 10 ans en arrière est devenu obsolète, parce que les besoins en nourriture et en eau d'une population donnée ont doublé à cause de ces différents enjeux-là.

Oui, c'est vraiment réel l'aspect démographique, c'est une réalité, mais je le vois d'une manière négative quand nous n'avons pas de politiques publiques qui suivent. Tous les problèmes ne sont pas des questions de démographie. La question de démographie, c'est une question de politique publique. Sept enfants par femme, ce qui est trop, mais il faut, comme on ne veut pas l'empêcher, c'est que tu rêves. Maintenant, comment est-ce que nous pouvons capitaliser cela, rendre cela positif ? C'est ça la question ? C'est ça la question ? Si on peut accomplir un fait pendant des années, nous cherchons à faire un frein à la croissance démographique, ça n'a pas eu lieu, des projets ont échoué, mais comment est-ce que maintenant, changer de physique et de forme, pour capitaliser, pour rendre cela positif ? C'est-à-dire avoir de bonnes politiques publiques, c'est-à-dire rendre l'emploi pour tout le monde, et à quoi être à manger pour tout le monde ? Si vous êtes nombreux et que vous ne produisez pas beaucoup à manger, ça c'est un problème. Mais si vous êtes nombreux et que vous êtes conscient de votre nombre, vous travaillez pour à quoi être à manger pour tout le monde, là c'est bien. S'il y a une politique de l'emploi, le jeune n'a pas d'emploi. C'est pour ça que je dis qu'il va falloir que nous travaillions pour comment amener le jeune à s'intéresser à l'agriculture. Comment faire de l'agriculture des véritables entreprises, des véritables entreprises de développement. Amener le jeune à s'intéresser, même les entreprises publiques privées, les bonnes volontés qui ont le moyen de s'intéresser à l'agriculture. Si aujourd'hui un paysan peut prendre un lopin de terre, on peut demander à une entreprise ou un homme d'affaire de faire autant avec des hectares pour pouvoir engager des jeunes, à combattre beaucoup plus et à nourrir la population. Donc c'est en ce sens qu'ils sont en train de travailler, comme j'ai dit que l'agriculture est considérée comme une activité paysanne ou une activité des gens qui n'ont pas réussi ou qui n'ont pas de diplôme.

Aujourd'hui nous voulons faire comprendre au monde que l'agriculture c'est une activité de tout le monde, c'est la meilleure activité même où on ne perd pas. Aujourd'hui vous investissez dans l'agriculture, vous rentabilisez votre capital, vous créez de l'emploi et vous aidez également la communauté. Donc c'est ça que nous sommes en train de faire : ce lien entre l'agriculture, l'énergie, l'éducation et d'une manière globale de développement.

Très bien.

J'ai écouté dans une émission radiophonique récemment que dans les régions du sud il y avait un problème, il y a la démographie c'est que les communautés venaient à manquer de terre, que l'objectif comme vous vous dites c'était qu'il y avait des politiques pour en gros assigner des lopins de terre en fonction de famille, de village etc.

Une forme de division équitable pour donner la chance aux agriculteurs qui veulent se lancer d'en avoir la possibilité, mais qu'ils manquaient de terre fertile à la difficulté du climat. Qu'est ce que vous en pensez ?

Non, ça c'est des histoires. C'est des histoires, c'est des gens qui veulent avoir des idées de projets, parce que vous savez que le Niger est devenu comme une poubelle de projets qui sont inefficaces. Les gens sont fondés sur un chemin d'argent, et ils font ce qu'ils veulent dans le pays en voie de développement qui c'est des projets. Je n'ai pas compris un pays qui a 1 207 000 km². C'est particulièrement impossible, nous occupons même les 5% de ce pays-là. Donc nous avons des terres partout. Nous avons, il suffit de mettre de gros moyens, d'abord de faire des recherches scientifiques, c'est comment rendre nos terres vertes, c'est comment travailler. Ce n'est pas question de terres, les terres sont là. Nous avons des terres vertes partout. Nous avons de l'eau sous le sol. Nous avons beaucoup de richesses. On a beaucoup de choses à faire.

C'est la question de la programmation. Et on envoie le jeune étudiant étudier l'agriculture, étudier le sol, étudier beaucoup de choses. Et on aura gagné, si on a l'intelligence, pour développer notre terre. Donc vraiment, nous ne sommes pas pauvres, mais nous sommes pauvres en termes d'éducation. On ne fait pas de recherche scientifique. On ne réunit pas nos étudiants vers des études qui sont porteuses. On est tout le temps là, dès que la personne va au bac, c'est fini ou au BTS. Nous avons un taux élevé d'analphabètes. C'est ça qui nous tue. Ce n'est pas le terre, ce n'est pas les potentialités. Nous sommes un pays producteur de pétrole. Nous sommes un pays producteur d'uranium. Nous sommes un pays producteur d'or. Mais jusque-là, on n'a pas d'universités ou écoles spécialisées ou de gens qui forment des pétroliers, qui forment des miniers. Ça manque de vision. Quand on mettra l'accent sur les pétroles, les études approfondies sur l'agriculture et l'élevage, on aura un pôle des experts nigériens qui seront capables de produire des chances ou de faire des expertises pour développer d'autres potentiels pour qu'ils ne puissent développer le pays. Mais tant qu'on ne s'inverse pas de la recherche scientifique, on ne pourra pas développer le pays. Et donc, pour les principaux obstacles à l'heure actuelle, à l'élection plus large de l'agroécologie, il y a justement les enjeux liés à la formation et à l'éducation que vous venez de mentionner et qui sont le cheval de bataille, si je puis dire.

Est-ce qu'il y a aussi les personnalités politiques qui ont du mal à accepter un modèle d'agroécologie qui est un peu plus alternatif et local, etc, et qui a du mal à passer dans les esprits ?

Aujourd'hui, c'est bizarre, c'est avec les politiciens que nous avons du problème à aller vers la transition agro-écologique. Mais avec les militaires, ça passe quand même à la poste. Les militaires, le ministre actuel de l'élevage et de l'agriculture, ils aiment tellement la transition agro-écologique pour cela qu'il est tout le temps avec le bureau des sujets, tout le temps il l'appelle : "Monsieur le représentant, qu'est-ce qu'on peut faire ? Dites-moi ce que

j'ai préféré pour vous. Tout le temps, on les rencontre. Il nous dit que sa porte est grandement ouverte. Faites des projets de loi, faites des projets d'arrêt qu'on lui amène si l'agro-écologie va valider”.

Donc, c'est vraiment quelqu'un qui est très disponible en tant que militaire parce que je vous assure qu'il a été déjà ministre de l'Agriculture, il y a dix ans de cela de l'ancien régime. Donc ici, c'est un agriculteur, il nous dit qu'il est ouvert et il est d'accord qu'on arrive à la transition agroécologique. C'est un partenaire stratégique des acteurs, donc on pourra s'appuyer sur lui.

Le seul handicap que je n'ai pas énuméré, c'est la communication. Vous savez, les activités comme celle de l'agroécologie de transition, comme ça c'est un peu un nouveau concept, il va falloir beaucoup, beaucoup, beaucoup communiquer. Il faut beaucoup communiquer pour que les gens comprennent. Si aujourd'hui, beaucoup de gens ont compris l'importance de l'agroécologie de Swissaid, c'est parce que Swissaid nous a formé. Donc, je dit chapeau à Swissaid, c'est un travail important. Et nous allons continuer.

Est-ce que vous pensez que, malgré ça, il y a des manières d'améliorer les partenariats que Swissaid peut avoir avec les organisations pour renforcer son impact ?

Non. L'impact, c'est juste. On en fait. C'est peut-être le financement, mais sinon, tout le réel a créé tous les cadres d'abord de rencontre, parce que souvent, ce n'est pas l'argent. Il faut d'abord avoir le cadre du ministère du Travail. Il a créé tous ses dispositifs avec les partenaires. Nous nous rencontrons tout le temps. Nous discutons des questions de développement. S'il y a une activité, on discute. S'il y a un problème, on discute. Donc, vraiment, il est proche de nous en tant que partenaire et nous sommes fiers de travailler avec SWISSAID aujourd'hui. On n'a aucun problème. Et c'est vraiment, comme des amis, ils sont ouverts si c'est des questions de développement, on travaille ensemble. Donc, peut-être, nous, ce qu'on va souhaiter, c'est que SWISSAID arrive à mobiliser beaucoup plus de bailleurs pour toute la question. Ça, nous allons travailler et nous souhaitons qu'il s'occupe beaucoup plus de bailleurs, beaucoup plus de projets et beaucoup plus de moyens. Pour encore, comme je l'ai dit, je me répète, accroître les zones d'intervention et, comment on appelle ça, renforce également la résidence des communautés dans les zones d'intervention où ils existent.

Sinon, c'est très bien pour l'instant. On n'a aucun problème. Ce n'est pas un problème lié, en tout cas, au financement, au projet, qui peuvent, en tout cas, venir en appui.

Comment est-ce que vous faites les évaluations de vos projets, les projets de Suisse, les vôtres, ce que vous avez en commun ? Globalement, votre témoignage est plutôt positif et il s'inscrit dans une démarche d'évaluation qui est assez courante, qui est régulière, comment ça se passe pour justement analyser tout ça ?

Pour certains projets, il y a un comité de pilotage. Le secrétaire général du ministère de l'agriculture est le président du comité. Et nous avons un système d'évaluation. Nous faisons des missions conjointes sur le terrain. Qui nous permettent effectivement de voir la faille et d'évaluer effectivement tout ce qui a été fait et voir comment est-ce que encore on peut renforcer cela. Nous avons également des réunions périodiques. Et nous appuyons aussi sur l'évaluateur à l'intérieur, que ce soit les évaluateurs de chez nous et de SWISSAID, qui travaillent également ensemble pour nous proposer un modèle, justement, nous, à présent d'avoir fait nos missions de terrain. C'est chaque trimestre. avec tous les partenaires, on regarde ce qui s'est passé, on évalue nous-mêmes les activités et c'est comme ça que nous faisons nos évaluations sur le terrain. Il y a aussi les évaluations externes qui s'y font avec d'autres acteurs qui viennent nous évaluer également pour nous rapporter, également de rapports de l'évaluation.

On a à peu près quatre niveaux d'évaluations qui nous permettent à mon avis de voir clairement la qualité des séquences en train de le produire sur le terrain.

Et justement pour compléter ma question, vous avez donc un lien quand même très courant et plutôt de proximité avec les autorités ?

Oui bien sûr parce que partout vous savez qu'il faut travailler avec les autorités. De transparence et question d'éthique et nous les impliquons dans tout ce qu'ils sont en train de faire. Nous travaillons avec les collectivités territoriales, nous travaillons avec les différents gouvernants, nous travaillons avec les différents préfets, en tout cas tout ce qui est autorité, travaillons avec les ministères.

Mais c'est le premier, le ministère c'est le premier, c'est au niveau du concentré, vous ne travaillez pas avec le ministère, quand vous travaillez avec le ministère au niveau central, mais là le ministère a de l'interjantation au niveau local. Bien sûr, bien sûr. Donc nous travaillons avec les services techniques, c'est avec eux-mêmes souvent qu'ils mettent en œuvre certaines activités, donc ils contribuent, ils ont aussi une part de responsabilité. Donc c'est tout le monde, c'est une chaîne, sinon on ne pourra pas avoir de résultats. C'est une chaîne de personnes qui sont impliquées dans ce processus. Et les autorités locales des zones de transition de SWISSAID font des visites régulièrement.

Il y a deux mois de cela, c'est le gouverneur des Tawa et le gouverneur de Dosso qui sont partis visiter, c'est ce que c'est en train de faire. Il y a quelques mois, c'était le préfet. Donc vous voyez, c'est peut-être et c'est un rapport également pour exploiter, pour voir comment est-ce qu'on travaille face à l'Etat.

Et justement, ce que je trouve curieux, c'est qu'il y a un côté paradoxal dans ce que vous dites par rapport à votre relation avec le gouvernement et les autorités actuelles.

C'est que d'un côté, c'est eux qui ont plongé le pays dans une situation de crise avec le coup, avec le départ de l'aide publique, des ONG, etc. Mais de l'autre, vous travaillez de concert avec eux pour continuer à avancer. C'est pas paradoxal ?

Si vous vous souvenez bien, on a dit que tout ce qui est français, c'est ça que les autorités ont arrêté. Tout ce qui est union européenne et la France. Aujourd'hui, si vous êtes français, vous ne pouvez pas venir au Niger.

On vous refoule à partir de l'aéroport. Mais la Suisse, les Allemands, tout le monde vient. Il faut bien retenir cela. C'est la France et tout ce qui est union européenne en terme clair qui est tout de la France, qui n'est pas la bienvenue au Niger. Les autorités pensent que c'est le dernier rempart. Ils ont chassé tout le monde. Donc ceux qui sont là, qui travaillent bien, il faut les accompagner.

Je comprends, mais vous souteniez les activités justement des ONG européennes et françaises. Et lorsque la junte a pris parti pour soutenir uniquement, les acteurs qui sont non-européens et non-français, vous vous étiez forcément en opposition avec cette décision puisque ça enlève beaucoup de possibilités de développement et d'avoir des fonds, etc. Mais malgré ça, vous allez dans leur sens et vous continuez à suivre le gouvernement là où il accepte d'avancer avec ce pas.

Non, non, non, il faut rectifier. On ne suit pas le gouvernement, mais le gouvernement nous suit parce qu'il connaît ce qu'ils sont en train de faire en termes d'activités. Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui vient vers nous. C'est pas nous même qui allons vers le gouvernement parce que ce qui nous sommes sérieux et ce qui nous sommes en train de faire ça cadre parfaitement avec les orientations stratégiques du gouvernement actuel, l'auto-suffisance alimentaire. Et ce qu'elle fait, c'est pour ça ce qui est aujourd'hui, elle est acceptée et bien vue par les autorités actuelles d'une jamais parce que toutes les politiques qui sont en train de définir, ça va dans le même sens que ce qu'elle est en train de faire pendant des longues années. Donc ce qu'elle est en train de faire, la promotion de l'agriculture, la souveraineté alimentaire. Et c'est ça, le cheval de bataille. Donc du coup, ce n'est pas paradoxal.

Je veux vous donner un exemple qui va vous surprendre. Vous savez, tout est arrêté en termes d'AFD et de l'Europe. Mais SWISSAID a un accord spécial pour s'occuper de Sair Nazari. C'est une situation exceptionnelle qui veut dire que les activités de Swissaid sont en avance sur d'autres partenaires. Donc du coup c'est pour ça aujourd'hui, ce sont les chouchous des autorités et les autorités pensent que ce sont les en train de faire un travail extraordinaire qui fait la soutenance dans cet objectif de renforcer la résidence des communautés.

Super, et bien merci beaucoup. Est-ce que vous pouvez ajouter un dernier point avant de conclure?

Oh non en tout cas j'ai tout dit, c'est un plaisir pour moi en tout cas de discuter avec vous en tant que chercheur, en tant qu' étudiant, ça me permet en tout cas de dire et de voir vous-même les visions claires des ceux qui nous sommes en train de faire. Mais j'aurais voulu quand même que vous fassiez un tour original, voir le visu, ce qui est le travail qu'ils sont en train de faire. Je vis l'interview, vous devez intervenir au comité rural, mais le comité rural souvent ne comprend pas la difficulté du mégère quand je ne dis pas les questions de l'éducation.

Au Burkina, vous pouvez trouver des paysans qui ne parlent pas le français. Donc, du coup, c'est une barrière, c'est un handicap. Mais c'est un plaisir quand même de penser au Niger et de faire comment voir l'expertise du Niger en termes d'agroécologie, en termes de soutien, en tout cas, au développement et en termes d'aide contre la pauvreté.

Super, bon, en tout cas, merci infiniment pour nous avoir accordé du temps. On a vraiment apprécié la précision de vos propos et surtout votre force de persuasion.

Si vous avez des questions aussi, n'hésitez pas à me contacter

Parfait, merci beaucoup et bonne soirée.

Merci, portez-vous bien. Au revoir.

Transcription Interview Amandine Castillo - 6 mai 2024

Qui es-tu et quel est ton rôle au sein de SWISSAID ?

Je m'appelle Amandine Castillo. Je travaille chez SWISSAID depuis 12 ans maintenant. Actuellement, je travaille pour l'équipe de recherche de fonds. Je m'occupe de plusieurs fondations quand on est donateur privé en Suisse romande. Et du coup, c'est vraiment une fonction plutôt on one-to-one avec les donateurs.

Donc, il faut pour lesquels on propose souvent des projets particuliers. Donc, un don, il faut un don pour un projet spécifique. Donc, ça m'amène à connaître certains projets plutôt bien. Quand il s'agit de faire des rapports précis, des propositions de projets précis, etc. Dans ce cadre -là, je propose plusieurs projets au Niger.

Du point de vue du financement, certains projets ont-ils été affectés par le coup d'État ?

Pour l'instant, pas du tout. Il est possible qu'une ou deux personnes posent des questions sur la situation, mais je pense que ce n'est pas un sujet très médiatisé en Suisse. Il y a eu un peu d'attention en juillet, mais depuis, les gens ont peut-être un peu oublié.

En Suisse, nous avons peut-être eu quelques questions, mais je ne pense pas que cela ait eu une influence sur les financements pour l'instant. À un niveau plus local, comme celui du BUCO ou d'autres instances, la situation peut être différente, surtout avec les financements français qui ont été remis en question. Cependant, au niveau des donateurs en Suisse, cela n'a pas encore eu d'impact.

La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, tu as parlé de la deuxième décolonisation et tu as dit que nous devons être prudents à ce sujet. Est-ce que tu pourrais nous en dire plus à ce sujet ?

Je pense que les personnes au Niger sont plus à même de répondre à cette question que moi. J'ai juste l'impression que, lorsque nous parlons avec eux ou que nous observons ce qui se passe sur place, nous n'avons pas forcément la même lecture de la situation. Depuis ici, nous voyons un coup d'État, des militaires au pouvoir, tandis qu'eux perçoivent plutôt cela comme un retour du pouvoir au peuple et une libération de l'influence occidentale, notamment française.

Ils parlent de "deuxième décolonisation," et c'est un aspect à prendre en compte dans notre communication. Nous n'avons pas forcément la même vision des choses. Ils sont dans une dynamique de soutien aux autorités militaires et d'affirmation de la souveraineté du Niger. C'est bien d'avoir de bonnes relations avec eux et de les soutenir dans certains aspects, mais cela peut être perçu différemment ici.

Par exemple, une photo de personnes posant avec les autorités militaires pourrait être mal vue en Suisse. Il est donc crucial de faire attention à notre communication institutionnelle, qui peut varier d'un pays à l'autre. Cela s'applique également à d'autres contextes. Il ne faut jamais oublier que nous avons des personnes sur le terrain, au Niger ou ailleurs, et que notre communication doit être sensible et appropriée des deux côtés.

Tu m'as également dit que l'alphabétisation était très importante pour les projets de SWISSAID. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet et nous expliquer comment SWISSAID apprend aux gens à lire et à écrire ?

Alors, du fait que nous travaillons essentiellement dans des zones rurales où les gens sont moins éduqués, l'analphabétisme est un problème majeur, surtout pour les femmes. Ce manque d'éducation est souvent dû à un manque de moyens des parents pour envoyer leurs enfants à l'école, ou parce que les filles passent beaucoup de temps à chercher de l'eau, ce qui les empêche de suivre une scolarité régulière.

C'est là que l'action de SWISSAID est particulièrement intéressante. En intervenant dans des projets liés à l'eau, nous réduisons le temps que les filles doivent consacrer à cette tâche, leur permettant ainsi de fréquenter l'école. Nous avons plusieurs projets liés à l'eau au Niger, ce qui constitue une première étape essentielle.

Le manque d'éducation a des répercussions sur toute la vie des femmes, des paysans et des petits producteurs. Ne pas savoir lire ou écrire complique leur capacité à se réunir et à s'organiser, par exemple pour créer une association ou gérer ses affaires. Au niveau individuel, ne pas savoir compter peut conduire à des difficultés sur les marchés, comme ne pas connaître les prix ou rendre correctement la monnaie.

Pour ces raisons, presque tous nos projets de production agricole intègrent également des aspects de renforcement des capacités et du leadership, principalement pour les femmes, mais parfois aussi pour les hommes. Cela inclut souvent des cours d'alphabétisation pour adultes, adaptés à leurs horaires et à leurs périodes de moindre activité agricole.

Les cours d'alphabétisation sont généralement réalisés en collaboration avec l'État. Les enseignants, formés et rémunérés par SWISSAID, suivent les standards mis en place par le ministère de l'Éducation. Nous avons également développé nos propres manuels d'éducation, qui abordent des thématiques pertinentes pour la population cible, comme l'accès à l'eau, l'hygiène, la gestion des maladies, ainsi que des notions d'agriculture et d'élevage.

Ces cours apportent un double avantage : ils améliorent les compétences en lecture et en écriture tout en sensibilisant les participants à des sujets importants pour leur quotidien. Selon les besoins, nous utilisons des locaux existants ou aménageons de nouvelles salles de classe pour ces cours.

Et c'est manuel, c'est vous qui l'avez fait ou vous reprenez simplement des manuels qui correspondent à peu près à ce que vous recherchez ?

Il y a eu les deux approches, cela dépend des endroits. À la base, nous utilisons souvent ce qui est déjà mis en place par le gouvernement. Ensuite, pour développer des contenus plus spécifiques, nous collaborons avec des organisations spécialisées. Par exemple, au Tchad, nous avons travaillé avec l'ONG Enfants du Monde, qui est spécialisée dans ce domaine. Au Niger, je crois qu'ils sont en train de développer des ressources plus adaptées à leurs besoins spécifiques.

Quelles sont les mesures à prendre pour s'assurer que les habitants des villages qui ne reçoivent pas de soutien de SWISSAID ne soient pas jaloux ?

Oui, cela dépend des types de projets. Pour certains projets, la question de la sélection des bénéficiaires ne se pose pas vraiment, car nous choisissons et ciblons les villages, et toute la population en bénéficie. Pour d'autres projets, notamment agricoles, nous avons une approche qui implique de travailler étroitement avec les autorités communales et les organisations paysannes existantes dans la commune.

Ainsi, les bénéficiaires sont souvent prédéfinis par leur appartenance à un groupement ou à une fédération agricole. Bien sûr, il faut parfois faire des choix en fonction des besoins sur place. Nous expliquons aussi que certaines personnes, en fonction de leur situation, peuvent être prioritaires.

Nous avons également mis en place un mécanisme de plainte avec un numéro ouvert pour que les gens puissent remonter des informations s'ils estiment ne pas avoir été inclus alors qu'ils auraient dû l'être. Ces dernières années, nous avons mené des projets d'urgence, comme la distribution de nourriture et l'accès à des semences pour replanter. La sélection des ménages dans ces projets s'est faite de manière très transparente, avec des recensements et des listes de bénéficiaires. Si des personnes estimaient être injustement exclues, elles pouvaient faire remonter leurs préoccupations.

Ce mécanisme de plainte est important pour garantir l'équité. Nous reconnaissons qu'il y a toujours des personnes qui voudraient bénéficier du soutien, même si elles sont dans une commune voisine. Cela nous permet aussi de planifier l'extension de nos activités à de nouvelles zones pour de futurs projets, en fonction des besoins identifiés.

Lors de nos précédents entretiens, nous avons souvent vu l'impact du changement climatique sur les projets. SWISSAID a mis en place des programmes d'urgence à cet effet. Quels sont les autres impacts du changement climatique sur les activités générales des ONG ? Est-ce qu'il y a un impact financier ?

De manière générale, on voit qu'avec le changement climatique, on va être probablement amenés à faire plus de projets d'urgence, ce que nous ne faisons pas forcément auparavant.

SWISSAID, active dans neuf pays définis depuis longtemps, n'a pas vocation à intervenir dans des régions de crise pour monter des projets. Cependant, nous répondons aux situations d'urgence spécifiques qui surviennent dans nos zones d'intervention.

Historiquement, ces interventions étaient rares, peut-être une fois tous les cinq ou dix ans. Cependant, depuis 2019-2020, nous avons constaté des urgences chaque année, que ce soit au Nicaragua, à cause de la pandémie de COVID-19, ou en raison des effets du changement climatique. Nous nous attendons à devoir mener plus de projets d'urgence liés à des sécheresses, des inondations en Afrique de l'Est, ou des ouragans en Amérique centrale, notamment au Nicaragua.

Cela influence clairement notre manière de travailler. Nous intégrons désormais l'adaptation au changement climatique dans tous nos projets agricoles, pas seulement dans les situations d'urgence. Cela inclut la diversification des cultures pour rendre les sols plus résistants et l'utilisation de semences adaptées aux conditions climatiques locales. L'objectif est de renforcer systématiquement la résilience des populations.

En termes de recherche de fonds, les projets d'urgence trouvent généralement des financements en Suisse assez rapidement, car les besoins sont évidents. Les projets liés à l'eau, par exemple, sont faciles à financer grâce à leur impact immédiat. Les projets agricoles à plus long terme se financent aussi, bien qu'ils soient parfois plus difficiles à appréhender pour certains donateurs.

Le changement climatique est une préoccupation mondiale, ce qui facilite la recherche de financements pour des projets d'adaptation. Nous devons présenter nos projets sous cet angle pour obtenir des financements. L'année dernière, nous avons lancé des projets d'urgence en réponse à l'inflation et aux problèmes de matières premières causés par la guerre en Ukraine.

En ce qui concerne cette année, la crise économique générée par le coup d'État a aussi un impact. La production agricole a été affectée par la sécheresse, et les prix des denrées alimentaires ont flambé à cause de la dépendance du Niger aux importations et de la demande interne accrue. Nous devons continuer à répondre à ces défis avec des interventions adaptées et efficaces.

Nous avons discuté avec une experte sur l'agroécologie. Elle a expliqué comment les grandes entreprises comme ChinaChem et Monsanto veulent supprimer les efforts en matière d'agroécologie, parce que cela rendrait les pesticides et les OGM obsolètes. Voyez-vous l'impact de ces entreprises dans le financement de SWISSAID ? En particulier celui que vous recevez du gouvernement suisse ?

C'est difficile à dire honnêtement, je ne l'ai jamais vraiment envisagé sous cet angle. Comme je le mentionnais auparavant, un projet agricole est souvent moins facilement finançable qu'un autre type de projet. Il y a d'autres ONG dont les thématiques sont peut-être plus

accessibles et touchent plus la population, comme le droit à l'éducation, les enfants, ou l'accès à l'eau.

Ces sujets tendent à toucher davantage les gens que la simple production agricole. Cela peut avoir une influence sur les financements. Certains peuvent nous considérer comme trop optimistes, pensant que cela pourrait influencer notre capacité à obtenir des fonds.

Cependant, je ne pense pas qu'il soit possible de dire de manière précise que cela a une influence ciblée. En ce qui concerne le financement des projets, nous excluons certaines fondations ou entreprises de notre recherche de fonds à cause de valeurs contraires aux nôtres. Par exemple, à Genève, il y a beaucoup de négociations sur les matières premières, et des entreprises de pétrole ou autres ont des fondations pour soutenir les petits paysans. Nous ne cherchons pas de financement auprès de ces fondations.

Donc, cela dépend de la manière dont on regarde les choses. Et une autre chose à noter est que beaucoup de gens dans le Nord global, ou "Global North" en anglais, ont une perspective différente qui peut influencer leur soutien et leurs dons.

Elle nous a aussi dit que beaucoup de gens dans le Nord global voient l'agroécologie comme un outil de transition pour le Sud global jusqu'à ce qu'ils puissent s'offrir des pesticides coûteux, etc. Est-ce que tu as aussi été confronté à ce stéréotype ?

Je pense que c'est possible. Il y a différents niveaux de connaissance parmi les gens. Certains ont de bonnes connaissances et sont déjà acquis à la cause, engagés dans des associations en Suisse qui défendent la permaculture ou l'agroécologie. J'ai l'impression que le terme "permaculture" est plus populaire et plus facilement compris que "agroécologie".

Certaines personnes sont totalement convaincues par ces pratiques. Ils ont probablement plus de contacts et de connaissances dans ce domaine, donc il m'est difficile de répondre de manière définitive. Il y a aussi des personnes qui pensent qu'on ne peut pas tout résoudre sans intrants chimiques ou pesticides, arguant qu'il y a des infections sur les plantes qui ne peuvent pas être traitées écologiquement.

C'est pourquoi nous misons sur la diversité des cultures et d'autres pratiques. Peut-être que certains pensent qu'il n'y a pas d'autre solution que l'utilisation de produits chimiques, mais cela dépend des perspectives individuelles. Personnellement, je suis peut-être biaisée, car les personnes avec lesquelles je suis en contact sont généralement favorables à l'agroécologie.

Dans le contexte des défis auxquels la région est confrontée (conflits, pauvreté, changement climatique), êtes-vous optimiste quant à la capacité du Niger à lutter contre la pauvreté ?

Je pense que, pour répondre à cette question, il est important de reconnaître que les changements nécessaires sont vastes et complexes, nécessitant des transformations au niveau démocratique, politique et des mentalités. Ces changements prendront des années, voire des décennies.

Le travail de SWISSAID est précieux, mais il est vrai que certaines personnes peuvent lutter pour leurs propres intérêts et ne pas aller dans cette direction. Cela ne signifie pas que nous verrons des résultats rapides. Cependant, il faut bien commencer quelque part et valoriser les progrès, même si d'autres ne tirent pas dans la même direction.

L'objectif est d'essayer d'influencer où nous pouvons, en attirant l'attention et en soutenant des processus structurants et des changements plus profonds. Cela inclut le plaidoyer et les efforts pour changer des lois, ce qui est souvent difficile et prend du temps. Ces projets sont plus compliqués à financer et à communiquer, car ils ne sont pas aussi simples à comprendre que des projets comme creuser un puits.

Les projets de plaidoyer prennent généralement plus de temps à montrer des résultats visibles. En trois ans, nous ne verrons peut-être pas de grands changements politiques, mais à long terme, ces efforts peuvent conduire à des transformations significatives pour la population. Cette partie du travail de SWISSAID est essentielle, même si elle est moins visible.

Est-ce que SWISSAID est la plus grande ONG qui défend l'agroécologie encore présente au Niger ?

C'est une question intéressante. SWISSAID est une fondation suisse nationale, et bien que ce ne soit pas aussi connu que certaines autres ONG, elle joue un rôle crucial, surtout dans certaines régions comme la région de Dessa.

Sur la thématique de l'agroécologie, SWISSAID, en collaboration avec des plateformes comme Rayakarkara, est effectivement pionnière et leader au Niger. Cependant, en ce qui concerne d'autres thématiques, nous ne pouvons pas dire la même chose. L'un des atouts de SWISSAID est son statut de fondation suisse, perçue comme neutre, avec un bureau composé uniquement de personnel local. Cela a permis à SWISSAID de continuer son travail malgré les événements récents.

Contrairement à d'autres organisations, comme l'AFD, qui ont des politiques et des intérêts liés à leur pays d'origine, SWISSAID se concentre sur des problèmes de fond et concrets, sans s'immiscer dans les affaires politiques locales. Notre budget est modeste comparé à celui de l'AFD, mais notre approche est différente.

Malgré le nom SWISSAID, nous restons une fondation distincte de l'aide suisse au développement. Certaines fondations et ONG investissent beaucoup plus au Niger.

Cependant, sur la thématique de l'agroécologie, SWISSAID est clairement en avance comparée à d'autres organisations.

Etant donné le contexte qui vous est plutôt favorable pour avoir justement de l'impact, aimeriez-vous à terme augmenter les fonds pour le Niger et donc du coup avoir plus de projets, travailler dans d'autres régions ?

Chaque année, le budget pour chaque pays dans lequel SWISSAID opère est fixé. Pour le Niger, le budget était autour d'un million, peut-être un million et demi. Cependant, nous réduisons progressivement ce budget, en cherchant de plus en plus de financements locaux. Cela dépend des opportunités de financement dans les pays et également en Suisse, où nous cherchons à obtenir des financements ciblés pour des projets spécifiques.

Il y a dix ou quinze ans, SWISSAID finançait les projets de manière plus centralisée. Les propositions de projets étaient développées sur place, puis approuvées, et la fondation en Suisse fournissait les fonds nécessaires. Une enveloppe budgétaire annuelle était allouée à chaque programme, permettant de démarrer les projets sur le terrain avant même que les fonds ne soient entièrement sécurisés.

Cette méthode fonctionne pour certains projets, mais nous nous adaptons désormais à un environnement où il est crucial d'assurer la qualité des projets et de répondre aux appels à projets de manière stratégique. Répondre à ces appels prend du temps, donc nous devons choisir soigneusement sur quels projets nous nous engageons.

Au Niger, nous avons récemment gagné un projet de l'AFD pour la Grande Muraille Verte, avec un financement conséquent sur trois ans. Toutefois, avec le départ de l'AFD du pays, nous nous posons la question de la continuité du financement de ce projet. Cela amène à d'autres questionnements et défis à relever.

L'idée n'est pas d'augmenter le budget à tout prix, mais de maintenir un équilibre entre la qualité des projets et notre capacité à les gérer efficacement. Nous devons rester flexibles et opportunistes, en cherchant des financements supplémentaires lorsque cela est possible tout en assurant que nos projets restent solides et bénéfiques pour les communautés locales.

Comment SWISSAID pourrait améliorer son efficacité dans la région ?

Nous cherchons toujours à nous améliorer, que ce soit en interne ou par rapport à nos actions externes. En interne, un aspect à améliorer est le flux d'informations. Parfois, les informations ne circulent pas toujours bien entre les différentes personnes, départements et projets, surtout lorsque certains collègues sont éloignés géographiquement. C'est clairement un point sur lequel nous pouvons travailler.

Nous avons traversé une période de réflexion sur nos pratiques et ce que nous voulions améliorer, et cela commence à porter ses fruits. Il y a eu plusieurs changements positifs qui montrent que nous sommes sur la bonne voie.

Pour l'instant, c'est ce qui me vient à l'esprit. Peut-être que d'autres points me reviendront plus tard, mais actuellement, l'amélioration des flux d'informations et la continuité des changements positifs sont les principales préoccupations.

Et tu vois quelque chose d'externe?

Parfois, je pense que de l'extérieur, cela peut sembler dépendre des endroits, mais peut-être que la rapidité de décision ou d'action pourrait être améliorée. Étant donné que nous avons plusieurs niveaux hiérarchiques, le temps que l'information circule ou remonte peut parfois sembler un peu long de l'extérieur. Cela peut donner l'impression que nous sommes lents à réagir.

Améliorer notre réactivité et notre efficacité de communication pourrait donc être un axe important de progression.

Comment SWISSAID évalue l'impact de ses projets ? Est-ce que l'évaluation est reçue ?

Cela dépend de ce que nous voulons évaluer. Si nous évaluons des projets, cela peut être une évaluation interne ou externe. Parfois, nous engageons des personnes externes au bureau, voire externes au pays, selon ce que nous voulons évaluer. Ces évaluations ne se font pas systématiquement à chaque fois, cela dépend du montant et des objectifs du projet. Par exemple, nous ne faisons pas forcément une évaluation pour chaque projet de trois ans, peut-être plutôt une fois sur deux. Parfois, nous effectuons une évaluation interne, et d'autres fois, une évaluation externe.

Nous avons aussi des évaluations pour l'ensemble du programme d'un pays, basées sur des plans stratégiques de cinq ou quatre ans. À la fin de cette période, nous évaluons ce qui a fonctionné ou non à un niveau macro pour définir la stratégie pour la phase suivante.

En plus de cela, nous réalisons des évaluations sur des thématiques spécifiques entre pays. Par exemple, nous avons récemment fait une évaluation générale sur les industries extractives, qui a concerné plusieurs pays comme la Suisse, la Tanzanie et le Tchad. De telles évaluations nous permettent d'avoir une vue d'ensemble sur des thématiques spécifiques.

Nous réalisons aussi des études sur des thématiques spécifiques comme l'agroécologie. Ces évaluations nous aident à ajuster et à améliorer nos programmes en fonction des résultats obtenus.

Transcription Interview Peter Aeberhard - 5 mai 2024

C'est bien qu'on vous interviewe un peu à la fin de notre phase d'interview parce que là, comme je vous ai dit tout à l'heure, on a compris à travers les différences intermédiaires avec qui on s'est entretenu, le fonctionnement un peu global, on a pu tirer un petit peu des idées sur le contexte et les tendances actuelles de la conjoncture et de vos projets, etc.

Alors déjà, pour commencer, est-ce que vous pouvez nous rappeler un petit peu quel est votre job en tant que responsable programme du Niger pour Swissaid ?

Ok, à Swissaid, on a plusieurs pays et puis chaque pays a un responsable qui couvre environ 50% de mon temps.

Alors j'ai deux équipes, j'ai une équipe pour le Niger et j'ai une équipe pour la Tanzanie, je suis responsable de pays, je suis responsable de programmes.

Alors un portfolio de quelques millions dans ce contexte. On a un portfolio différent autour de la stratégie de Swissaid qui est l'agroécologie plus ou moins, avec des aspects genre, avec des aspects un peu extractifs industries ou gouvernance, mais plus ou moins c'est l'agro-écologie.

Nous on est dans une zone qui s'appelle Dosso et Douthi et puis là on a une équipe de 35 personnes pour faire ces projets. Moi je suis, on a des fundraisers, on a des technical advisors et moi je suis plutôt dans le management de ce portfolio.

Avec le directeur que vous avez déjà interviewé, Rabilou.

D'accord. Ok, super. Là les deux ou trois millions c'est pour le Niger, on est d'accord?

Ouais. Non c'est ça je pense.

D'accord. Et donc actuellement vous avez donc cinq projets d'agroécologie et trois sur l'eau et on a vu à travers les rapports et les échanges que vous avez aussi des projets d'urgence que vous mettez en place sur du court terme un peu en réaction.

C'était un million de plus l'année passée et maintenant c'est un peu moins et puis on a ce qui est peut-être spécifique et aussi spécial pour ces projets. On travaille dans l'urgence avec les gens où on travaille dans les programmes de développement.

Et là récemment, avec le suite au coup d'état, avec l'inflation, la crise économique, etc. Toutes les conséquences qu'il y a eu, vous avez démarré des projets d'urgence ou pas du tout ?

Ouais. Parce que justement on a même eu le ministère, le ministère de l'assistance humanitaire qui était sur place, ce qui était intéressant parce qu'il nous a demandé de revoir la distribution de kits que nous donnions aux bénéficiaires. Selon eux, c'est dégradant si on donne des kits. Alors maintenant on change, c'est plutôt un camion qui vient et les familles se servent et choisissent ce dont elles ont besoin.

Je pense que pour nous, on a globalement bien appréhendé le coup d'Etat car on a une équipe locale. Rabilou est un Nigérien, alors on n'a pas ce problème avec les expatriés, ou expatriés français.

On est sur les thématiques du gouvernement, l'autosuffisance, la sécurité alimentaire, on contribue à l'autonomisation des paysans.

Actuellement, vous êtes l'une des principales ONG qui a des projets d'agro-écologie ?

Et puis on a eu un petit peu, évidemment, de côté d'une part pour la grande muraille verte que les Français arrêtent, mais la collaboration avec les ONG a continué, mais en janvier, c'était assez tard, le ministre a approuvé qu'il continue à financer ce projet.

Est-ce que vous pouvez m'expliquer un peu plus ce projet parce que justement, on va avoir deux personnes de l'agence nationale de la Grande Muraille Verte.

Oui, ça consiste en plusieurs éléments. Il faut parler avec Razak, qui est le chef projet. Et puis ça sera peut-être bien avant mercredi. Tu vas essayer de parler avec Razak. On va parler avec tout le monde. Il est le coordinateur du projet.

D'accord.

Mais en bref, il a des méthodes agro-écologiques. C'est un biodigesteur, un truc qui transforme la bouse de vache en engrais et biopesticides. On a un système pour faire du charbon, le mettre dans la terre pour l'amélioration des terres.

On a fait des corridors, pour les animaux à travers des terres pour marquer les canons, pour diminuer les conflits et puis on a fait la restauration des terres avec les demis-lunes des arbres russes qu'on plantait dedans. Cela améliore les terres.

Comment ça se fait que ça participe plus au projet de la Grande Muraille verte que vos autres projets d'agro-écologie ? C'est quand même grosso modo ce que vous faites dans les autres projets de création d'engrais, pesticides...

Ouais, c'est un peu plus de technologie, je dirais, bio-digesteur, on n'a jamais fait. Le truc avec les arbres, on n'en a pas. On était plutôt sur des sites maraîchers, plutôt dans les légumes, ces choses-là. Puis là, c'est vraiment spécifique. Et c'est d'autres méthodes, et puis des méthodes qu'on peut faire en scaling up. C'est ça, ce qui est intéressant pour la Cromby River, tu vois. Et puis c'était un appel d'offre de la France pour les ONG. Alors eux, ils contribuent directement à l'agence et puis au programme.

Et donc ça, oui, vous disiez, c'est des fonds assez conséquents par rapport à votre projet ?

Ça, c'est un fonds c'est 3 millions sur 3 ans. Ah ouais, d'accord, très bien. D'un grand projet. C'est important pour nous, ça fait, c'est un pilier important.

Ça a démarré quand ?

Approuvé, en principe, l'année passée.

Ok. Super. Et pour revenir à la question des projets d'urgence, là, donc vous avez expliqué la livraison de camions, etc. en lien avec le ministère d'assistance humanitaire. Et donc, il y a combien de projets d'urgence, là, qui ont été lancés ces derniers mois pour avoir une idée ?

Non. Enfin, on a commencé avec 1 puis 2 puis 3. Puis on a continué plus ou moins la même manière, sauf que maintenant c'était la discussion avec le ministère que aussi pour la nourriture on pourrait faire une fois.

Le projet a commencé puis on a ajouté une région, on a commencé à Boboye, après on a continué, alors c'était un peu une extension sur toute la région du projet.

C'était une approche coordonnée avec les mairies des villes. Maintenant c'est un peu plus compliqué parce que il y a une intervention même du gouvernement. Il donne des subventions pour la nourriture pour les gens alors maintenant il n'est pas huit ans évidemment la sélection un peu différente qui reçoit les besoins sont plus grands le corps de plus de plus la situation est pire et puis au niveau politique. Maintenant il y a 45 degrés depuis un mois alors c'est vraiment c'est pas évident et puis ils sont sous beaucoup de pression maintenant le gouvernement là par rapport à la conjoncture actuelle.

L'impact que vous avez pu avoir grâce à vos projets ces dernières années a été complètement anéanti par la crise et le coup d'état ça va ? Car le constat qu'on fait à la suite des interviews c'est que globalement il y a beaucoup de choses mises en place qui ont été un petit peu détruites par le coup d'état et la crise économique qui fait beaucoup de dégâts mais que les populations ont développé une résilience et des

pratiques qui leur permettent de se battre pour continuer à produire et à être un peu auto-suffisant, en tout cas du maximum qu'elle peut.

Moi je n'ai rien vu qui était détruit. Evidemment avec les sanctions ont tout de suite impacté les régions de Dosso et Doutchi qui sont très proches de la frontière nigérienne.

Evidemment le commerce a bloqué, et puis il y a eu une chute des prix des produits à cause de ce stop d'importation, et puis il y a le problème avec les banques, parce que le système financier est bloqué, alors c'est très difficile de recevoir des sous, mais tout ça c'est à cause des sanctions.

Moi personnellement, je le compare avec Cuba. Tu vois que les militaires ont fait le coup pour libérer le pays et après ils ont reçu des sanctions et ça n'a jamais arrêté. Evidemment tu ne peux pas démarrer un Etat libre même sous n'importe quelle gouvernance et au début évidemment c'était, on a un des plus pauvres pays grâce à la démocratie qu'on a alors elle n'était pas tellement forte cette démocratie et puis l'écran parole, c'est un coup d'état, c'est le militaire c'est pas la démocratie.

Maintenant c'est la crise et puis ça peut être aggravé, ça peut être violent un jour c'est pas évident maintenant, dans quelle direction ils ont un peu plus peur parce que le départ était un peu plus agréable maintenant il y a une première frustration mais il n'y a pas eu des destructions du gouvernement pas du tout.

Les structures communales étaient restées civiles mais là maintenant ils ont introduit des maires étatiques alors pas élus mais les autres et c'est quand même une réaction à une potentielle peur de perdre le pouvoir.

Ils ont un peu peur maintenant je ne sais pas si ils ont peur ou quelle est la raison derrière mais mon interprétation personnelle ce que ça. Ils ne parviennent pas à faire un développement comme ils ont voulu et on voit que la crise va amener de la famine.

On peut dire que Swissaid et ses activités n'ont pas été forcément impactées.

En fait vous êtes indirectement devenus plus importants avec le départ de vos ONG, consoeurs, françaises etc, qui elles aussi avaient des projets importants avec beaucoup de fonds alloués de la France et d'autres pays de l'Union Européenne. Votre rôle s'est amplifié.

Oui. Par contre, on était bloqué par les banques. Alors il y a eu beaucoup, beaucoup de négociations de notre équipe. On a téléphoné chaque jour aux banques pour demander s'ils ont reçu de la monnaie, s'ils en avaient, on allait tout de suite le chercher. Alors, tu vois évidemment, ça a nécessité beaucoup de travail. Aussi le programme d'urgence qu'on a démarré, c'était un stock qui était une compagnie française qui l'a acheté. Et puis, je pense, ils ont quitté, je ne me souviens plus, puis. Donc on a eu des réserves avant la crise. C'est ça, ce qui nous a mis dans une bonne position.

Dès le coup d'Etat on a été très proactif, pour entamer du dialogue politique. Et ça nous a mené dans cette position actuelle. Puis la DDC était surpris qu'on a eu cette poste qui que

j'ai pu voyager par exemple parce qu'il y en a beaucoup qui étaient bloqués sur la route. Nous on est toujours passés, ils étaient étonnés que nous on a pu continuer à financer les projets comme dans du cash. Mais ça c'était un effort vraiment super naturel de l'équipe qui était toujours opératif d'accord et à l'interne ici ce qui est aussi une différence nous puis je pense c'était en octobre et on était dans la télévision suisse et puis moi j'ai donné un interview, on a dit on reste opérationnel et après ça nous a aidé à récolter des fonds car on a eu je pense 800 000 CHF.

On a dit tel début les sanctions où on frappait les communes des paysans et on reste sur terre parce qu'on était toujours là. On est une organisation locale avec une équipe locale alors on reste bien sûr et puis il y a que ça c'était quand même assez fort comme argument.

Ok très bien. Pour revenir sur l'impact plus global de vos projets de l'agro-écologie et des projets en lien avec sa mise en oeuvre comment percevez vous la prospérité économique des communautés après avoir mis en place ces projets ? Est-ce que vous avez comme exemple des améliorations un peu dans leur vie quotidienne pour illustrer un peu justement tout ça ?

Bon en fait il y a un indicateur de la fao qui est le Food Insecurity Experience Scale (FIES). Cet indicateur montre la perception des gens : s'ils ont plus ou moins faim à la fin du projet. On a fait sur plusieurs projets régulièrement et évidemment plus ou moins il 'a pas une grande amélioration mais ça ne signifie pas qu'on n'a pas d'impact mais la situation est devenue plus grave alors que même si tu fais ça avec un contrôle group la contrôle dans la même situation mais je pense on a un impact mais la situation se dégrade et si tu as un impact sur le revenu des gens dans une situation où les prix doublent ça descend on peut dire.

Les surfaces qui sont proches de l'eau ont un potentiel sur l'agroécologie. Mais s'il y a cette prise permanente avec le bétail et le sorghon d'une part et les kits d'autre part et que tu augmentes le travail des femmes évidemment les femmes qui ont fait ça c'est une amélioration de la situation.

Si tu as une situation de crise alimentaire sur 3 millions et que tu travailles sur 200 ou 300 000 personnes évidemment on est assez limité. Aussi le nouveau gouvernement parle d'installer de nouveaux systèmes d'irrigation mobile, il veut de la technologie. Il veut faire un scaling up et nous avec notre approche après écologique on est très basique 'est dit si tu fais un scaling up c'est nouveau paysan avec beaucoup de travail le scaling up c'est pas à travers la technologie et je pense que ça c'est une limitation de 'approche ce qui est bien pour les plus pauvres pour les gens qui ont beaucoup de besoins parce que les surfaces sont là, l'eau est là. Mais si tu n'introduis pas une technologie pour ces gens, on fait, on a un peu de technologie basique.

Et pareil, on n'a pas eu de chiffres là-dessus, je ne sais pas s'il y a des autres qui ont, mais par exemple si la crise a amené plus de jeunes vers la ville, ou moins, ça je ne sais pas, mais je sais que le gouvernement, le ministère d'Agriculture aimerait que la population reste

évidemment dans la campagne, et devienne producteur. Mais les jeunes, si tu bosses comme ton grand-père, ta grand-mère, c'est pas attractif. Alors tu vois, il faut, il manque encore quelque chose pour que ça démarre.

Et oui, et justement, par rapport à ça, c'est Monsieur Dambaji de Raya Karkara qui disait que comme en France ou en Europe, c'était mal vu pour les jeunes générations de devenir agriculteurs et donc du coup, ils n'avaient pas forcément envie, comme vous dites, de se lancer dans ce domaine d'activité et de lancer leur exploitation.

Bah l'expérience est que tu restes pauvre. Ouais, tu vois, mais il faut démarrer le truc, tu vois, au Kenya, il y a eu une croissance de 10%. Évidemment, ça commence à changer pour les jeunes. Ouais. Mais si tout est bloqué, puis les revenus ne viennent pas, puis les commerces ne décollent pas maintenant, avec les sanctions, c'est encore pire. Tu vois, alors il n'y a pas de démarrage dans la région et ça commence à être frustrant, évidemment. Et puis ça va augmenter l'exode. D'abord, vers le Sud, hein, ça va même pas vers l'Europe.

Et justement sur ces perspectives, on a compris que dans vos projets à chaque fois il y avait quand même une grande part qui était destinée à l'alphabétisation. C'est important pour vous ?

Ouais, c'est important on fait surtout avec les femmes, ouais, et puis c'est sur un aspect égalité, tu vois, si le mec contrôle les sous, mais c'est aussi bien si le femme le contrôle. C'est essentiel aussi si tu veux faire du commerce. Si on veut, si on veut mesurer le commerce, tu vois, si les femmes, il faut quand même voir le bénéfice. Alors, si nous on veut savoir, il faut avoir des chiffres. Si tu veux travailler sur l'impact ou sur les indicateurs, il faut que les gens s'y comprennent. Il y a d'autres choses basiques comme pouvoir lire sur les produits chimiques ou autres, qu'est-ce qu'il y a dedans, ou les prix, comparer les prix. Alors tout le monde est satisfait, mais de nouveau, évidemment, tu prends des cours, c'est à la charge des femmes. En plus de l'agriculture, de la corvée l'eau c'est beaucoup pour les femmes. Si tu fais la promotion menstruelle, l'hygiène menstruelle c'est encore avec les femmes. ça use du temps alors c'est un investissement mais c'est aussi un très grand investissement des femmes.

Paraît-il qu'ils le font tu vois parce que c'est une possibilité de changer avec d'autres femmes tu vois, moitié moitié tu as un prof qui parle mais aussi des femmes qui ne se rencontrent pas dans cet endroit il faut parler d'une autre chose il peut discuter d'une autre chose c'est l'éducation adulte. Tu crées un espace mais je pense que c'est aussi important parce que c'est des jeunes femmes. Les filles quittent l'école à 12 ans. C'est assez important l'espace et l'os, c'est quand même une croyance à la capacité des femmes.

Très bien, et justement dans le rapport que vous avez avec les bénéficiaires pour mettre en place vos projets, est-ce que les décisions relatives, justement ces projets

sont prises principalement par les communautés locales et comment le projet s'adapte-t-il à l'évolution des conditions de terrain, notamment les conditions environnementales et des besoins de la communauté ?

Oui en fait, on travaille avec les corps coopératifs paysans. Alors, c'est en principe, à travers ces coopératives, que le savoir ce qu'on a fait avec eux, qu'est-ce qui améliore les résultats, qu'est-ce qu'ils aimeraient continuer, c'est avec eux.

Il y a toutes sortes de niveau dans ces échanges. Moi j'étais impressionné je pense personnellement parce que j'ai fait avant autre chose et puis grâce à cette longue durée de Swissaid ça impacte sur la capacité de dialoguer avec les locaux qui retombent après sur l'appréciation qu'on a eu dans ce putsch parce que évidemment le gouverneur, les paysans, le chef du canton, ils ont défendu la Suisse ce qui est donc pas évident non plus et là on a eu beaucoup de soutien des bénéficiaires ou des représentants des bénéficiaires je dirais comme ça.

Parfait, je ne vais pas tarder à vous laisser, juste un peu les dernières questions concernant un peu les projections. Est-ce que vous êtes optimiste sur la capacité du Niger justement à lutter contre la pauvreté et comment aussi Swissaid peut améliorer son efficacité dans la région pour répondre aux problèmes actuels ? Bon, c'est des questions assez larges, mais j'imagine que vous pouvez apporter votre problème.

Tu vois, alors on est bloqué avec les bilatéraux, je dirais comme ça. Si tu es un bailleur bilatéral ça bouge pas trop. La DDC réfléchit s'il veut faire un appel direct, pas un appel ouvert, les allemands, les français se sont arrêtés. Alors tout ce qui est bilatéral est difficile. Tout ce qui est nous, on est une fondation, là ça continue, on peut financer le projet. Et ce qui est intéressant dans cette situation, ce sont les régions. Alors ce qu'on est en train de faire, c'est parler avec ses programmes UNEP, autres et la banque africaine qui veut continuer, qui voit le potentiel du Niger. Ce sont tout de même des enjeux stratégiques alors tout le monde veut avoir planté un pied dedans. Alors nous, en tant que maintenant on reste là, on est crédible, on a une bonne relation avec le gouvernement actuel, on est un partenaire potentiel pour des bailleurs qu'on n'avait pas avant. Et puis on pense avoir un dialogue avec l'agence de la grande muraille verte. Alors c'est à travers la région que je pense qu'il y a des opportunités et le potentiel.

Évidemment, dans le grand contexte, on n'a pas pensé qu'ils vont jeter dehors les Américains. On a quand même pensé qu'ils gardent cette ouverture vers l'Ouest. Là, ce mouvement vers les russes qui n'ont culturellement pas mieux place et je pense que ça ne nous fait pas trop chaud, évidemment, et ça va bloquer le dialogue avec l'Ouest.

Si on a pensé une ouverture des Allemands, des Français et des autres, si le gouvernement bouge vers cette orientation, les prospects sont un peu difficiles, je dirais, mais pas nécessairement pour le pays.

Et c'est ça ce qui est intéressant, par exemple la Banque Africaine de développement, le Crédit agricole nigérien, ces institutions continuent, elles ont des besoins et elles veulent faire évoluer le pays. Ce sont des partenaires crédibles et importants, ce n'est pas opportuniste, mais c'est un portfolio qui tombe bien, c'est intéressant. Si ça aboutit en quelque chose à voir, mais si on n'est pas bloqué, point de vue de sécurité, puis ça ne dérape pas trop sur un point de vue de sécurité, si la pression vers les ONG n'augmente pas. Là, si demain nos équipes doivent prendre des escorts, ça devient trop cher. Alors ça peut bloquer un peu les projets pour un certains temps, mais après il va y avoir des négociations, parce que le gouvernement ne veut pas que ça bloque.

Moi, je suis assez optimiste qu'on trouve un chemin pour une continuation. Je pense ça va je leur donnerai 30 ans après ça a changé mais sur les 5 ans qui viennent je suis pas tellement optimiste mais sur 15 ans d'accord sauf s'ils se font bouffer maintenant dans ce conflit ukrainien.

Les partenaires ont fait une petite vidéo avec moi pour mettre en avant nos différents projets. Elle dure 3 minutes mais le message est clair. Ils ont l'impression, je remercie, je dis oui, c'est ça ce qu'on veut. Tout le monde l'a vu, c'est le gouvernement de Dosso qui l'a vu, c'était les préfets qui l'ont vu, les maires qui l'ont vu etc. Incroyable, j'ai jamais pensé. Alors tu as des opportunités et c'est pas noir et blanc. Et là on a des partenaires forts aussi, la coopération Paysanne qui a 200 000 personnes, c'est immense tu vois.

La coopération Paysanne c'est 200 000 membres et le ministère, vu les sanctions, évidemment cherchais le dialogue avec eux. Comment on fait pour s'unir quoi.

Je disais que le gouvernement n'était pas très clair sur leur stratégie, sur quoi ils vont investir et là soudain ils ont sorti qu'ils vont investir sur l'éducation et les gens étaient préparés pour la santé et pour l'agriculture et autre là ils ont dit l'éducation. Alors je pense que c'est quand même une priorisation qui est intéressante du gouvernement, qui veut étiqueter, il veut bouger avant, devant et puis c'est à travers ça c'est peut-être parce qu'il communique pas trop à l'extrême.

Le cercle décisionnel est assez fermé comme ils font les décisions en premier temps sur le budget et tout. Là nous peut-être Rabilou sait un peu plus parce qu'il écoute mais parce que très peu sort ici moi si le Rabilou ne me le raconte pas je sais pas.

Merci beaucoup Peter. Maintenant on va devoir proposer une version de notre rapport à notre professeur. Et après, ça lui permettrait de revoir un petit peu notre travail et qu'ensuite on le modifie afin de le soumettre vers la mi-juin à la Swissaid-Genève et de le présenter dans la foulée.

Donc comme je vous ai dit au début, on va voir avec Quentin et Seign comment est-ce qu'on peut organiser une présentation.

Ouais, ça marche, ouai allez on fait ça. Super. Parfait, bon bah écoutez, je vous souhaite une bonne fin de journée et on se tient en courant et à très bientôt.

Ouais ouais, je vais visionner ça. Parfait.

Au revoir, merci beaucoup.

Au revoir Peter, merci, à bientôt.

Transcription Interview Aminata Issoufou - 8 mai 2024

(réponse questionnaire)

Qui êtes-vous ?

Mme Issoufou Aminatou, Ingénieure Forestière, Master spécialisé en Irrigation et Maitrise de l'Eau, Diplôme d'université en Gestion des Aires Protégées, Experte en Changement Climatique Atténuation et Adaptation. Chef de division Communication et relations extérieures à l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte

Pourriez-vous nous présenter votre organisation ?

- Nous avons un projet avec SwissAid dans 2 régions, financé aussi par l'AFD. Le budget est de 3 millions d'euros
- L'agence nationale de la Grande muraille verte est composé de 7 cadres et de personnel administratif.

Le projet de la Grande Muraille verte couvre 11 pays :

- La 1e idée était de planter des arbres sur une bande de 15km de large et 8 000 km de long.
- La 2e phase qui a été lancé plus tard a été d'intégrer d'autres activités d'infrastructures socio-éco-responsables.
- L'agence est en coopération avec deux ministères.
- Nous sommes subventionnés par l'Etat et des fonds étrangers.

Quelle est votre expertise en matière d'agroécologie ?

- Appui-conseil en matière de gestion durable des terres et des eaux (récupération des terres dégradées, régénération naturelle assistée, lutte contre les plantes envahissantes terrestres et aquatiques etc.) ;
- Appui-conseil en changement climatique atténuation et adaptation (projets de résilience climatique)
- Planification, exécution, suivi/évaluation de tout projet agroécologique ;
- Appui-conseil spécifique aux organisations féminines (valorisation des produits forestiers non ligneux, renforcement des capacités en agribusiness)
- Analyse des chaînes de valeurs des produits agricoles et Forestiers;
- Evaluation des besoins en renforcement des capacités des acteurs des projets agroécologiques.

Comment percevez-vous le rôle de l'agroécologie dans le développement durable, notamment dans le cadre de projets tels que ceux mis en œuvre par SWISSAID ?

L'agroécologie doit permettre d'améliorer les systèmes de production alimentaire durables et résilients en aidant à maintenir des écosystèmes et qui améliorent progressivement la qualité des terres et des sols et en améliorant les conditions de vie socio-économique des acteurs. De ce fait, elle doit contribuer à atténuer les effets du changement climatique et ses impacts en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en favorisant l'intégration des systèmes de production. L'agroécologie c'est aussi la diversification, l'intégration et la synergie.

L'agroécologie est orientée vers la transformation des systèmes alimentaires (production, transformation, transport, distribution) vers la durabilité économique, sociale et environnementale, en maintenant un équilibre entre la rationalité écologique, la viabilité économique et la justice sociale.

Sur la base de votre expertise, quels sont les aspects clés que SWISSAID devrait privilégier dans ses projets d'agroécologie pour assurer la durabilité écologique et le développement socio-économique à long terme ?

Ces aspects sont :

- La Gestion Durable des Terres et des Eaux (récupération des terres dégradées, régénération naturelle assistée, lutte contre les plantes envahissantes terrestres et aquatiques, plantations etc.) ;
- La résilience climatique ;
- La promotion du Genre (inclusion et autonomisation des femmes et des jeunes) ;
- La recherche-développement (développer les meilleures technologies, catalyser la productivité des exploitations agricoles et renforcer les marchés)

D'après votre expérience, quels sont les pièges ou les défis les plus courants que les organisations peuvent rencontrer lors de la mise en œuvre de projets agroécologiques, et comment peuvent-ils être évités ou atténués ?

Défis :

- technologiques
- Alimentaires
- Climatiques
- Environnementaux
- Analphabétisme
- sécuritaires

Solutions :

- Développer des techniques qui permettent d'accroître les rendements agricoles ;
- Diversifier les systèmes de production alimentaire ;
- Utiliser des variétés précoces et résistantes à la sécheresse ;

- Lutter contre la dégradation des sols en plantant des espèces d'arbres résistantes à la sécheresse et à haute valeur économique ;
- Créer des centres d'alphabétisation pour les adultes et les jeunes ;
- Lutter contre l'insécurité dans certaines parties du pays

Pouvez-vous donner des exemples d'initiatives et de pratiques agroécologiques réussies qui ont eu un impact positif sur les communautés locales et les écosystèmes, et comment SWISSAID peut-elle s'inspirer de ces exemples pour améliorer l'efficacité de ses projets ?

Exemples d'initiatives :

- Pratique de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) ; gouvernement du niger
- Plantations d'espèces forestières résistantes à la sécheresse ;
- Récupération de terres incultes et valorisation à travers le maraichage (PANA résilience) et l'utilisation de variétés agricoles précoces ;
- Faucardage de mares et empoissonnement ;
- Gestion intégrée de la fertilité des sols(IFDC) ;
- Transformation des PFNL

Initiatives recherche : au niveau de l'ICRISAT et du centre régional AGRHYMET, des innovations à mettre en oeuvre au niveau national : la bio récupération des terres dégradées (BD - Bio Degradated Land), le bocage sahélien.

Initiatives formation :

- Universités et les IUT au niveau des régions, du Centre régional AGRHYMET du CILSS à Niamey, de l'Institut Pratique de Développement Rural (IPDR) de Kollo, de l'École des Surveillants d'Élevage de Maradi.
- Parallèlement à ces formations académiques il y a lieu de noter qu'il existe plusieurs approches et formes de formations continues offertes par les organisations des producteurs, ONG et projets. Dans le domaine de l'agroécologie, il existe : l'approche « paysan à paysan » utilisée par SWISSAID, les Champs école paysans et l'approche entrepreneuriat agricole des SIFA de Suisse-contact.

Quels changements ont été observés dans les pratiques professionnelles et agricoles au cours des dix dernières années grâce à l'agroécologie ?

- Innovations (BDL ICRISAT BOCAGESAHELIEN, COMPOSTAGE)
- Adoption des technologies
- Maîtrise

Quel est l'impact de l'agroécologie sur les conditions de vie des populations locales ?

Amélioration des conditions de vie (augmentation des rendements agricoles et des revenus des agriculteurs)

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à une adoption plus large de l'agroécologie ?

- Analphabétisme
- Pauvreté des ménages ruraux
- Forte demande en engrais pour certaines cultures comme l'oignon, le poivron, le souchet

Quelles sont vos perspectives sur l'avenir de l'agroécologie dans la région ?

- Des innovations technologiques se développent de plus en plus
- Des agriculteurs de plus en plus motivés (maîtrise et adoption des pratiques agricoles)
- Des résultats rassurant
- Renforcement des infrastructures socio économiques (routes pour désenclaver les centres d'écoulement des produits)
- Utilisation des engrais et des pesticides biologiques

Comment pensez-vous que les partenariats avec des organisations comme SWISSAID peuvent être améliorés pour renforcer l'impact de l'agroécologie ?

- En s'alignant sur la politique des institutions étatiques ;
- En associant pleinement les communautés bénéficiaires ;
- En tenant compte des aspirations des communautés depuis la planification jusqu'au suivi/évaluation

Comment les experts en agroécologie accèdent-ils à l'évaluation de leur travail ? Comment cette évaluation est-elle reçue ? Quels sont les facteurs qui influencent leurs actions ?

- En se fixant des indicateurs objectivement vérifiables bien précis à renseigner ;
- Evaluation à mi-parcours et en fin de projet, interne et externe

Quel est votre rôle en ce qui concerne les programmes de développement agricole et l'aide étrangère dans le pays ?

Mobilisation des ressources financières en vue de la mise en œuvre de l'initiative grande muraille verte sahélo-saharienne au Niger

Comment percevez-vous les initiatives telles que celles de SWISSAID dans le développement agricole au Niger ?

Initiatives très salutaires parce qu'elles riment avec les politiques du pays en matière de développement agricole

Comment votre département ou bureau collabore-t-il avec les organisations internationales, y compris SWISSAID, pour soutenir le développement agricole dans le pays ?

- Négociations de financements
- Signature de conventions de mise en œuvre de projets ou d'activités
- Planification
- Mise en œuvre
- Suivi/évaluation

Comment évaluez-vous l'efficacité des programmes de développement agricole menés par des organisations internationales comme SWISSAID ?

Très efficace. SWISSAID continue la mise en œuvre de ses activités malgré la situation socio-politique et sécuritaire tendue du Niger.

Quels sont, selon vous, les principaux besoins et défis auxquels est confronté le secteur agricole au Niger ?

- Défis liés au sol : sols pauvres et lessivés par des techniques culturales archaïques et inadaptées
- Défis climatiques : sécheresses, inondations, vents violents
- Défis techniques : non maîtrise des techniques modernes d'agriculture
- Défis environnementaux : dégradation des sols due à l'érosion (hydrique et éolienne)
- Défis de marchés : écoulement des produits, infrastructures routières non adaptées
- Défis financiers : insuffisance des financements Etat et PTF

Comment votre gouvernement aborde-t-il des questions telles que l'insécurité alimentaire, le changement climatique et la pauvreté dans le contexte agricole ?

Le changement climatique étant l'une des causes essentielles de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté, par conséquent le développement agricole passe nécessairement par des actions d'atténuation et d'adaptation des effets négatifs de ces changements climatiques. Aux termes de ces actions, on note la gestion durable des terres, le maraichage, la vente des PFNL et agricoles entre autres.

Quelles sont vos perspectives pour l'avenir du secteur agricole au

Niger ?

- Existences de potentialités
- Existences de centres de recherche
- Prise de conscience des agriculteurs sur le développement de l'agroécologie

Comment votre gouvernement envisage-t-il de soutenir et de renforcer les initiatives de développement agricole, en particulier en collaboration avec des organisations internationales telles que SWISSAID ?

- Formation et entrepreneuriat des jeunes
- Mobiliser les ressources financières pour développer l'agroécologie
- Multiplier les centres de recherche en faveur de l'agroécologie

Transcription Interview Tomo Nakaka Abdoulaye - 9 mai 2024

Qui êtes-vous ?

Je suis le directeur des opérations à l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte. En tant que président, je coordonne toutes les activités liées à la gestion et à la mobilisation des ressources financières pour la Grande Muraille Verte. Avant cela, j'étais représentant de l'ONG ENDA Energy au Niger, où j'ai travaillé pendant un certain temps. Durant cette période, j'ai beaucoup collaboré avec SWISSAID et de nombreux autres partenaires dans le domaine de l'agroécologie. Voilà un aperçu de mon parcours et de mes activités.

Comment est-ce que vous percevez les initiatives tels que celles de SWISSAID ou des autres ONG dans le développement agricole au Niger ?

En ce qui concerne le développement agricole au Niger, il y a eu de nombreuses initiatives. Les actions de SWISSAID et de nombreux autres partenaires sont des choses que nous connaissons déjà. Leur soutien vise à permettre un ancrage et une réappropriation des services par les communautés locales.

Ces initiatives, bien que connues, sont parfois difficiles à maintenir pour les paysans et les communautés en raison de divers paramètres. SWISSAID aide à surmonter ces défis et à mettre en place des solutions durables pour que ces innovations puissent être conservées et développées.

Comment évaluez-vous l'efficacité des programmes de développement agricole menés par les organisations internationales comme SWISSAID ?

L'impact des activités pour accompagner les communautés au niveau local est significatif. SWISSAID intervient directement avec les paysans, ce qui est essentiel. Ce genre d'initiatives a un impact très positif et important pour la communauté. Lorsque vous travaillez directement avec les paysans, vous leur donnez confiance en leurs capacités et en ce qu'ils font.

J'ai beaucoup travaillé avec SWISSAID et je pense que leurs activités correspondent parfaitement aux besoins de nos communautés pour soutenir et développer les initiatives locales.

Est-ce que vous avez observé des changements dans les pratiques professionnelles et agricoles au cours des 10 dernières années ?

Oui, j'ai observé de nombreux changements en rapport avec l'approche agroécologique. Par exemple, la diminution des intrants agricoles chimiques est notable. SWISSAID mène des projets dans plusieurs régions, et je peux citer un projet que je connais bien, le projet Sahir. J'ai visité une zone d'intervention à Dogon Dutti et j'ai trouvé l'approche très pertinente. C'est un ensemble d'activités coordonnées qui ont complètement transformé la zone.

Prenons l'exemple de l'oignon de secours Koulal. Grâce à l'intervention de SWISSAID, cet oignon est maintenant vulgarisé partout et prisé sur les marchés. Il y a deux mois, SWISSAID a aidé les paysans à exposer l'oignon blanc et à expliquer ses vertus. Ce produit a beaucoup de potentiel. Ces activités montrent clairement les changements positifs. SWISSAID fait un travail de fond pour permettre aux paysans d'adopter ces technologies, qui ne sont pas nouvelles, mais qui nécessitaient un coup de pouce pour être adoptées largement. Leur soutien est essentiel pour booster ces changements.

Est-ce que vous pouvez dire quelle est l'impact de l'agroécologie sur les conditions de vie des farmers et aussi des autres personnes qui vivent là et des populations locales ?

L'impact de l'agroécologie sur les conditions de vie de nos communautés est vraiment perceptible. Lorsque nous examinons les résultats, il est clair que l'approche agroécologique a apporté des changements significatifs.

Auparavant, les femmes et les jeunes étaient souvent peu impliqués, car les technologies et les intrants étaient trop coûteux ou difficiles d'accès. Avec l'avènement de l'agroécologie, nous avons réussi à démystifier ces idées en montrant que des petites actions peuvent avoir un grand impact. En mettant à disposition des solutions accessibles et en aidant la communauté à comprendre leur utilité, nous avons rendu l'agroécologie plus inclusive et bénéfique pour tous.

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à une adoption plus large de l'agroécologie ? Alors peut-être dans tout le pays ?

Oui. En réalité, je dirais que la principale barrière réside dans notre propre conception, celle des techniciens et des politiciens. Lors des réunions dans des instances officielles, on parle souvent de l'agriculture informelle en lieu et place de l'agroécologie. Déjà, pour moi, cela constitue un frein.

En ce qui concerne les actions de l'État et des politiciens, on a parfois l'impression qu'ils essaient de minimiser l'importance de l'agroécologie, malgré sa popularité croissante sur le terrain. Par exemple, il n'existe pas de textes réglementaires juridiques pour autoriser certaines transactions de semences paysannes, ce qui est un frein considérable.

De plus, de nombreux produits qui ne sont pas en symbiose avec l'agroécologie sont subventionnés par l'État. Par exemple, les semences améliorées sont souvent promues

officiellement, tandis que les notions et terminologies de l'agroécologie sont mises de côté. Pour moi, cela constitue un obstacle majeur à la vulgarisation de l'agroécologie.

Quel sont vos liens avec le gouvernement et les autorités ?

En réalité, nous sommes une agence étatique. L'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte est sous la tutelle de deux ministères. La tutelle technique relève du ministère de l'Environnement, tandis que les aspects financiers sont sous la supervision du ministère des Finances.

Cela dit, nous avons un statut qui nous distingue légèrement des autres structures étatiques traditionnelles. Nous avons un conseil d'administration, ainsi que des partenaires financiers et techniques. Nous avons également la liberté de proposer des activités sur le terrain. Voilà un aperçu de notre relation avec l'État.

Quelles sont vos perspectives pour l'avenir du secteur agricole au Niger. Qu'est-ce que vous voyez pour l'avenir ?

Pour avoir milité dans les organisations de la société civile, je suis membre d'une plateforme qui œuvre aujourd'hui pour la promotion de l'agroécologie. Vous avez certainement entendu parler de la plateforme Raya Karkara, qui est très active dans les projets et les activités de SWISSAID.

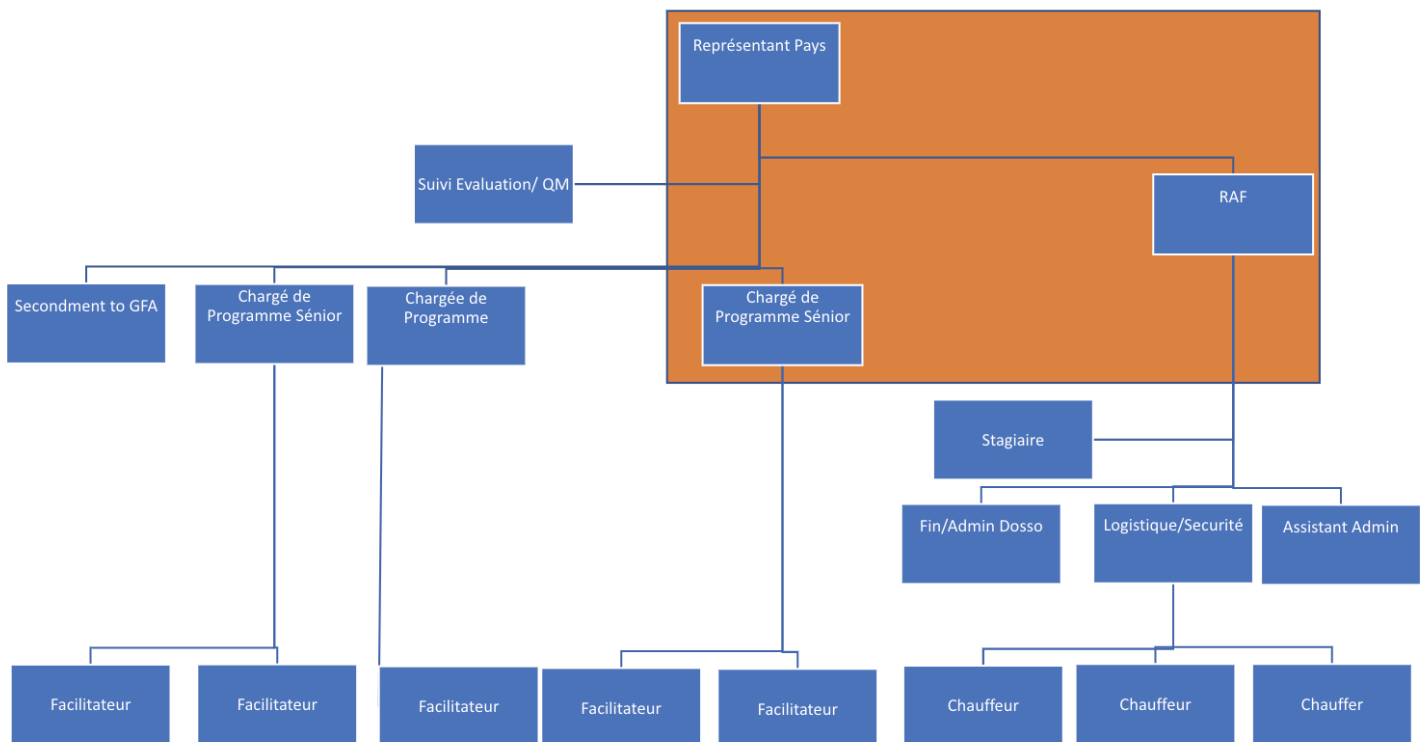
Avec toute cette expérience et une bonne compréhension des dynamiques actuelles, je peux dire que l'agroécologie a un bel avenir devant elle. De nombreuses personnes se tournent de plus en plus vers l'agroécologie. Je pense qu'à terme, cette approche sera adoptée à une échelle beaucoup plus large.

Est-ce que vous voyez des choses que le gouvernement pourrait faire pour mieux répondre aux besoins du secteur agricole ?

Pour moi, il est essentiel de repenser notre approche. Repenser signifie écouter. Actuellement, la politique agricole au Niger semble être imposée d'en haut, sans vraiment écouter les principales parties prenantes, à savoir les communautés locales et les producteurs. Il est crucial d'impliquer ces acteurs de base et de leur fournir l'accompagnement nécessaire.

L'accompagnement doit être promulgué de manière efficace pour ces communautés, surtout dans le secteur de l'agroécologie. En écoutant et en intégrant les besoins et les idées de ces acteurs locaux, nous pourrions développer des politiques agricoles plus pertinentes et durables.

Annexe III : Organigramme BuCo SWISSAID Niger



**CHANGER
L'AVENIR**

SWISSAID 

Annexe IV : 13 principes de l'agroécologie

